



La «5» se heurte à la tour Eiffel

Après décision du Conseil constitutionnel, la course contre la montre des promoteurs de la cinquième chaîne devient singulièrement plus ardue. Depuis le début de ce feuilleton juridico-législatif, l'accès à la tour Eiffel est interdit aux techniciens de Télédiffusion de France (TDF), qui ne peuvent commencer les travaux d'installation du nouvel émetteur. Même si le gouvernement parvient à faire voter un nouveau texte dans des délais raisonnables, il faudra encore mettre en place une procédure de consultation avec la société d'exploitation de la Tour Eiffel, comme le souhaite le Conseil constitutionnel.

Tous ces délais risquent de compromettre le démarrage de la «5» prévu le 20 février au plus tard. TDF demandant un peu plus d'un mois pour régler les problèmes techniques de la diffusion parisienne. A la mairie de Paris, on rejette la responsabilité de ces retards sur le gouvernement. « Nous avons écrit le 14 novembre au président de TDF pour conclure un accord sur le choix des fréquences, rappelle un conseiller de M. Jacques Chirac. Nous n'avons jamais reçu de réponse. Le lendemain, le gouvernement déposait son amendement et rompait unilatéralement les négociations. Pour avoir voulu presser le mouvement, les pouvoirs publics ont déjà perdu un mois. »

De côté des responsables de la «5», on maintient que la chaîne sera au rendez-vous fixé « quel qu'il arrive à la tour Eiffel ». Si elle ne peut bénéficier à temps de ce site privilégié, la nouvelle télévision se rabattra sur les récepteurs de Sannois et de Romainville. Mais elle risque alors de ne toucher qu'environ 10 % de foyers parisiens, les autres devant modifier leur antenne pour recevoir les émissions de la «5». Les responsables de la future chaîne en sont bien conscients.

Ce changement de site risque, en outre, de perturber la réception des chaînes publiques pour un grand nombre de foyers (1). Selon le contrat de concession de la «5», TDF devra modifier l'installation des téléscripteurs concernés dans un délai de trois mois et financer ces travaux. Lourde charge pour le budget de l'établissement public et, donc, pour celui des téléscripteurs qui l'alimentent par l'intermédiaire de la redondance.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire nos informations page 7.)

(1) 100 000 foyers environ pourraient être « perturbés » par l'installation du canal 5 à partir de la tour Eiffel. Selon certaines estimations, ce nombre pourrait être jusqu'à six fois supérieur si la «5» utilise les émetteurs de Romainville et de Sannois.

M. MITTERRAND CHEZ YVES MOUROUSI

Quand les présidents font campagne...

L'annonce de l'intervention de M. Mitterrand, dimanche 15 décembre sur TF1, à 20 heures, a provoqué un concert de critiques et de sarcasmes de la part du Parti communiste et des responsables de l'opposition parlementaire. Selon les premiers,

les socialistes « occupent les ondes », pour les seconds, par la voix de M. Toubon, secrétaire général du RPR, nous avons un « gouvernement de speakers ». En réalité, les uns et les autres reprochent à M. Mitterrand sa « frénésie de communication ».



Le président de la République, dont les partisans ont parfois regretté certaines périodes de silence prolongé observées depuis 1981, donne l'impression de vouloir se rattraper. Il multiplie ses interventions, notamment depuis sa conférence de presse du 21 novembre. La fin de l'année, avec les cérémonies des vœux, sera également propice à de nouvelles prises de parole.

Enfin au début de 1986, M. Mitterrand a prévu de présider plusieurs meetings en province et de participer à d'autres émissions qui lui permettront de prendre part, à sa manière, au débat politique national. Mais dans l'opposition on reproche aussi au chef de l'Etat de « galvauder » la fonction présidentielle, et l'on souligne que, la première émission « Ça nous intéresse, monsieur le président », en compagnie d'Yves Mourousi,

le 28 avril dernier, avait été controversée.

S'il est vrai que M. Mitterrand intensifie le rythme et diversifie les supports de ses interventions, il est vrai aussi qu'il n'innove pas vraiment. Tous ses prédécesseurs à l'Elysée ont — chacun selon son tempérament — participé aux campagnes électorales en vue des élections législatives qui se sont déroulées pendant leur septennat.

Si de Gaulle ne s'est guère mêlé des élections de 1968, surtout voulues par son premier ministre, il n'en était pas allé de même en 1962.

A l'occasion des multiples vœux de fin d'année en 1972, Georges Pompidou évoque les élections législatives prévues pour mars 1973 qu'en répondant aux journalistes accrédités à l'Elysée. Il affirme alors : « Je ne suis pas un chef de parti et je n'interviendrais pas en tant que tel, mais j'ai

été élu sur certains objectifs et je suis obligé de constater qu'il y a des directions essentielles. Cela m'oblige à faire comprendre aux Français que des incompatibilités sont ainsi créées. Le pays en tirera les conséquences qu'il voudra et je tirerai les conséquences de ces conséquences. »

Beaucoup moins énigmatique, le président de la République accorde le 8 février 1973 un entretien d'une demi-heure à la première chaîne de télévision. Il estime que les élections législatives seront « un duel entre, d'un côté, l'union de la gauche et, de l'autre, tous les autres ». Il indique aussi qu'à ses yeux « le Parti communiste n'est pas un parti comme les autres », et il ajoute que « le Parti socialiste s'est fait l'otage, le prisonnier, du Parti communiste ».

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 7.)

LES RISQUES DE L'ACCORD ATT-CGE

French téléphone

Le gouvernement a donné son aval sous certaines conditions techniques, financières et sociales à l'accord dans la téléphonie entre le groupe national CGE et le géant américain ATT. Hélas, il s'agit de reproduire la même erreur, cette fois dans les télécommunications.

La similitude est frappante. Au centre, le même groupe, la CGE, actionnaire en 1975 de la CII et, aujourd'hui d'Alcatel. Le même décor, fait de pressions diplomatiques américaines, de méfiance gouvernementale devant des accords dont l'intérêt n'apparaît évident à personne.

Sur le fond, le débat se répète entre les « atlantistes », qui martèlent que « décidément, on ne peut jamais passer d'alliance avec les Européens », et ceux qui osent encore croire à l'Europe. Comme

1985 : le projet d'accord entre Alcatel-Thomson, du groupe national CGE, et le géant américain ATT risque, s'il est signé, de reproduire la même erreur, cette fois dans les télécommunications.

La similitude est frappante. Au centre, le même groupe, la CGE, actionnaire en 1975 de la CII et, aujourd'hui d'Alcatel. Le même décor, fait de pressions diplomatiques américaines, de méfiance gouvernementale devant des accords dont l'intérêt n'apparaît évident à personne.

Sur le fond, le débat se répète entre les « atlantistes », qui martèlent que « décidément, on ne peut jamais passer d'alliance avec les Européens », et ceux qui osent encore croire à l'Europe. Comme

M. Alain Peyrefitte en 1975, qui seul rompait le silence gêné des ministres opposés à l'accord CII Honeywell et déclarait dans le Monde refuser « les sirènes américaines ».

Comme M. Jean-Pierre Chevènement aujourd'hui, qui vient d'émettre « de grandes réserves sur la perspective d'un accord qui mettrait farciement Alcatel-Thomson à la remorque d'un groupe d'une taille dix fois supérieure ». Et qui dénonce « le mirage du marché américain » (le Monde du 14 décembre).

L'opération dans l'informatique s'est soldée par des dépenses en milliards de francs, par des pertes de marchés et d'indépendance technologique.

ERIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 12.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

L'avenir de l'Internationale communiste

Centrale nucléaire française pour la Chine

Paris et Pékin ont signé un accord à des conditions avantageuses pour les Chinois.

PAGE 13

Une amende de 70 millions de francs pour Akzo Chemie

La Commission européenne a puni l'entreprise néerlandaise pour abus de position dominante.

PAGE 13

Les grands prix de la Ville de Paris

Des sciences à l'histoire et du théâtre à la littérature enfantine, treize lauréats.

PAGE 9

A PARTIR DE LUNDI

Le Monde

nouveau numéro de téléphone
(1) 42-47-97-27

Dates (2) : Etranger (3 à 6) : Péninsule (6 à 7) : Société (8) : Culture (9) : Economie (13 à 15) : Programmes des spectacles (10) : Radio-télévision (11) : Météorologie (11) : Mots croisés (11) : Carnet (8)

Société des Lecteurs Le Monde

CLOTURE DE LA SOUSCRIPTION

Nous remercions les milliers de personnes qui ont spontanément répondu à l'appel de la Société des lecteurs et permis de réunir en un temps record les 15 millions de francs de l'augmentation de son capital.

Contraints de clore avant son terme la souscription, nous ne pouvons plus accepter de nouvelles participations.

Nous prions les lecteurs qui souhaitent encore s'associer à la Société des lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Le Monde leur proposera bientôt de nouvelles manières de manifester leur attachement au journal.

ÉLECTIONS DANS UN ÉTAT DE L'UNION INDIENNE

L'Assam malade de ses immigrés

Pendant trois jours, M. Rajiv Gandhi a parcouru l'Assam, où des élections ont lieu, le 16 décembre, pour la première fois depuis 1983. Dans cet Etat du Nord-Est indien, limitrophe du Bangladesh, la campagne électorale a été dominée par le problème de l'immigration bengalaise, à l'origine du massacre de milliers de personnes il y a deux ans.

De notre envoyé spécial

Ganbat. — L'Assam était célèbre pour ses rhinocéros à une corne. Eh bien ! nous avons maintenant le citoyen à deux visages ! Les étudiants de la vallée du Brahmapoutre peuvent

bien ironiser : le concept du citoyen à la sud-africaine, celui qui vote et l'autre pas, a bel et bien été adopté en l'an de grâce 1985 par le Parlement de la République indienne.

Il faut dire que la mesure a été prise pour parer un danger plus simple encore : l'éviction pure et simple de centaines de milliers d'immigrants bengalis entrés en Assam avant 1971. Comment Rajiv Gandhi a-t-il pu se laisser entraîner dans pareille aventure par les étudiants nationalistes assamais ? Mystère.

Toujours est-il que l'idée scottée, comme disent les Bengalis d'Assam, est née dans le sang des émeutes (politiques, reli-

gieuses et raciales) de 1983. Fanatisée par un syndicat d'étudiants, l'Assam Student Union (ASU), une partie de la population de l'Assam, réputé pour la douceur de vivre de ses vallées, s'était livrée, à la faveur d'une campagne électorale, à un carnage en règle des immigrants bengalis musulmans. Il y eut 300 000 personnes déplacées et 7 000 morts (3 500 officiellement) dont une bonne moitié de femmes et d'enfants.

Sous les palmiers de Nellie, tranquille localité rurale peuplée de Bengalis musulmans, on se souvient avec effroi de ces sanglantes journées. « Ils sont arrivés par milliers, armés de lances, de machettes, de fusils, d'arcs et de

flèches. Ils ont cerné nos villages et massacré tout ce qui vivait, y compris les bêtes. Après, ils ont mis le feu à nos huttes. » La voix chevrotante du vieillard, calotte blanche et pagne vert islam, se casse. Ce patriarche du village avait réussi à s'échapper.

« Trente-neuf membres de ma famille ont été tués, dont mes parents et mes quatre sœurs », ajoute Shiraz Uddin Ahmed, communiste assamais nous ont massacrés et maintenant c'est Rajiv qui fait de nous des ennemis politiques. Bon début ! »

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 5.)


Cartier
JOAILLIERS
LES NUITS DE LUMIÈRE
LES 20 ET 30 DÉCEMBRE
Cartier
SERA OUVERT EXCEPTIONNELLEMENT
A PARIS ET A MONTE-CARLO JUSQU'À 21 H
PARIS : 13 RUE DE LA PAIX - 12 AVENUE MONTAIGNE - 23 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 7 PLACE VENDÔME - 93 PLACE VENDÔME - HOTEL GEORGEV - 31 AVENUE GEORGEV - HOTEL HILTON - 18 AVENUE DE SUFFREN
MONTE-CARLO : PLACE DU CASINO

صباحنا من الامل

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 16 décembre. — **Bucarest** : visite de M. Shultz, secrétaire d'Etat américain. **Bruxelles** : réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE. **Moscou** : visite d'une délégation de parlementaires européens. **Inde** : élections dans l'Etat d'Assam.

Mardi 17 décembre. — **Paris** : visite du chancelier Kohl. **Moscou** : session extraordinaire du Comecon. **Dakar** : réunion de l'Agence de coopération des pays francophones.

Mercredi 18 décembre. — **Bonn** : prise de position officielle sur l'IDS. **Hel-sinki** : réunion des premiers ministres des pays nordiques.

Vendredi 20 décembre. — **Genève** : reprise des négociations indirectes sur l'Afghanistan.

SPORTS

Dimanche 15 décembre. — **Football** : tirage au sort des groupes de la phase finale de la Coupe du monde à Mexico. **Natation** : coupe d'Europe à Hertenbosch (Pays-Bas). **Vendredi 20 décembre.** — **Tennis** : Finale de la coupe Davis Allemagne-Saade à Munich (suite le samedi). **Samedi 21 décembre.** — **Football** : championnat de France (vingt-cinquième journée).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-95-59
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Foccart (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woutet.
Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Impression :
« Le Monde »,
7, rue de Montessuy,
75007 PARIS

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 009 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse difficiles ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,80 \$; Danemark, 420 F ; Espagne, 1,25 \$; France, 354 F ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2.000 L. ; Japon, 6.800 Y. ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,80 f. ; Portugal, 120 esc. ; Roumanie, 400 F ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 ud.

IL Y A DIX ANS

L'invasion de Timor-Oriental par l'Indonésie

Il est près de 9 heures du matin à Dili, la très catholique capitale de la petite colonie portugaise de Timor-Oriental (une île située à 400 km au nord de l'Australie) et, en ce 7 décembre 1975, même si quelques sentinelles veillent sur la plage, on s'apprête à célébrer dévotement le jour du Seigneur.

Soudain des explosions se succèdent, plusieurs appareils de l'armée de l'air indonésienne surgissent dans le ciel tandis qu'un large des navires de guerre ouvrent le feu pour couvrir un débarquement de fusiliers marins.

La jeune République démocratique de Timor-Oriental n'a vécu que dix jours. L'opération « Komodo », préparée en grand secret par le général Benny Murdani, l'un des responsables des services de renseignements indonésiens, a commencé. Saluée par le nombre et par les armements des troupes d'élite indonésiennes, les quelques milliers d'anciens soldats portugais et de militants du FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Oriental) ne résistent que quelques heures dans les rues de la capitale.

Djakarta n'assume pas la responsabilité de son intervention militaire et se borne à reconnaître l'envoi de « volontaires » venus renforcer des partis comme l'Union démocratique de Timor (UDT) ou l'APODETI (Association populaire démocratique de Timor), favorables à l'intégration à l'Indonésie, pour mettre fin à cinq mois d'une guerre civile que les indépendantistes du FRETILIN (nationaliste et procommuniste) avaient presque gagnée.

A Dili, personne n'est vraiment pris de court. Depuis une semaine, les militants du FRETILIN, qui avaient fait main basse sur l'arsenal portugais, s'attendaient à une attaque de l'Indonésie dont les frégates bloquaient les côtes. La chute de Dili est l'aboutissement d'un processus de décolonisation pour le moins bécoté, face à l'expansionnisme toujours latent des généraux javanais qui ne peuvent tolérer l'installation d'une République démocratique bénéficiant du soutien de Pékin et d'Hanoï.

Traumatisés par les victoires des maquisards communistes au Vietnam et au Cambodge quelques mois auparavant, les puissances régionales comme la Malaisie et l'Australie, ainsi que les États-Unis, ont poussé Djakarta à intervenir.

Pourtant, quand éclate la révolution aux cillies à Liabonne, qui peut prédire que l'obscur et lointain colonie va connaître un bain de sang ? Depuis quatre cents ans, cette partie montagneuse de l'île de Timor voyait exilés politiques et fonctionnaires en disgrâce tenir compagnie aux planteurs de café régnant sans partage sur ce territoire oublié.

La guerre civile

Le gouvernement portugais, pris entre la décolonisation de l'Angola et ses propres contradictions internes, ne s'aperçoit pas qu'au fil des semaines le bouillonnement révolutionnaire de la métropole s'est transmis à Dili. Mais la colonie, qui comptait en 1974 six cent mille habitants en majorité catholiques, est entourée de cent cinquante millions de musulmans indonésiens gouvernés par un régime militaire fondamentalement anti-communiste. Pendant les mois qui suivent la révolution portugaise, le ministre indonésien des affaires étrangères assume que son pays respecterait l'indépendance de Timor-Oriental. Puis le ton change à Djakarta. Sur le terrain, les services secrets indonésiens sont déjà à l'œuvre et suscitent des prises de position favorables au rattachement.

Les forces en présence s'entre-déchirent sous les yeux d'un pouvoir colonial moribond.

Le 12 août 1975, l'UDT, peut-être idéologiquement, tente un coup de force et exige l'arrestation des « marxistes » du FRETILIN. Tout va alors très vite, les soldats d'origine timoraise rejoignent aussitôt le FRETILIN avec leurs armes, et la guerre civile éclate tandis que les dernières troupes portugaises, bloquées depuis plusieurs jours sur le port de Dili, s'embarquent pour la petite île d'Alau, située à une trentaine de kilomètres au large de la capitale. Pendant que des combats meurtriers se déroulent autour des villes, des milliers de réfugiés fuient dans la partie indonésienne de l'île. Bon nombre d'entre eux, entraînés par des instructeurs indonésiens, rejoignent avec les troupes de Djakarta.

Le 28 novembre, le FRETILIN, qui a écrasé l'UDT, proclame uni-

léralement l'indépendance de Timor-Oriental. Deux anciens séminaristes, Xavier do Amaral et Nicolau Lobato, deviennent respectivement président et premier ministre. La guerre civile a fait au moins quatre mille morts.

Pendant les dix jours d'indépendance, le FRETILIN lance de nombreux appels aux Nations unies, à Pékin et même au Portugal pour qu'ils prennent leurs responsabilités : nul ne lui répond.

Timor-Oriental n'est ni Goa ni Pondichéry, le nationalisme a fait de grands progrès et le sentiment anti-

jeunais y est vivace. La résistance aux troupes indonésiennes est acharnée. Le FRETILIN évacue les villes, bombardees et prises d'assaut par les parachutistes et les « bêtes rouges » pour gagner les montagnes où sont préparés des caches d'armes et des stocks de vivres. Pris de quatre-vingt mille Timorais, hommes, femmes, enfants, vont prendre le maquis pour plusieurs années, certains y sont toujours aujourd'hui.

Plus de cent mille morts

Durant les deux années qui suivent l'invasion, les affrontements sont très durs, souvent cruels. Djakarta, qui dispose à Timor d'une corps expéditionnaire de trente mille à quarante mille hommes, lance plu-

reviendront pas. « C'est pire qu'au Biafra et au Bangladesh », s'exclame un représentant de la Croix-Rouge.

Dix ans plus tard, le bilan est très lourd : plus de cent mille morts, victimes de la guerre, de la famine ou des maladies, sans compter les dizaines de milliers de réfugiés timorais qui vivent souvent dans des conditions précaires en Australie ou au Portugal.

Aujourd'hui quelques centaines de combattants dirigés par Gusman Xanana vivent encore dans des montagnes, qu'ils innovent de l'est de l'île, poursuivant une guérilla oubliée mais toujours active.

En 1983, à la suite de cinq mois de cessez-le-feu et de négociations infructueuses, les combats ont

repris. Les troupes indonésiennes, qui disposent de quinze mille soldats soutenus par des engins blindés, des chars et des hélicoptères, ont imposé des « rebelles » dans leurs montagnes sans parvenir toutefois à les éliminer.

Parallèlement, le gouvernement du général Suharto a lancé un important plan de développement concernant l'agriculture, l'enseignement et les voies de communication afin de faciliter l'assimilation des Timorais. Mais les indonésiens mènent une politique de « terre brûlée ».

Pour les Timorais, l'administration



apostrophé de Dili, Mgr Carlos Belo, considéré généralement comme un modéré, continue à dénoncer les violations des droits de l'homme. L'indonésianisation forcée et l'islamisation de Timor-Oriental.

Une décennie après l'annexion, la « question de Timor » n'est pas réglée. Djakarta voit dans l'ancienne colonie de la « vingt-septième province ». Les Nations unies refusent à une faible majorité de reconnaître le fait accompli. Mais les révolutions déclenchées en « Indonésie » et le « droit à l'autodétermination » de Timor-Oriental sont bien latentes. Cette décolonisation vient de l'un des échecs les plus douloureux de l'organisation internationale.

JEANES BERTIN.

IL Y A VINGT ANS

La réconciliation des évêques polonais et allemand

« Tout rapprochement entre la Pologne et l'Allemagne était dans l'impasse totale. Seul l'Évangile pouvait apporter la solution », explique vingt ans plus tard un des cordateurs polonais de la lettre que les évêques de Pologne ont décidé, pendant le concile Vatican II, d'adresser aux évêques allemands, en même temps qu'une invitation au millénaire du baptême de leur pays. Depuis quelques années déjà, les cardinaux Wyszyński, primate de Pologne, et Höffner, primate de RFA, ainsi que l'archevêque de Cracovie, Karol Wojtyła, travaillent à la réconciliation des deux nations. Au concile, leur idée peut se concrétiser par la création d'une commission polono-allemande chargée de rédiger la lettre polonoise et la réponse allemande. Du côté polonais, les archevêques Kominek, Wojtyła, Stroba et, surtout, qui l'on sache, l'évêque de Szczecin, Mgr Majdanski, qui avait été déporté pendant la guerre à Sachsenhausen et soumis à des expériences pseudo-médicales à Dachau. Du côté allemand, Mgr Schönbauer et Mgr Henggebach. Avant d'être rendus publics, les deux textes sont approuvés par un certain nombre de pères du concile.

Le 18 novembre 1965, les évêques polonais rédigent un texte qui va par la suite être violemment attaqué par la propagande officielle de leur pays : « Malgré tout, malgré une situation que le poids du passé rend presque désespérée, à cause de cette situation même, chers frères, nous vous disons : essayons d'oublier [...] Dans cet esprit à la fois pleinement chrétien et très humain sur les bords du concile pris de s'achever, nous vous rendons les mains, nous offrons le pardon, nous demandons pardon... »

Les évêques allemands répondent le 5 décembre 1965 : « C'est avec un respect fraternel que nous saisissons les mains tendues vers nous. Que le Dieu de paix, par l'intercession de la Regina pacis, fasse que plus jamais la haine ne vienne séparer nos mains... »

« Une initiative inadmissible »

En Pologne, les réactions sont violentes à ce qui est, pour le pouvoir communiste, une « initiative inadmissible de l'Eglise » et pour le peuple un « abandon » et même une insulte aux sentiments nationaux. C'est le reproche que formu-

lent à l'égard du futur pape les ouvriers d'une grande usine de Cracovie dans une lettre ouverte à la presse parue le 22 décembre 1965. La réplique de Karol Wojtyła finira par paraître le 13 janvier 1967 dans un journal local sur l'intervention de ces mêmes ouvriers qui exigent que le droit de réponse soit donné à leur archevêque.

Il se passe, toutefois, cinq ans avant que l'hostilité de l'Etat et du peuple, du parti et de la base, ne soit vaincue par l'impulsion profonde donnée par l'Eglise du concile, quand ce n'est pas par l'intérêt politique et économique des Etats intéressés. Même l'URSS saura alors « sauter dans le train » de cette réconciliation qui apparaît comme toute avantageuse à toutes les parties. Moscou joue aussi son rôle dans le traité polono-allemand du 2 décembre 1970 et le fera précéder au dernier moment par son propre traité avec Bonn.

Cependant, sous la cendre laissée par le drame des rapports historiques entre la Pologne et l'Allemagne, on peut toujours trouver un brandon à enflammer. Lorsque l'agitation divise l'Europe. En effet, l'échange des lettres entre les évêques de Pologne et d'Allemagne a

surout fait apparaître la solidarité profonde des chrétiens de tout le continent, par-delà les frontières et les divisions idéologiques, même si les Polonais ont quelquefois du mal à oublier, dans la situation désespérée qu'ils vivent aujourd'hui, que, selon un prêtre, « c'est le pacte Ribbentrop-Molotov, l'agression du 1^{er} septembre 1939 et la seconde guerre mondiale avec son cortège de ruines, son génocide et le nouvel ordre mondial issu d'elle, qui ont abouti à la situation politique et économique d'aujourd'hui en Europe de l'Est, y compris en RDA ».

Après un refroidissement des rapports en 1985, les évêques allemands ont pour y fêter « le quarantième anniversaire du retour de l'Eglise en Poméranie occidentale ». L'époque des malentendus est close le 7 décembre à Rome. Les cardinaux Glemp, Höffner et Meisner, primats de Pologne, de RFA et président de la conférence épiscopale de la RDA, concilient avec le cardinal Wetter, archevêque de Munich, et Mgr Stroba, archevêque de Poznan, en présence des cardinaux Ratzinger, Volk et Mayer, de Mgr Maj-

danski et de quatre autres évêques polonais, une messe solennelle pour le vingtième anniversaire du pardon échangé entre les évêques polonais et allemands.

Au début de la messe, le cardinal Höffner déclare : « Nous affirmons et confirmons avec insistance et avec la plus forte conviction à nos frères polonais que la compréhension du caractère intangible de l'intégrité du territoire appartenant à la nation polonoise s'est profondément enracinée dans notre population. »

« Nous sommes certains, dit encore le cardinal Höffner, que l'avenir profondément enraciné dans la nation polonoise pour la liberté évoluera chez nos voisins la compréhension pour notre nation, qui attend aussi l'autodétermination, avec l'entrée en vigueur d'un règlement de paix dans des conditions de liberté dans toutes ses parties et sans le moindre préjudice pour ses voisins. [...] De l'enseignement du passé et des péchés du présent naît la responsabilité commune de nos évêques pour le maintien du caractère chrétien de l'Europe. Nous savons que le Saint-Père nous encourage dans ce sens. »

ALEXANDRA VITTEAU.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

animé par Alexandre BALOUD

en direct sur

MICHEL D'ORNANO

André PASSERON et Christine FAUVET-MYCIA (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Christian MENANTEAU (RTL)

RTL

L'Espagne expulse quatre représentants cubains

صبرنا من الازل

سكنا من الامل

Étranger

BULGARIE

Ottokar sous le sceptre de Marx

La Bulgarie, célèbre pour ses yaourts et ses champs de roses, a conservé sous le régime socialiste son charme anacronique. Et Tintin reconnaîtrait peut-être en Sofia la capitale de cette Syldavie où il eut tant de mal à retrouver le sceptre d'Ottokar...

De notre envoyé spécial

Sofia. — Comme toute grande ville de notre temps qui se respecte — elle compte en 1985 plus d'un million d'âmes alors qu'elle en regroupait vingt mille il y a cent ans. — Sofia est entourée de la même ceinture des logements « sociaux » et des usines « de pointe ». Mais dans la ville proprement dite les « anticomunistes primaires » en visite en sont pour leurs frais tandis qu'écologistes et « nostalgiques d'un passé révolu » se trouvent à leur affaire.

Certes les vitrines (sauf les étalages bien pourvus des fruitiers et primeuristes) n'eu sont pas. L'éclairage nocturne est digne d'une veillée mortuaire, et les gens se couchent comme les poules. C'est bien une capitale communiste ! Mais, le jour, la rue est agréable à arpenter ; on ne s'y sent pas surveillé ; les visages sont avenants ; les élégants, arborant en version un peu assagie des modèles vus sur le pavé parisien un an ou deux auparavant, remettent en mémoire la grisaille de la foule soviétique d'il y a une dizaine d'années.

Ce qui, heureusement, n'a pas changé, ce sont les jardins letés un peu partout à même la ville par quelque urbaniste du dix-neuvième siècle finissant, sans doute adepte d'Alphonse Allais ; le théâtre rose et blanc, le palais blanc et jaune du ci-devant tsar local, le Parlement d'opérette, les dômes dorés de la cathédrale, sont jalousement entretenus dans leur

état d'avant « la dictature du prolétariat ».

L'Occidental, abruti chez lui de gaz d'échappement, d'encombrements, de néons crus, de pubs obsédantes, retrouve ici le plaisir des courses à pied, surtout quand la moitié du trajet se déroule sous des maronniers habités par des écureuils ; il jouit égoïstement dans son taxi de la circulation fluide ; ses yeux que n'acablent plus les réclames se reposent sur les montagnes environnantes ; le soir, il finit même par trouver un côté intime à l'averse éclairage public.

Le lycée Victor-Hugo

Le matin, les écoliers en uniforme à blason, les fillettes aux tresses entortillées de gros nœuds rouges, réjouissent celui que navre le débraillé d'une sortie d'école française — auquel, bien entendu, aspire tout collégien bulgare, mais il serait vite rappelé à l'ordre par son censeur, même au très chic lycée Victor-Hugo (le poète soutint les nationalistes bulgares). Nul, petit ou grand, ne se risquerait non plus à jeter un papier par terre dans la rue. A Sofia, l'Occident est dans le ciel bleu écrit, dans la buée des regards, dans le velouté des yaourts — mais la propreté est suisse.

Cette touche helvétique en pleins Balkans se marie à un accès de gigantisme à l'américaine au Palais national de la culture. Pyramide tronquée de verre et de marbre, fourrée de moquette sur 100 000 mètres carrés, elle aligne toutes les commodités et trébouilles que l'esprit gadgetier du « capitalisme décadent » a su inventer.

L'idée de Ludmilla Jivkova, la fille chérie du vieux dirigeant bulgare, disparue en 1981 à trente-neuf ans (quand on lui en parle ses yeux se mouillent encore), était de faire de cette supermachinerie le temple du nationalisme bulgare, un moyen comme un autre de contrebalancer la polyvalence influence soviétique. « A travers un tourbillon de manifes-

tations exaltant la lutte du pays, jadis contre les Byzantins puis les Turcs, et malgré un langage marxiste très orthodoxe, elle administrait chaque jour une intravieillesse de bulgarisme à ses compatriotes, qui adoraient ça. » S'enhardissant, Ludmilla qui avait obtenu à Oxford en 1970 un diplôme d'histoire de l'art, s'emballait pour la spiritualité hindoue, se mettait à écrire au vieux philosophe chrétien français Jean Guittou, faisant franchir de plus en plus de sourcils au Kremlin.

De cette période d'illusions, il reste, au cœur du « palais Ludmilla », une fresque géante montrant la fluente jeune femme, entourée, dans un roulement des gloires politiques et artistiques du pays depuis la fondation, au neuvième siècle, du premier Etat bulgare. Il demeure aussi le soupçon, quand ce n'est pas la certitude, chez nombre de Bulgares que « celle qui avait su nous comprendre » n'est pas morte naturellement.

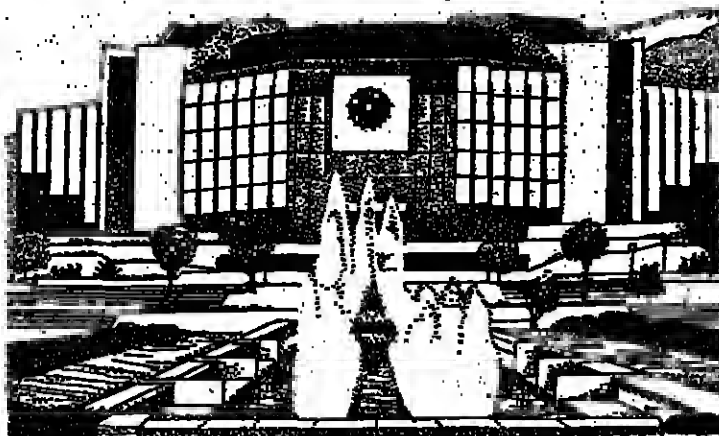
Un écrivain bulgare au placard nous chuchotait : « Vous savez, c'est comme notre tsar Boris III, qui mourut brusquement en pleine force de l'âge, en 1943, au lendemain d'un sommet avec Hitler. Personne ne nous enleva de l'idée qu'il n'était empoisonné par les nazis parce qu'il venait de leur refuser un appui total. » Ce qui est sûr, c'est que la disparition de l'homme courageux qu'était Boris III et la dévolution de la couronne à son fils, Siméon II, un enfant de six ans, facilitèrent grandement la prise du pouvoir par les communistes en 1946.

Après le départ pour l'Égypte du petit tsar et de sa mère, Jeanne de Savoie, on construisit, ultime outrage, face à la demeure royale, un mausolée pour y abriter in vitro la momie de Georges Dimitrov, l'ancien incendiaire du Reichstag de Berlin en 1933, mais vrai propagateur du stalinisme en Europe. Quant aux appartements du tsar, on y déploya les trésors du « réalisme socialiste » en peinture. Nous y ajouterons un

« vaut le détour » que les guides édités en Occident, très pinocés sur le sujet, n'osent pas mentionner...

Pour avoir de la lumière jusque dans les jets d'eau, des orchestres jouant au creux des boyaux, des veillées nocturnes, et même des bouchons (de voitures de maître exclusivement), il faut être invité au palais de Boyana par le président Todor Jivkov. Le numéro un bulgare ne vit pas dans ce Petit

sur la place ronde du Parlement, même la monumentale statue équestre du tsar Alexandre II de Russie, élevée en 1907, n'a pas été déboulonnée, ni même la gerbe de bronze du roi Carol de Roumanie ajoutée sur son socle. Les Bulgares n'apprécient guère le système soviétique, mais, en tant que Slaves, ils pratiquent de longue date une solidarité historique avec le peuple russe, qui plus est de rite orthodoxe comme eux. Moscou a



Palais de la Culture Ludmilla-Jivkova.

Trianon moderne, mais il aime y accueillir ses invités, salués par des gardes en uniforme à brandebourgs et à calot à aigrette très *Mittel Europa* d'avant-guerre.

Soudain, on se frappe le front : « Mais oui, bon sang, Sofia c'est Klov, la capitale du royaume de Syldavie, imaginée par Hergé pour son Sceptre d'Ottokar ! » Marx y a pris ses aises depuis quarante ans mais, contrairement à ce qu'il a fait à Bucarest, il n'a eu ici le bon goût de respecter le décor.

Son tact a sauvé jusqu'aux statues des héros — pas marxistes pour deux sous — qui, au siècle dernier, méharassèrent le pays du « joug ottoman », selon l'appellation toujours consacrée. Surprise,

l'habileté de ne pas entretenir de garnison de l'armée rouge en Bulgarie.

L'islam slavisé

Là où l'influence du « grand frère » est le plus visible à Sofia, c'est, au cœur même de la cité, dans le périmètre du comité central du Parti communiste bulgare ; au sommet du seul édifice stalinien d'une quelconque importance, dans la ville, une étoile a été hissée, poing rouge tendu vers le ciel. A l'autre bout de la place, Lénine ne brandit qu'un poing de pierre grise. Mais même, dans cet « espace sacré » le communisme n'est pas seul. Un grand hôtel d'une chaîne américaine est en

coeurs d'aménagement dans d'anciens bâtiments rénovés, sous le nez même du chef des bolcheviks. Et de tout temps il a dû souffrir la présence à ses côtés de ces deux symboles d'obscurantisme que devaient être à ses yeux une église et une mosquée.

Donc, dit-on, au grand architecte du seizième siècle ottoman, Mimar Sinan, la mosquée Banya-Bachi, commodément installée, comme il se doit, entre un marché et un bain publics, est sans doute aujourd'hui l'endroit le plus triste de Sofia. On peut seulement le vendredi, jour de la prière commune des musulmans, le sanctuaire voit au jour dit arriver vers lui quelques petits groupes d'hommes de tous âges, la mine sombre et les épaules rentrées de ceux qui ont de la peine. Certes, contrairement au christianisme qui s'illumine d'être brûlé, l'islam n'en tire aucun lustre. Mais l'humiliation imposée ces derniers mois aux musulmans bulgares — environ 10 % des dix millions de citoyens — sous la forme d'une ségrégation forcée de leurs mosquées a été particulièrement cruelle (*Le Monde* du 2 août).

Cette atteinte à la personnalité d'une communauté, pratiquée avec un mélange de mesquinerie et de violence sans égal dans les annales récentes de l'Europe, a abouti parfois à des situations tragiques que ne font que souligner l'absurdité de la décision du régime bulgare. Ainsi tel fameux sportif musulman de Bulgarie, poarva de son nouveau patronyme slave imposé, se trouvait récemment en tournée en Hongrie, où il avait précédemment gagné une médaille, mais sous son ancienne (et véritable) identité ; un journal de Budapest crut bien faire — et fit bien — en informant ses lecteurs des deux noms du sportif, suscitant la mauvaise humeur des dirigeants bulgares qui y virent une pique contre leur « politique d'assimilation nationale ». Décidément, à Sofia, on n'est jamais très loin de la cour de Syldavie.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

OMAN

Une odeur de sardines et d'encens

Il ne suffit pas de briser une rébellion par la force. Il faut aussi l'empêcher de renaître. Le sultan d'Oman, maître du Dhofar, jadis insurgé, a su gagner les faveurs du pays de l'encens.

De notre envoyé spécial

Salalah (Dhofar). — Lorsque le sultan Qabus accéda au pouvoir en 1970, les rebelles du Front populaire pour la libération d'Oman (FPO) contrôlaient les montagnes qui surplombent la capitale du Dhofar et se trouvaient, pratiquement, aux portes de la ville. Celle-ci n'était alors

qu'une bourgade dépourvue de tout et ignorant jusqu'à l'existence de l'électricité. Aujourd'hui, il ne reste pratiquement plus grand-chose de l'ancienne Salalah : quelques vieilles maisons traditionnelles caractéristiques du Sud, le palais du sultan sur la plage, ainsi que les plantations de cocotiers, de papayers et de bananiers qui donnent à la région un aspect semi-tropical.

Le sultan Qabus n'a pas lésiné pour faire de la nouvelle Salalah une « vitrine » destinée à perpétuer la victoire sur la rébellion. Rien ne manque à cette cité construite tout le long d'une mer éternellement bleue : immeubles modernes, centre d'affaires, écoles, hôpitaux, routes asphaltées dont sont friands les

Omanais. La rébellion du Dhofar avait été provoquée par l'état de sous-développement dans lequel avait été laissé le sud du pays. Pourtant, la mère du sultan était dhofarite et son père Saïd ben Teymour passait la moitié de l'année dans son palais de Salalah.

A l'opposé du vieux monarque à l'aspect provincial, qu'il étonna en 1970 avec l'aide de ses amis britanniques, — l'actuel sultan s'est fait une réputation de prodigalité. Il a dépensé sans compter pour faire de Salalah la deuxième ville d'Oman. Le souk d'Al Hiss regorge de fruits et de légumes produits au Dhofar en importes. On trouve dans ce marché, répété pour la richesse et la variété de ses poissons, quelques étalages qui offrent aux Dhofarites les fameux

encens, considéré comme le meilleur du monde, qui, depuis les temps bibliques, avait fait la richesse du pays.

On peut, ici, par l'imagination, reconstituer la route de l'encens qui était acheminé par mer à partir de Khor-Rori, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Salalah. La crique naturelle aujourd'hui ensablée servait de port à l'antique cité de Sambarani, dont on retrouve les ruines dispersées sur les plateaux rochers qui dominent le site.

La légende dit que cette ville faisait partie du royaume himyaritique de Syrie gouverné par la reine de Saba, dont le sultan reste vivant partout dans la région. Dans les ruines, on découvre les vestiges d'un temple datant de l'an 2 avant Jésus-Christ et qui semble indiquer, selon les archéologues, que les habitants du Dhofar adoraient, à l'époque pré-islamique, un dieu lunaire appelé Sin et étaient gouvernés par un certain roi Daz d'Hadrout. Il ne serait autre que l'Eliazar, roi du pays de l'encens, mentionné par les chroniqueurs classiques.

« Grande et noble cité »

A Salalah même, tout près de l'hôtel Holiday Inn où descendent les hôtes du gouvernement, voici les vestiges de l'ancienne cité d'Al-Balid, où était entreposé l'encens avant d'être exporté à travers le monde. Al-Balid était vraisemblablement la ville nommée Dhofar que Marco Polo visita en 1295 et qu'il décrivit comme étant une « grande, belle et noble cité ». Cependant, un autre explorateur célèbre, le grand voyageur arabe Ibn Battuta, qui visita cette même ville en 1328, émit un avis opposé en affirmant que la ville d'Al-Balid était « la plus sale du monde », car « infestée par des nuées de mouches, surtout au souk ».

Le même Ibn Battuta exprimait son étonnement de voir qu'à l'époque le bétail était nourri de sardines. Aujourd'hui, les visiteurs du Dhofar constatent que cette habitude n'a pas changé à travers les siècles. C'est ainsi qu'on peut voir près des plages de Taqa, la troisième ville en importance du Dhofar, spécialité

dans la « pêche aux sardines », d'immenses superficies où sont étalés les poissons qui séchent au soleil. L'opération qui suit généralement les mois de la mousson dure, près d'une semaine et est menée de bout en bout par les bouviers et les chameliers descendus spécialement des montagnes pour s'approvisionner pour l'hiver. Ils restent huit jours sur les lieux, ne s'arrêtant que pour chasser les oiseaux qui, attirés par l'odeur pestilentielle des sardines, planent au-dessus de leurs têtes.

Malgré toutes les améliorations apportées au sort des habitants du Dhofar, dans le dessein de prévenir toute reprise de la rébellion, les gens des montagnes, ceux qu'on appelle les « djebalis », sont restés sauvages et indépendants, voire méfiants à l'égard du pouvoir central. Portant une jupe à carreaux autour des reins, ce sont pour la plupart des chameliers ou des bouviers, vivant toujours dans des espèces de baraquements de pierres couverts de toile unidulée et dépourvus de tout confort, dans des hameaux dispersés sur les collines qui surplombent Salalah. « Que voulez-vous, nous dit un responsable, ils sont demeurés violemment attachés à leur mode de vie traditionnel. Nous ne souhaitons nullement les brusquer. »

Les djebalis sont très liés à leurs animaux. Ils leur portent la même passion que certaines tribus africaines. Les ethnologues les croient originaires de l'Afrique orientale ou du Soudan du Sud, leur comportement à l'égard des bovins, en particulier, rappelant étrangement celui des Dinkas.

Nous avons remporté la bataille qui nous a ouvert le chemin de leur cœur et de leur esprit. Il ne nous reste plus qu'à valider leurs réticences afin de les amener à accepter la civilisation moderne », répètent les dirigeants locaux tout en admettant que cette tâche sera particulièrement ardue. La première victoire a été acquise du point de vue aux prébendes qui ont été distribuées aux anciens maquisards du Dhofar, dont les plus turbulents ont été enrôlés dans les *fiqats* (milices locales), théoriquement chargées d'assurer l'ordre et la sécurité au Dhofar, mais qui, en réalité, visent à créer un cadre légal au sein duquel

les anciens maquisards peuvent exercer leur sens des responsabilités nouvellement acquis, moyennant une modeste rétribution et un fusil qui demeure ici, avec le khamsir traditionnel, le symbole de la virilité. Pour gagner la bataille de la modernité, les autorités ont créé à travers les trois chaînes de montagnes qui dominent Salalah quelques « centres administratifs » destinés à apporter aux djebalis une partie des services sociaux dont disposent déjà les habitants des villes.

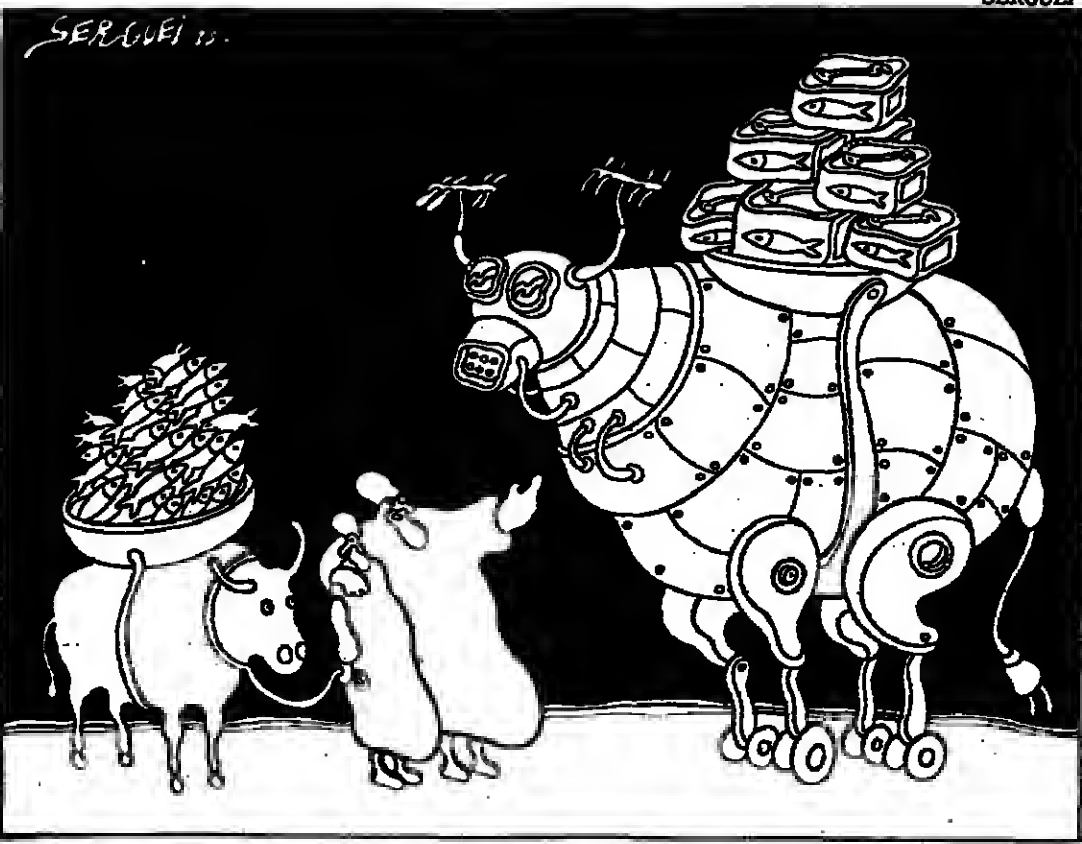
Autorités vigilantes

Chaque centre, construit en dur, comporte une mosquée, une école, un dispensaire et un bureau de poste, ainsi qu'un « centre commercial » — en fait, deux ou trois épiceries tenues par des indiens. L'ensemble est généralement situé sur une hauteur et est entouré d'une muraille qui l'isole du reste du paysage. Celui que nous avons visité, le centre administratif Qairouan Harithy, contrôle en principe près de quatre mille djebalis vivant sur une superficie de 36 kilomètres carrés. Le temps joue en faveur de l'Etat central, surtout depuis le rétablissement des relations diplomatiques avec Aden en 1984, normalisation qui a consolidé l'état de paix existant déjà à la frontière avec le Yémen du Sud depuis la fin de la rébellion, il y a une dizaine d'années. Il n'empêche que les autorités omanaises demeurent sur leurs gardes. Elles n'ont pas encore levé les mesures draconniennes de sécurité qui régissent les visites au Dhofar.

Sauf si l'on est journaliste et accompagné de cicerones aimables mais zélés, il est difficile de venir ici sans une autorisation en règle des autorités. Encore faut-il, avant de prendre l'avion pour Salalah et au retour à Mascate, justifier d'un titre de voyage, et passer par le service d'immigration, exactement comme si l'on se rendait ou si l'on venait d'un pays étranger.

Il est vrai que les séquelles de la guerre du Dhofar demeurent toujours vivaces dans les esprits.

JEAN GUEYRAS.



صلى الله عليه وسلم

France

AU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

M. Poperen : « La gauche a mérité un nouveau mandat »

Le comité directeur du PS s'est réuni, samedi 14 décembre, à Paris, pour arrêter la plate-forme électorale sur laquelle les socialistes mèneront campagne jusqu'en mars 1986, et pour procéder à d'ultimes ajustements dans la composition des listes du parti. Dans son rapport introductif, le numéro deux du PS, M. Jean Poperen, souligne notamment que « la gauche a beaucoup de cartes en main » et qu'« elle a

M. Poperen estime que le fait politique dominant est aujourd'hui « la perception par des secteurs de plus en plus larges de l'opinion de la réussite » de la gestion socialiste. « Beaucoup de nos concitoyens, dit-il, commencent à se dire que si la gauche n'avait pas jusqu'ici fait les preuves de sa capacité à gérer, c'est qu'elle n'en avait jamais eu le temps ». Pour M. Poperen, nombre de Français, d'abord « sceptiques ou indifférents », prennent maintenant conscience du « bien-fondé » des multiples réformes de la gauche et « se prennent à craindre qu'elles ne soient mises en cause ». Le PS, en somme, commence à « toucher les dividendes » d'efforts qui « furent parfois coûteux politiquement ».

M. Poperen note que, face à ce mouvement « en profondeur (...) favorable à la majorité », les dirigeants de la droite atténuent les aspects « les plus voyants, les plus provocants » de leur programme de retour en arrière, de réaction. « Ces bons esprits, continue M. Poperen, hier tout enfiévrés des outrances du Club de l'Horloge, s'aperçoivent maintenant que

l'ultra-libéralisme n'est plus vendable, qu'il ne l'est plus des lors qu'ils affichent la couleur : aggravation des inégalités, destruction des protections sociales, rupture de l'équilibre public-privé, rejet de la politique contractuelle.

« Dès lors que la droite se serait ga, les Français s'éloignent et, la main sur le cœur, M.M. Barre, Noir, Juppé, jurent qu'on les avait mal compris ou bien s'accusent réciproquement de mauvaises intentions.

En quelques semaines, on les a entendus proclamer leur désaccord sur des chapitres aussi insignifiants que la politique budgétaire, les dénationalisations, le cumul des mandats, la loi électorale et, bien entendu, l'approche de la « cohabitation ». Excusez du peu !

« Devant tant d'incohérences, tant de menaces aussi, hier brandies, aujourd'hui furtivement escamotées, où est le risque d'aventure, de désordre institutionnel, économique, de secousses sociales ? Où est la sécurité, la garantie de continuer le progrès dans le calme ? Notre bilan, face à ce qui est, quant au

merité un nouveau mandat ». Il n'insiste guère, en revanche, sur les réactions provoquées chez les militants par l'attitude de M. Laurent Fabius à propos de la venue du général Jaruzelski à Paris. Le premier ministre, qui s'est rendu, samedi matin de nuit, devant le comité directeur, a eu droit, toutefois, à un accueil glacial. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur a estimé, fond, la droite du siècle dernier, fait que la gauche, animée par le PS, a beaucoup de cartes en main (...). Elle a mérité hautement un nouveau mandat. Le gagner électoralement dans trois mois, cela dépend pour beaucoup des socialistes eux-mêmes, de tous les socialistes.

La problématique

Le numéro deux du PS souligne qu'« un temps de retard entre la perception du mieux économique, de la valeur des réformes, de leur traduction en termes politiques, en intentions électorales » empêche un « découplage » des intentions de vote en faveur du PS, même si l'image du parti « est la meilleure ». Pour lui, le PS reste « toujours autour de 22-23 % des intentions de vote ».

M. Poperen note, à ce propos que le dernier sondage IFOP-RTL-Le Point, qui a accordé 27 % d'intentions de vote aux listes socialistes, est le premier qui soit effectué sur « listes réelles » et « confirme bien l'audience des candidats socialistes et notamment, indique-t-il, de nos députés sortants, tandis que, toujours sur listes réelles (...), les intentions de vote en faveur des partis de droite reculent ». Néanmoins, M. Poperen souligne que « la politisation progressive du scrutin à l'approche de la consultation (...) aura tendance à niveler les inégalités locales, celles dues notamment aux qualités respectives des candidats ».

« Au total, poursuit-il, la problématique n'a pas changé : comment faire donner les réformes, les idées et les incertains, la première et la deuxième réserve ». Pour lui, « la réponse est bien de nature strictement politique ». Il affirme que « la fureuse campagne antisocialiste des dirigeants du PCF ne parvient pas à donner le spectre à l'extérieur de la gauche, mais, en revanche, une partie modeste de l'électorat incertain entre PS et PC (ou des réserves de l'électorat PC) peut être sensible à certains thèmes de la démolition des dirigeants communistes ».

Il invite les socialistes à continuer de réduire de « tomber dans la propagande » et à rester à l'extérieur des dirigeants du PCF « mais aussi à répondre fermement sans concession de fond aux déformations, aux outrances, voire aux mensonges de la propagande communiste » et à veiller « avec attention à ne pas

venir soir à Clichy, que le PS devrait regrouper derrière lui, en mars prochain, un Français sur trois. « Il ne faut pas se laisser intimider par les sondages », a déclaré M. Joux, qui s'adressait aux membres de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. Si on avait cru les sondages à la fin de l'année 1980, on serait tous allés à la pèche en mai 1981.

aucune prise, aucun prétexte à la démolition ». M. Poperen lance : « Nous sommes les vrais défenseurs des intérêts du monde du travail et nous sommes en même temps les ouvriers de l'avenir ».

Le numéro deux du PS relève encore les divisions et la faiblesse du monde syndical pour conclure : « Tout cela ne fait qu'élever le niveau des responsabilités qui nous incombent (...) les incidents de gouvernement, même si l'occasion en est tout naturellement saisie par nos adversaires, ne doivent pas distraire de l'orientation, de la volonté qui nous sont communes. Faisons en sorte que de telles difficultés ne contrarient pas notre rôle de pôle de rassemblement majoritaire ».

M. MAUROY : le parti du président

De son côté, M. Pierre Mauroy insiste sur le rôle du président de la République dans la période qui s'ouvre. Face au problème que pose aux socialistes la perspective d'une éventuelle cohabitation avec l'opposition, il suggère de tout mettre en œuvre pour gommer le mot « cohabitation » du débat politique. Il souhaite que le scrutin législatif soit quelque peu banalisé par rapport à l'échéance présidentielle, la fin du septennat de M. Mitterrand continuant, selon lui, le vrai rendez-vous politique.

M. Mauroy souhaite que plus que jamais le Parti socialiste apparaisse comme le parti du président, et articule toute sa campagne autour de M. Mitterrand.

Pour l'ancien premier ministre, l'heure est au rassemblement autour du président et les socialistes ne doivent pas, pour l'échéance législative, proposer véritablement un nouveau projet de société car ils se situent toujours dans le cadre du contrat de 1981.

M. Mauroy consacre aussi une partie de son discours à certains des thèmes qui ont été au cœur de leur projet de plate-forme, au revenu minimum garanti, et à l'évolution des prévisions obligatoires qui ne peuvent pas baisser, estime-t-il, si les socialistes choisissent d'étendre la solidarité, la formation des jeunes, le droit de vote des immigrés.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quand les communistes remplissent d'« allégresse » le ministre du travail...

Quand M. Michel Delebarre discute avec les députés communistes, les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. Au début de la semaine, ils s'investissent sur l'aménagement du temps de travail. Le vendredi 13 décembre, les élus du PC ont voté à l'Assemblée nationale, en première lecture, avec ceux du PS (ceux du RPR et de l'UDF se sont abstenus volontairement) le projet améliorant la législation sur les congés de formation des militants syndicaux. Cela avait baigné le ministre du travail, selon son expression, « dans une allégresse toute particulière », mais ce n'est pas tout. M. Delebarre a été rejoint par M. Mugnicte Jacquin (PC, Seine-Saint-Denis) quelques points où l'adhésion avait, cette fois, pris le pas sur l'agressivité.

Ce projet, il est vrai, n'est contesté par aucune des grandes confédérations syndicales. Au contraire, elles l'attendaient avec impatience. Pour M. Delebarre, la raison en est simple : « La modernisation de notre économie implique un dialogue, à tous les niveaux, entre les partenaires sociaux ». Les syndicats doivent donc être « à la fois juristes et gestionnaires, avertis des problèmes économiques généraux et sectoriels, au fait des questions de rémunération et de classification, de durée et d'aménagement du temps de travail, de conditions de travail et d'emploi, spécialistes des régimes de protection sociale et des dispositifs de formation professionnelle, rompus aux techniques de communication, de leurs compétences dépend étroitement l'efficacité du dialogue social ».

D'où ce projet, qui modernise la vieille loi sur les conseils d'éducation ouvrière qui fut voté en 1957 un autre ministre socialiste, M. Albert Gazier, afin de rendre les nouveaux congés de formation économique, sociale et syndicale plus facilement utilisables par les adhérents, les militants et les responsables syndicaux.

Seulement, le Sénat, qui a étudié ce texte le premier, en a considérablement amoindri la portée (le Monde du 31 octobre), en refusant notamment que le calcul des droits soit globalisé au niveau de l'entreprise, en excluant de ses dispositions les entreprises de moins de dix salariés et en obligeant plus la prise en compte de ces congés dans le calcul des différents droits des salariés (congés payés, prime d'ancienneté par exemple). Surmont, le Sénat a refusé de réserver, comme c'est pourtant déjà le cas, le bénéfice de ces congés aux adhérents des cinq confédérations

syndicales reconnues représentatives au plan national.

Fort de son expérience de plus de vingt ans de syndicalisme et de militantisme, le rapporteur de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, M. Nicolas Schiffrer (PS, Moselle), a montré que « de la connaissance des syndicats dépend en grande partie l'efficacité du dialogue social ». Il a donc demandé et obtenu le rétablissement, pour l'essentiel, du texte gouvernemental, malgré M. Etienne Fintz (RPR, Yvelines).

Un double avantage

L'unique porte-parole de l'opposition à l'Assemblée nationale, M. P. L'unique porte-parole de l'opposition à l'Assemblée nationale, M. P. L'unique porte-parole de l'opposition à l'Assemblée nationale, M. P.

Paradoxalement, un amendement socialiste voté à l'unanimité de l'Assemblée lui a donné satisfaction en même temps qu'aux syndicats. Il prévoit, en effet, que dans les entreprises de plus de dix salariés ces conseils seront rémunérés par les employeurs, mais que les sommes ainsi dépensées ne dépasseront pas 0,08 pour 1 000 de la masse salariale et seront déduites de celles que l'entreprise doit consacrer à la formation professionnelle.

M. Michel Cuffineau (PS, Val-d'Oise) a expliqué qu'il s'agit là d'un minimum qui pourra être accru par négociation, et soutenu avec succès la proposition du ministre du travail de rendre possible la mutualisation de ces dépenses. La solution ainsi trouvée a un double avantage : payer les militants syndicaux en stage sans accroître les charges des entreprises. Seule perdante, apparemment, la formation professionnelle. Mais tout l'esprit du projet n'est-il pas justement de considérer que la formation syndicale n'est qu'un élément de la formation professionnelle ?

THIERRY BRÉNIER

POURSUITE DE LA CONTROVERSE SUR LE RÉGLEMENT DU BUDGET DE 1983

En juillet dernier, le Conseil constitutionnel a annulé la loi de règlement du budget de 1983, car le gouvernement avait, à tort, considéré que la procédure d'urgence devant le Parlement s'appliquait automatiquement à elle comme aux autres lois de finances. Or, le RPR et l'UDF avaient vivement critiqué cette loi de règlement car ils contestent le règlement financier opéré sur les FTT et estiment, s'appuyant sur le rapport de la Cour des comptes, que le gouvernement a truqué les chiffres pour diminuer artificiellement le déficit (le Monde des 23 mai et 7 juin 1985).

Ainsi, à l'occasion du retour de cette loi devant l'Assemblée nationale, vendredi 13 décembre, M.M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris) et Georges Tranchant (RPR, Haute-Seine) ont renouvelé les accusations qu'ils avaient portées au printemps dernier et qu'a, à nouveau, rejetées M. Henri Emmanuelli. Le secrétaire d'Etat au budget a notamment fait remarquer que le collectif budgétaire de 1985 tire les conséquences financières, y compris pour 1983, des conditions mises par le Conseil constitutionnel à un prélèvement sur le budget des FTT au profit du budget de l'Etat. Il a aussi fait remarquer que le Conseil n'avait jamais aucun des arguments de fond avancés par le RPR et l'UDF, mais simplement annulé la loi pour une raison de forme. Seulement, les juges de la constitutionnalité n'ayant, dans leur décision, pas abordé le contenu même de cette loi de règlement, l'opposition a annoncé qu'elle se saisirait une nouvelle fois pour qu'ils se prononcent sur le fond.

A. Ch.

Th. B.

SITUATIONS 86

Ardennes : le CDS est prêt à entrer en dissidence

De notre correspondant

Charleville-Mézières. — La décision des instances nationales de l'UDF de donner, dans les Ardennes, l'investiture à M. Claude Gossuena, conseiller (CDS) de Paris, avait déjà suscité il y a un mois un tollé de protestations dans le département. Cette décision venait bouleverser les accords déjà pris localement et selon lesquels M. Michel Vuibert (app. UDF) figurait en deuxième place sur une liste d'union conduite par M. Jacques Sourdilhe (RPR), président du conseil général. M. Maurice Blin, sénateur centriste des Ardennes, avait pris la tête de la fronde, déclarant qu'il « n'accepterait jamais qu'une instance nationale impose sa décision à une instance départementale. J'irai jusqu'au bout. Ma décision est irrévocable », avait-il signifié dans les premiers jours de novembre (le Monde du 13 novembre).

M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS et président de la région Champagne-Ardenne, n'avait pas été moins net. Tant et si bien que le bureau politique du CDS a jugé nécessaire de confirmer son soutien à M. Gossuena.

Dans les Ardennes, la réaction ne s'est pas fait attendre. Réunies, le vendredi 6 décembre, dans les heures qui ont suivi la décision parisienne, les principales composantes

de l'UDF ardennaise emmenées par le sénateur Blin ont bradé la menace de constituer une liste dissidente si Paris ne révisait pas ses positions. Le CDS ardennais se déclarait même prêt à prendre le risque d'une exclusion.

M. Blin se trouve placé, toutefois, dans une situation délicate : il soutient une candidature, celle de M. Vuibert, qui n'est qu'apparentement UDF, contre celle de M. Gossuena, choisi par les instances dirigeantes de son parti et qui appartient comme lui au CDS.

On imagine mal d'autre part que le bureau politique du CDS, y compris M. Pierre Méhaignerie, président du parti, revienne sur une décision qu'il a entièrement par deux fois, sauf à se déjuger.

Reste, dans cette affaire, l'attitude du RPR et de M. Jacques Sourdilhe, qui, jusqu'à présent, s'est cantonné dans une prudente réserve. Des accords nationaux ont été passés entre le RPR et l'UDF, accords de non-agression dans un certain nombre de départements comme les Ardennes.

Mais en cas de liste dissidente de l'UDF soutenue par M. Blin, M. Sourdilhe et le RPR ne pourraient-ils pas s'estimer défaits de la parole donnée et dès lors, tenter de constituer une liste RPR autonome comme on avait exprimé le vœu au départ, M. Sourdilhe ?

JEAN DRIUART.

MAITRISE de L'ENERGIE

DE L'EAU SOUS LE SOLEIL DU SAHEL

L'AFME a rassemblé des spécialistes du développement des fabricants de pompes solaires, des hydrauliciens, des utilisateurs. La France a un savoir-faire à valoriser

MARDI 17 DÉCEMBRE DANS « LE MONDE » DATE 18

MINIHYDRAULIQUE

développement et avenir

L'INVITE DE MAITRISE

Georges Fournier, président de l'Association technique pour les économies d'énergie

Quand les présidents font campagne...

(Suite de la première page.)

Face à une éventuelle victoire de l'union de la gauche, Georges Pompidou rappelle les projets de celle-ci qui, notamment, « ramèneraient les pouvoirs du président de la République à peu près à zéro ». Il précise par exemple : « Si le président peut encore théoriquement désigner le premier ministre, ce n'est bien évidemment qu'en se soumettant aux ordres des partis et de leurs chefs. » Et il affirme : « Qu'on ne compte pas sur moi pour renier tout ce à quoi je crois et tout ce que le peuple français a approuvé solennellement. » Mais il ne précise pas davantage ce qu'il ferait dans ce cas.

A la veille du premier tour

Le chef de l'Etat reprend la parole à la veille du premier tour des élections législatives, le samedi 10 mars, pour une brève allocution radio-télévisée. Il présente le scrutin du lendemain comme un « choix simple » : « Ici le communisme marxiste et ses alliés qu'il s'est assurés ; là tous les autres. »

C'est à Carpentras, le 8 juillet 1977, que M. Valéry Giscard d'Estaing lance la campagne électorale qui se terminera par les élections de mars 1978. Il y évoque « le grand choix », « le choix décisif », car les élections législatives « sont le deuxième événement le plus important de notre vie publique après l'élection présidentielle ». Toutefois, le président ne doute pas que « la ma-

rité qui l'a élu en 1974 gagnera les élections de 1978 ». Et il appelle « à l'entente », dans le style manichéen de Georges Pompidou, « tous ceux qui en France sont attachés, sans origine de parti, à la défense des libertés ». Il annonce qu'il indiquera prochainement « le bon choix ». Il fait de brèves allusions à la prochaine échéance en plusieurs occasions, et notamment dans un message au Parlement, le 21 décembre.

Mais ce n'est que le 27 janvier à Verdun-sur-le-Doubs, en Saône-et-Loire, qu'il prononce le fameux discours dans lequel il invite les Français « à faire le bon choix pour la France » en votant pour les candidats de la majorité sortante et contre ceux du programme commun de l'union de la gauche. Il précise aussi que, si ce programme l'emporte, il sera appliqué, expliquant : « Ne croyez pas que le président de la République ait dans la Constitution les moyens de s'y opposer. » Mais lui aussi, à la veille du premier tour, le samedi 11 mars 1978, prononce une allocution télévisée depuis la mairie de Chalon-sur-Saône, dans le Puy-de-Dôme, s'adressant à « Mes chères Françaises, mes chers Français », pour leur dire : « Je suis sûr que vous trouverez dans votre réflexion et dans votre intelligence la réponse au bon choix pour la France. »

Tous ces précédents prouvent « s'il en était besoin — que dans notre système politique, comme le disait M. Giscard d'Estaing, « le président n'est pas un muet ».

ANDRÉ PASSERON.

L'AMENDEMENT TOUR EIFFEL

Le Conseil constitutionnel estime que la servitude créée doit s'accompagner de garanties inscrites dans la loi

Le Conseil constitutionnel, saisi par les sénateurs de l'opposition d'un article de la loi portant diverses dispositions relatives à la communication audiovisuelle — article introduit dans le texte, le 15 novembre, par un amendement du gouvernement appelé, depuis, « amendement tour Eiffel » — a rendu, le 13 décembre, un arrêt déclarant cet article non conforme à la Constitution. Le Conseil indique que le principe de la création d'une servitude d'intérêt public sur certains immeubles n'est pas en cause, mais que les garanties qui devraient l'accompagner dans la loi

Le Conseil constitutionnel, saisi à la fois sur la procédure d'adoption et sur le contenu de l'article 3, alinéa II de la loi, indique, en premier lieu, que le gouvernement a usé de son droit d'amendement, sur ce texte, de manière conforme à la Constitution.

Le Conseil examine ensuite, successivement, la servitude créée par cet article de la loi et l'indemnisation du préjudice qui en résulte. Sur le premier point, il estime que, « en permettant l'installation et l'exploitation sur les propriétés bâties de

moyens de diffusion par voie hertzienne et la pose des équipements nécessaires à leur fonctionnement en vue d'améliorer la communication audiovisuelle, l'article 3-II de la loi poursuit un objectif d'intérêt général, qu'il appartient au législateur d'apprécier », mais que « ces installations et le droit de vue qu'elles impliquent pourraient, faute de précautions suffisantes, entraîner une atteinte à des droits et libertés constitutionnellement garantis, qu'il appartient à la loi de sauvegarder ».

même ne sont pas suffisantes. Les autres dispositions de la loi étant validées par le Conseil constitutionnel, le gouvernement devra adopter, le 18 décembre, un nouveau projet de loi, comprenant les dispositions de l'« amendement tour Eiffel », modifiées en fonction des prescriptions du Conseil. L'examen de ce texte et son adoption par le Parlement, dans des délais qui permettent de tenir les engagements pris sur la chaîne nationale, nécessiteront la convocation des assemblées en session extraordinaire, le 20 décembre.

Selon le Conseil constitutionnel, « si la mise en œuvre d'une telle sauvegarde relève d'un décret d'application, il revenait au législateur de déterminer lui-même la nature des garanties nécessaires : (...) en tout état de cause, il devait poser la règle que la servitude doit être établie non par l'établissement public mais par une autorité de l'Etat et prévoir le principe d'une procédure destinée à permettre aux intéressés, d'une part, d'être informés des motifs rendant nécessaire l'établissement de la ser-

vitude, d'autre part, de faire connaître leurs observations ».

« Faute d'avoir institué une procédure d'information et de réclamation assortie de délais raisonnables, ou tout autre moyen destiné à écarter le risque d'arbitraire dans la détermination des immeubles désignés pour supporter la servitude, les dispositions de l'article 3-II, relatives à son institution doivent être déclarées non conformes à la Constitution », conclut, sur ce point, le Conseil.

S'agissant de l'indemnisation du préjudice causé au propriétaire, le Conseil constitutionnel juge que l'article 3-II de la loi, « conçu en termes restrictifs, limite impérativement l'indemnité au seul « préjudice résultant des travaux ou de l'installation, de pose ou d'entretien des moyens de diffusion par voie hertzienne ou des équipements nécessaires à leur fonctionnement » ; que cette rédaction exclut la réparation de tous préjudices autres que ceux strictement précisés ; que, cependant, le principe d'égalité devant les charges publiques ne saurait permettre d'exclure du droit à réparation un élément quelconque de préjudice indemnifiable résultant des travaux ou de l'ouvrage public : qu'en outre, en faisant partir le délai de prescription, non du jour de la naissance du préjudice, mais « du jour où les travaux ont pris fin », la dernière phrase de cette disposition interdit la réparation de préjudices pouvant se révéler tardivement et méconnaît, ainsi, le principe d'égalité devant les charges publiques ».

En conséquence, l'article 3-II de la loi est déclaré non conforme à la Constitution, tandis que les autres dispositions de ce texte sont déclarées conformes.

LES RÉACTIONS

L'opposition réclame l'arrêt du projet Seydoux-Berlusconi

« Un nouveau camouflage pour l'initiative solitaire et imprudente du président de la République », M. Gilbert Gauthier, député UDF de Paris, résume ainsi l'opinion de nombreux élus de l'opposition et rejoint les commentaires de la presse. Plusieurs personnalités politiques insistent sur la victoire « du droit sur la palitique » comme le déclare M. Alain Poirer, président du Sénat. « Le Conseil constitutionnel a rappelé au pouvoir que la France était un Etat de droit », estime M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président (RI) du Sénat.

La décision va-t-elle retarder le démarrage de la « 5 » ? Certainement, estime l'opposition. Pour M. Maurice Ulrich, directeur de la communication de la Ville de Paris, « M. Berlusconi voulait être en

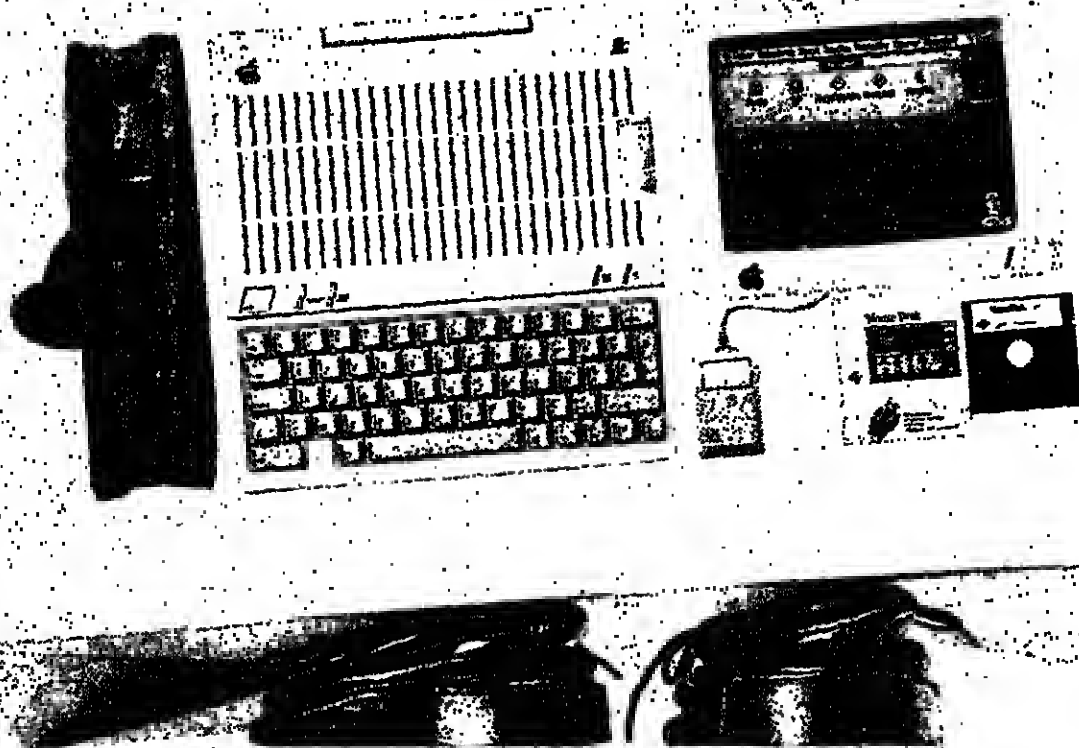
place pour Noël, c'est mal parti », et M. Michel Périgard, député RPR des Yvelines, estime que « le gouvernement doit se rendre compte qu'il ne réussira pas avant les élections à diffuser sa télévision socialiste ». La décision du Conseil constitutionnel est l'occasion, pour l'opposition, de reprendre l'offensive contre le projet de MM. Seydoux et Berlusconi. M. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, dénonce « le caractère scandaleux, arbitraire et illégal de l'attribution d'une chaîne de télévision privée sans appel d'offres ni concurrence à un groupe complice du pouvoir ». M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, pense que « le gouvernement doit arrêter les frais » et « reprendre l'opération à son début,

dans la sérénité, dans le cadre de la concurrence et de la transparence ». M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, déclare : « Dès que nous en aurons la possibilité, nous reviendrons sur cette opération ».

Face à ce concert, M. Georges Filloux, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, insiste sur le côté positif de la décision du Conseil constitutionnel : la loi sur les télévisions privées locales sera promulguée, et un nouveau projet de loi, conforme aux observations du Conseil, fera oublier « l'amendement tour Eiffel ». Il sera présenté « dans les meilleurs délais, pour permettre aux téléscripteurs de recevoir les nouvelles images sans avoir à modifier leurs installations de réception ».

Qui a dit
petit Papa Noël!

L'Apple IIc.



Un Apple IIc + un moniteur + une souris + un sac de transport + 3 logiciels pour 9990 F TTC (prix conseillé)
et d'importantes réductions sur l'achat de 17 logiciels. Apple et la Sovac vous proposent une formule de crédit 12 mois au taux de 12 %*.
Chez votre concessionnaire agréé Apple.

* (sous réserve d'acceptation du dossier par Sovac-Crédit). Du 15 novembre 1985 au 15 janvier 1986. Exemple : Apple IIc, prix 9990 F TTC (prix conseillé), versement comptant 1 490 F. Crédit 8 500 F en 12 mensualités de 755,25 F. Coût total du crédit 562,50 F TTC 12%.



Apple

Apple IIc est une marque déposée d'Apple Computer, Inc. C.M.A. 8800.

Société

Le marché de l'école

L'enseignement n'est pas seulement un art, c'est aussi un immense marché. Le Salon Educateur, qui vient de se tenir pour la troisième année à Paris, en offre l'illustration, en confrontant les producteurs de matériel pédagogique (du tableau noir au logiciel), les inventeurs de techniques d'enseignement (du jeu éducatif à l'ordinateur), les professeurs de l'éducation nationale et les formateurs pour adultes.

Pour les enseignants, en particulier ceux des établissements professionnels, l'intérêt d'une telle rencontre est évident : l'évolution des techniques est si rapide, l'intrusion de l'informatique si brutale, qu'il est nécessaire d'être informé. La démarche des « fabricants de systèmes éducatifs » tient compte de ce besoin de recyclage permanent, mais elle s'inscrit aussi dans l'évolution générale du système éducatif qui tend à donner aux enseignants un rôle plus déterminant dans le choix et l'acquisition des matériels. Même s'il n'est pas le véritable client des industries du savoir, l'enseignant apparaît désormais, avec les chefs d'établissement, comme le principal prescripteur des achats. Le montant des crédits de fonctionnement de la seule éducation nationale (3 milliards de francs) représente un énorme marché où les usagers — et les collectivités locales à partir de 1986 avec la décentralisation — pèsent de plus en plus lourd.

Il n'en était rien au temps du boom scolaire, lorsque l'Etat se vante de construire « un CES par jour ». L'éducation nationale doit alors les établissements construits industriellement d'un matériel uniforme fabriqué en grande série. Ce fonctionnement centralisé prévoyait toujours pour certaines commandes groupées — les ordinateurs du plan « Informatique pour tous » par exemple — que l'administration passe par l'intermédiaire de l'Union

Dans le choix des matériels éducatifs les enseignants auront de plus en plus leur mot à dire

des groupements d'achats publics (UGAP), service interministériel créé en 1968 et qui a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 712 millions de francs dans le secteur de l'enseignement. Ce sont les directions pédagogiques du ministère — écoles, collèges, lycées — qui définissent les caractéristiques des matériels à acquérir, sans qu'un interlocuteur unique soit défini. L'économie, la solidité, le prix et la qualité pédagogique sont pour elles les principaux critères de choix. Mais le système ne satisfait pas certains fabricants, qui lui reprochent sa rigidité et son anonymat : « Pour vendre à l'éducation nationale, il faut faire la cour à vingt inspecteurs généraux différents », se plaint M. Philippe Walrave, responsable d'une petite société spécialisée notamment dans la fabrication de bancs d'apprentissage pour l'électronique. « Trop souvent, poursuit-il, les cahiers des charges sont rédigés pour privilégier un matériel choisi d'avance. Les choix finaux reposent sur des critères plus politiques qu'économiques que pédagogiques. Qui dira par exemple que les ordinateurs qu'on installe dans les classes n'ont pas été conçus pour l'enseignement ? »

M. Walrave préside France DIDAC (1), association des fabricants français de systèmes éducatifs créée en 1984 pour coordonner les efforts des PMI du secteur et

organiser leurs relations avec les organismes de formation. A travers une « conquête du marché intérieur », France DIDAC souhaite aussi lutter pour imposer le savoir-faire français à l'étranger, notamment dans les pays en voie de développement où la demande de matériel de formation se tourne principalement vers les Etats-Unis et nos voisins européens. En France même, le marché est en rapide expansion, notamment dans le domaine de la formation continue, et en pleine mutation.

Dans l'éducation nationale, l'heure n'est plus aux commandes groupées, mais aux achats individuels effectués directement par les établissements non seulement sur les crédits pédagogiques accordés par le ministère (2), mais aussi sur leurs fonds propres coopératives scolaires par exemple et surtout, pour les établissements techniques, sur les recettes de la taxe d'apprentissage collectée auprès des entreprises.

L'UGAP elle-même, talonnée par des professionnels privés de la vente sur catalogue, fait peser ses efforts dans ce secteur. Sa transformation au 1^{er} janvier 1986 en un établissement public doté de l'autonomie financière ne fera qu'accroître cette évolution, vers un dialogue direct avec les utilisateurs.

PHILIPPE BERNARD.

(1) France DIDAC, 27, rue des Vignes, 75016 Paris.

(2) Parmi les dépenses pédagogiques restant à la charge de l'Etat après le 1^{er} janvier 1986, on trouve les matériels électroniques, informatiques et audiovisuels et leur maintenance, ainsi que la fourniture des manuels scolaires dans les collèges. La plupart des autres dépenses, et notamment le renouvellement des matériels, seront à la charge des collectivités territoriales, avec transfert des crédits correspondants.

Incidents au tribunal de Dax après la condamnation de Basques espagnols

Des incidents ont opposé vendredi soir 13 décembre dans l'enceinte et à la sortie du tribunal correctionnel de Dax (Landes) les forces de police et les proches de quatre Basques espagnols membres présumés d'ETA-politico-militaire, qui comparaissent devant le tribunal.

An terme des débats, deux d'entre eux, Elexia Berchena Argelles et José Ignacio Rodríguez Munoz, inculpés d'« extorsion de fonds et de détention de munitions », ont été condamnés à quatorze mois de prison ferme. Les deux autres prévenus, José Ignacio Etxebarria Urbieto et Maria Eguiguren Arasate, inculpés, eux, de détention de documents administratifs falsifiés, ont été condamnés à trois mois de prison ferme couverts par la détention préventive.

Les incidents se sont produits après l'audience lorsque plusieurs policiers en civil ont entouré José Urbieto et Maria Arasate à la sortie

du tribunal. Une violente bousculade opposant policiers et familles des inculpés s'est prolongée dans les escaliers et à la sortie du tribunal, malgré les appels au calme des magistrats et des avocats de la défense.

Les deux militants basques conduits dans les locaux du commissariat de police se sont vu notifier une assignation à résidence dans le département de Charente-Maritime, mesure qui, selon leurs avocats, amènerait à court terme une procédure d'expulsion vers l'Espagne.

Considérés dans les milieux basques comme faisant partie des Octavos, la huitième assemblée de l'ETA-politico-militaire, les quatre condamnés avaient été interpellés le 20 mars 1985 à Habs (Landes), sur commission rogatoire, pour un attentat à l'explosif commis en Espagne contre un convoi de la garde civile. Ils avaient été initialement inculpés d'association de malfaiteurs et de tentative d'assassinat.

Dispensé d'audience

M. PAUL LÉONETTI AFFIRME QU'IL N'A PAS ÉTÉ SANCTIONNÉ

M. Paul Léonetti, substitut général à la cour d'appel de Nancy, dispensé d'audience par le procureur général de cette ville depuis le 28 novembre (le Monde du 6 décembre), a déclaré, jeudi 12 décembre, qu'il n'avait pas été sanctionné.

La décision de dispenser est intervenue après que M. Léonetti eut déclaré, le 26 novembre, lors d'une audience de la cour d'appel de Nancy, qu'il n'aurait pas aux instructions du garde des sceaux visant les peines de substitution. De plus, M. Léonetti avait qualifié la politique de M. Badinter d'« entreprise de démolition » de la justice pénale française.

« Etre suspendu d'audience n'est pas une sanction », a déclaré à l'AFP M. Léonetti, pour qui la décision du procureur général est entachée d'irrégularité. « Les choses sont claires », a-t-il ajouté. « Si j'ai failli, alors la garde des sceaux saisit la commission de discipline et je tiens à comparaître devant cette commission. » « J'estime que je n'ai pas commis de faute, la parole étant libre. » « J'ai l'air d'avoir été condamné avant d'avoir été entendu », a ajouté M. Léonetti.

M^{me} Rehana Bhutto remise en liberté. — La veuve de Shah Nawaz Bhutto, le jeune leader de l'opposition pakistanaise mort empoisonné dans des conditions suspectes le 18 juillet dernier à Cannes, a été remise en liberté jeudi 12 décembre.

La demande déposée par M^{me} Richard Banoon a été acceptée par M. Jean-Louis Thiolet, doyen des juges d'instruction au tribunal de Grasse, et qui a signé une ordonnance de mise en liberté. M^{me} Rehana Bhutto, inculpée de non-assistance à personne en danger, avait été incarcérée le 23 octobre à la maison d'arrêt de Nice (le Monde du 25 octobre). M^{me} Bhutto, qui a 48 ans, avait été arrêtée sans motif n'a pas été précisé, reste placée sous contrôle judiciaire.

LE NOUVEL ÉCLAT DE LA TOUR EIFFEL

Rajeunie par une cure d'amaigrissement qui lui a fait perdre 2 000 tonnes de ferraille inutile modernisée par l'installation d'ascenseurs à grand débit et de nouveaux restaurants, la tour Eiffel est, malgré ses quatre-vingt-seize ans, plus séduisante que jamais.

Pour l'embellir encore, la Ville de Paris vient de transformer complètement l'éclairage nocturne du monument. Ce sera la surprise offerte aux Parisiens, et leur cadeau de Noël.

Le 31 décembre à minuit, les trois cents projecteurs installés sur la Champo-de-Mars d'après trente-cinq ans s'éteindront définitivement : ils dévorant un courant fort, et aveuglaient les diners et visiteurs du soir. Dans l'obscurité, douze fusées de feux d'artifice s'élèveront successivement, marquant, par son et lumière, les douze coups de minuit. Alors, trois cents lampes au sodium, dissimulées cette fois dans les superstructures mêmes de la tour, s'allumeront l'une après l'autre, dessinant dans le ciel la Paris la 321 mètres de la grande dame.

Par la voix de Catharina Dancu et grâce à la présence de plusieurs dizaines de télévisions étrangères, la tour Eiffel adressera au monde ses vœux de bonne année. En toute simplicité. — M.A.-R.

CORRESPONDANCE

CHARENTON REFAIT SES PLACES

Après notre article sur le bilan de l'opération Banières 89 (le Monde du 8 décembre), nous avons reçu de M. Alain Griotteray, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, maire de Charenton, les précisions suivantes.

En 1980, M. Cantal-Dupart (qui devint plus tard l'adjoint de M. Castro) remporta un concours sur l'aménagement des places du centre de la commune. Cet aménagement fit l'objet d'un contrat régional et une subvention lui fut accordée début 1981 par le Fonds d'aménagement urbain (un tiers Etat, un tiers commune, un tiers région).

Hélas, fin 1981, la subvention de l'Etat fut supprimée, le projet n'étant pas, à l'époque, considéré comme suffisamment social. Lorsque le président de la République fit son discours sur la nécessité d'améliorer les centres des communes de banlieue, lorsque j'appris que l'opération de Charenton était citée en exemple par M. Cantal-Dupart, j'écrivis au premier ministre pour lui demander pour ma commune une répartition que j'obtins.

Lors de l'inauguration des places de Charenton, j'eus l'occasion de remercier publiquement le pouvoir d'avoir reconnu son erreur et d'avoir accordé la subvention « suspendue ».

« Suicide d'un détenu à Chalon-sur-Saône. — Un détenu, Jean-Claude Penot, quarante et un ans, s'est pendu, jeudi 12 décembre, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône. Jean-Claude Penot était en détention préventive depuis un an, avant d'être jugé pour tentative d'assassinat sur la personne d'un ancien détenu.

Après le dépôt de sa plainte aux Etats-Unis

L'INSTITUT PASTEUR

SOUHAITE UN COMPROMIS SUR LE TEST DU SIDA

Le cabinet d'avocats américains chargé des intérêts de l'Institut Pasteur a précisé, vendredi 13 décembre à New-York, les accusations de cet organisme contre l'Institut national de la santé américain à propos de la commercialisation du test de dépistage du SIDA (le Monde du 14 décembre). La plainte, déposée devant la Cour de Claims, souligne que les chercheurs français avaient fourni deux échantillons du virus — le LAV — à l'équipe américaine du professeur Robert Gallo. D'après les plaignants, les conditions stipulées dans une lettre signée en septembre 1983 par les deux parties n'ont pas été respectées.

Selon M. Raymond Dedonder, directeur de l'Institut Pasteur, « l'enjeu est important » car la reconnaissance du premier découvreur doit être la règle. Evoquant un préjudice de plusieurs millions de dollars, le directeur explique que l'Institut tente de protéger des brevets en projet. Mais pour lui « ce n'est pas la guerre, car une plainte se dépose, se retire, et au cours de l'instruction il y aura des négociations qui peuvent aboutir ». L'Institut Pasteur, entreprise privée, a besoin de vendre ses produits pour financer des travaux de recherche, précise M. Dedonder, qui ajoute que dans cette affaire « l'Institut risque de perdre plus d'argent qu'il ne pouvait en gagner ».

« Accord entre l'ANVAR et l'IFREMER. — M. Christian Marbach, président-directeur général de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), et M. Yves Silland, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), ont signé le 13 décembre, à Paris, une première convention de collaboration entre les deux organismes. Ainsi sera mieux défini l'objectif commun aux deux établissements, la valorisation de la recherche, notamment le transfert des innovations dans les milieux professionnels.

LES LAURÉATS DU PRIX PHILIPS

Micro-ordinateurs et colibris

« Nous avons de plus en plus besoin de curiosité assistée à côté de l'enseignement octroyé. » C'est en ces termes que M. Louis Leprieux-Ringuet, membre de l'Institut, a présenté les lauréats du prix scientifique Philips pour les jeunes, le 11 décembre. Quatorze jeunes de quatorze à vingt et un ans se sont partagés les 62 000 francs attribués cette année par le groupe hollandais. Leurs projets — dix au total — portaient sur les sujets les plus divers, de l'astronomie à l'électronique en passant par l'écologie, la chimie ou la démographie.

Quelques-uns de ces chercheurs et ingénieurs en herbe, micro-ordinateur à l'appui, ont abouti à la mise au point d'appareils utilisables tel le capteur numérique, « moins cher que ceux du commerce », élaboré par Serge Delacroix, un élève de l'Institut, et Alexandre Cabot, quatorze ans, a suivi le mouvement des plantes et des comètes, ce qui l'a conduit à « compléter les lois de Kepler ». Techniciens ou naturalistes, tous cependant se rejoignent dans la compétence, le sérieux et l'humour avec lesquels ils ont su présenter leurs travaux.

Sports

« SKI ALPIN : descente dames à Val-d'Isère. — La Canadienne Laurie Graham remportait, vendredi 13 décembre, à Val-d'Isère (Savoie), la deuxième descente (Savoie), la deuxième descente féminine de ski alpin. Deuxième la veille sur cette même piste, Laurie Graham devance la Suissesse Maria Walliser et l'Allemande de l'Ouest Michaela Grev. La première française, Claudine Emonet, a terminé dix-huitième.

« TENNIS : tournoi de Sydney. — Le Français Henri Leconte s'est qualifié, samedi 14 décembre, pour la finale du tournoi de Sydney (Australie) en battant l'Américain Matt Anger par 6-4, 6-3. Il sera opposé au Néo-Zélandais Kelly Evernden.

« FOOTBALL : assomplissement des mesures contre les clubs anglais. — Les clubs anglais pourront à nouveau jouer des matches amicaux en Europe. La Fédération internationale de football association (FIFA), satisfaite des mesures prises par les Anglais contre la violence dans les stades, a levé l'interdiction, vendredi 13 décembre, une partie de la sanction décidée après que trente-neuf personnes eurent trouvé la mort au stade du Heysel, à Bruxelles, le 29 mai dernier. Les Anglais restent néanmoins interdits de compétition officielle en Europe.

« Démission du président du Toulouse Football Club. — A la tête du TFC depuis cinq ans, M. Daniel Vianin a démissionné, vendredi 13 décembre, en raison, selon lui, de l'opposition de certains membres du comité directeur. Le club toulousain, actuellement quatrième du Championnat de France, accuse un déficit de 20 millions de francs.

RETOUR DE MANCHE

A BALAI

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Pour n'avoir pas voulu balayer pour la compte des services de nettoyage de la communauté urbaine de Strasbourg, un jeune homme de dix-neuf ans fera un an de prison ferme. Condamné pour vol à 100 francs et quelques semaines, il devait au titre du travail d'intérêt général (TIG), manoir la balai pendant quatre-vingt heures en guise de peine de substitution.

Mais quand on lui a proposé l'instrument de la sanction, il a refusé tout net. Et, selon les juges, a tenu des propos méprisants sur les balayeurs et leur travail.

L'affaire n'a pas pu au tribunal. La refus d'exécution d'un TIG est un délit, et le juge a infligé un an d'emprisonnement au condamné rétif, qui a été incarcéré à l'audience. Le paradoxe voudrait peut-être qu'on lui propose balai et serpillière dans les services généraux de la maison d'arrêt.

J.F.

A la cour d'assises de Versailles

ROBERT JUGE EST CONDAMNÉ A CINQ ANS DE PRISON AVEC SURSIS

Jugé à la cour d'assises de Versailles pour « intelligence avec une puissance étrangère » (le Monde du 14 décembre), Robert Juge, cinquante ans, a été condamné, vendredi 13 décembre, à cinq ans de prison avec sursis. Il avait déjà effectué trois mois de détention.

M. André de Gasperi, avocat général, avait requis cinq ans ferme de détention criminelle. Selon lui, pour qu'il y ait crime d'espionnage « il n'est nul besoin que les renseignements fournis soient secrets ou entraînent un dommage effectif pour la France ou que l'auteur ait eu l'intention de nuire à son pays ».

Carnet

Naissances

— M. et M^{me} Michel BOUTY ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

Adrien

un foyer de leurs enfants Frédéric et Amick, le 2 décembre 1985, à Providence (Etats-Unis).

1208, rue des Eucalyptus, 45590 Saint-Cyr-en-Val.

Décès

— Nous venons d'apprendre le décès accidentel du sculpteur

André BECK.

survenu le 9 décembre 1985.

[Après une brillante carrière en Hongrie, son pays d'origine, où il avait été fait le plus haut distinction honoraire, le prix Kossuth, André Beck, à la suite des événements de 1956, choisit l'exil en France. Il y fut rapidement apprécié par un certain nombre d'artistes et non des moindres, parmi lesquels Jean Carrou, Bernard Dorel, Jean-Pierre Ponnelle, Roger Martin du Gard, Jean-Pierre Laroche.

En 1987, il obtint la nationalité française. Il fit de nombreuses expositions tant en France qu'en Belgique et en Suisse.]

— Charles et Catherine Malamoud, Antoine Malamoud et Chantal Le Houarnier, Hélène Malamoud, M^{me} Robert Blum.

ont la douleur de faire part de la mort, survenue le 9 décembre 1985, de

M^{me} Hella

BOGDANOWSKI-MALAMOD.

Elle était âgée de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu le 10 décembre, dans l'intimité.

7, rue de la Cité-Universitaire, 75014 Paris.

— M^{me} Jean Mansuet, M. et M^{me} Jacques Mansuet, leurs enfants et petits-enfants, M. Vincent Mansuet, M. et M^{me} Alain Mansuet et leurs enfants, Les familles H. Mansuet, Abolivar, Broutet et Grimal, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean MAUSSET, chevalier de la Légion d'honneur, directeur honoraire des douanes, survenu le 11 décembre 1985, à Paris,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 16 décembre, à 15 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Caillat, à Paris-18^e. Ni fleurs ni couronnes.

15, rue Daru, 75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} le docteur Monique PELLERIN, gynécologue, survenue le 10 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 13 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue du Général-Dérier, 75007 Paris.

Anniversaires

— Roland HOUZEL,

10 janvier 1943-16 décembre 1978.

Nous ne nous verrons plus sur terre Odeur du temps, brin de bruyère (G. Apollinaire.)

Les grands prix de la Ville de Paris

Les grands prix annuels de la ville de Paris ont été remis le 13 décembre par le maire, M. Jacques Chirac, en présence des membres du jury, présidé par M. François de Panafieu, chargé des affaires culturelles. Depuis 1948, ces prix, dotés de bourses variant de 25 000 F à 50 000 F, consacrent des personnalités des arts, de la littérature, des sciences et des techniques.

SCIENCES

M^{me} Janine Beisson et M. Pierre Corvol

M^{me} Janine Beisson s'est fait une spécialité de l'étude des mécanismes de l'hérédité. Travaillant sur la parvovirus, organisme unicellulaire se prêtant bien à ce type de recherches, elle a montré que la différenciation et l'hérédité cellulaires ne dépendaient pas seulement de la spécificité des gènes mais aussi des propriétés déjà acquises par la cellule. Née le 9 juin 1931 à Saida (Algérie), M^{me} Janine Beisson a soutenu son doctorat d'Etat de génétique en 1962. Elle a fait toute sa carrière au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Né en 1941, le professeur Pierre Corvol exerce à l'hôpital Broussais et dirige l'unité de pathologie vasculaire et d'endocrinologie rénale de l'INSERM. Il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la rénine, l'hormone qui régule en partie la pression artérielle. Ses travaux ont été d'une grande importance pour la mise au point d'une nouvelle classe de médicaments antihypertenseurs, les inhibiteurs de l'enzyme de conversion.

ARTS

Jean-Paul Riopelle

Né à Montréal en 1924, Riopelle est arrivé à Paris au lendemain de la guerre et très vite exposa aux côtés des artistes les plus représentatifs de la nouvelle abstraction — notamment Wols, Mathieu et Ubac. Sa grande peinture éruptive, fortement rythmée, aux couleurs denses et de préférence à la spatule, occupe une place originale quelque part entre Pollock et le Monet des Nymphéas.

PHOTOGRAPHIE

Jean Dieuzaide

Dès son adolescence, aux Chantiers de jeunesse, Jean Dieuzaide, né en 1921, se passionne pour la photographie. Après la guerre, il effectue de nombreux travaux à la demande de la présidence du conseil et réussit un des premiers portraits du général de Gaulle. En 1954, il photographie pour Life « Le mariage des juanambules ». Coordonné notamment par le Prix Nègre et le Prix Nadar, il a créé la galerie municipale du Château d'Eau à Toulouse, avant d'ouvrir, en 1976, la galerie Jean Dieuzaide.

TECHNIQUE

M. Gilbert Riollot

Le programme électronucléaire français doit beaucoup à cet ingénieur des arts et manufactures, qui a été l'un des principaux artisans des progrès accomplis dans la construction des turbines à vapeur de grande puissance (1500 mégawatts) équipant les centrales d'Electricité de France.

Né le 21 novembre 1927, à Paris, M. Gilbert Riollot est un ancien ingénieur des arts et manufactures (1950). Après avoir obtenu un Master of Science de l'université de Perdue (1951), il est entré dans

l'industrie où il a fait la majeure partie de sa carrière (Rassemblement, Alsthom, etc.). Il a notamment occupé le poste de directeur technique du département commun technique Alsthom-Rassemblement. Depuis 1963, il occupe un poste de professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, dont il dirige depuis 1978 le département de mécanique.

GÉRARD-PHILIPPE

Marianne Epin

Une jeune comédienne de trente-trois ans, passionnée et passionnante. Elève d'Antoine Vitez au Conservatoire de Paris, elle joue beaucoup depuis 1973 : la Carissia, Platonov, Phédre et Si l'été revenait, d'Adamov.

En 1983, Marianne Epin rejoint le Théâtre de la Salamandre et joue dans le Saperleau, le Pain dur, pièce pour laquelle elle reçoit le Prix de la révélation 1984. La télévision fait appel à elle pour une douzaine de dramatiques (Mont-Orl, de Serge Moati) et le cinéma ne l'oublie pas tout à fait (Jamais plus toujours, l'Amour violé).

LITTÉRATURE DRAMATIQUE

Lolek Bellon

Né en 1925 à Bayonne, Lolek Bellon est à la fois comédien — pour le cinéma, le théâtre ou la télévision — et auteur dramatique. Parmi ses nombreuses œuvres, citons Les Dames du jeudi (1976), Changement à vue (1978), le Cœur sur la main (1980) ; pour cette dernière pièce, elle obtint le Trophée Dussane.

SOLA-GABIATI

Danielle Gallet

Archiviste paléographe, conservateur aux Archives nationales, Danielle Gallet est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire littéraire. Elle a publié cette année, chez Payot, Madame de Pompadour ou le pouvoir féminin (le Monde du 8 mars). D. Gallet évoque dans ce livre l'influence de la favorite de Louis XV sur la vie culturelle de son temps.

HISTOIRE

Henri-Jean Martin

Professeur à l'Ecole nationale des chartes, Henri-Jean Martin est né à Paris en 1924. Il a dirigé le

Centre lyonnais d'histoire et civilisation du livre, après avoir été conservateur en chef des bibliothèques de cette ville. Parmi ses très nombreux ouvrages et articles sur le livre, il faut signaler la monumentale Histoire de l'édition française, qu'il dirige avec Roger Chartier, en cours de publication chez Promodis (le Monde des 29 avril 1983 et 25 mai 1984).

POÉSIE

Philippe Jaccottet

Traducteur rigoureux et passionné de Musil, Rilke et Hölderlin, Philippe Jaccottet est aussi un poète de la fragilité du réel, du dénuement et de l'insolite. Né en Suisse en 1925, il travailla à Paris pour la NRF, celle de Paulhan et d'Arland. Depuis 1953, il vit à Grignas, dans la Drôme. Ses recueils de poèmes et d'études sont publiés, pour la plupart, chez Gallimard. Citons : Éléments d'un songe, la Samsation, A la lumière d'hiver, Pensées sous les nuages et, récemment, A travers un verger.

ROMAN

André Fraigneau

Né en 1907 à Nîmes, André Fraigneau fut dans son adolescence l'administrateur de Maurice Barrès. A vingt ans, il « monte » à Paris et rencontre Jean Cocteau. Leur amitié durera trente ans. Son livre les Étonnements de Guillaume Francœur, publié en 1956 (réédité par les Éditions du Rocher cette année, le Monde du 7 juin), est le récit de

Vingt-cinq bourses de création

Le ministère des relations extérieures, dans le cadre de son programme dit « Villa Médicis hors les murs », vient d'attribuer, pour l'année 1986, vingt-cinq bourses de création destinées aux jeunes artistes professionnels qui souhaitent effectuer un stage à l'étranger.

Le jury, présidé par M. Michel Guy, a désigné les lauréats suivants : ARTS PLASTIQUES, rapporteur, Pierre Alechinsky ; Didier Bay (Égypte) ; Dominique Labauvie (RFA) ; Francis Limerat (États-Unis) ; William Wilson (États-Unis).

ARCHITECTURE, rapporteur, Roland Simonnet ; Yves Ballot (Portugal) ; Philippe Barthelemy (États-Unis) ; Isabelle Biri (États-Unis).

CINÉMA-AUDIOVISUEL, rapporteur, Benoît Jacquot ; Nicolas

formation d'un jeune homme dans les années 25. Admis par Nimier, Déon, Blondin, Laurens, A. Frenques cultive une certaine frivole désenchantée, une désinvolture calculée.

LITTÉRATURE POUR ENFANTS

Yvan Pommaux

Yvan Pommaux, né à Vichy en 1946, collabore à de nombreuses publications pour enfants : Okapi, l'Alme live, Pomme d'Api... Il est l'auteur de la série d'aventures d'un couple de corbeaux, aux personnalités bien marquées, Corbelle et Corbillo (Éditions L'École des loisirs). Dans son abondante production, signalons : la Dinde de Noël et Violette, la princesse triste.

MUSIQUE

Olivier Messiaen

Olivier Messiaen, à soixante-dix-sept ans, aurait pu se passer d'une distinction supplémentaire, mais on comprend que la Ville de Paris ait voulu épingler à son tableau d'honneur cet académicien des Beaux-Arts, qui a heureusement d'autres titres de gloire. Compositeur, organiste, théoricien, maître des compositeurs d'avant-garde, son œuvre domine les cinquante dernières années du Banquet d'Assise qui, en 1983, fit triomphalement son entrée à l'Opéra de Paris. Une œuvre qui unit aux recherches les plus étonnantes un sens profond de la nature et de l'humanité. — J. L.

DAVID HOCKNEY

Leçon de perspective

Quelque chose n'allait pas entre David Hockney et la photographie. Il la trouvait « trop mécanique, trop inhumaine », il ne la pronait pas trop au sérieux « à cause de son espèce d'impassibilité au contact de la réalité », il n'était « même pas sûr qu'une photo puisse avoir un pouvoir émotionnel ». Mais visiblement la question le travaillait. Et le peintre des piscines, peut-être parce que sa peinture flottait un peu, fit le



plungeon, il y a quatre ans. Il s'acheta pour 12000 dollars de films polaroid et se mit « à photographier comme un fou ».

De cette petite folie il ne s'est pas encore remis, pas plus qu'il n'est revenu de sa trouvaille : le moyen d'insuffler le mouvement, de créer un espace vivant dans lequel on est de plain-pied, là où d'ordinaire on a affaire à des images d'actions figées. Ce moyen, c'est le photo-montage de prises de vue d'un même lieu sous différents angles, à différentes heures. Espace, temps, mouvement.

Pas très nouveau, diriez-vous. Peu importe. David Hockney, avec un enthousiasme à toute épreuve, une ingénuité vraie ou fausse mais désarmante, et cette assurance décontractée que sa célébrité lui permet, passera outre. Et vous expliquera la vraie nature de son travail, berbant docilement, avec schémas et images à l'appui, entre des notions simplistes de perspective traditionnelle (celle à point de fuite unique qui fait du spectateur un point immobile en dehors du tableau) et les idées cubistes dont il se réclame.

Dans le même temps, crayon ou pastel en main, il se livre à diverses expériences de retournement de

perspective — avec chaise de face aux pieds arrière écartés ou intérieurs menés déployés en éventail — ramenant le point de fuite dans le camp du spectateur, lequel n'a plus qu'à avancer dans l'espace ouvert en V, comme vie.

Qui n'aurait pas suivi le cours de perspective illustré de David Hockney (celui, par exemple, donné l'été dernier aux rencontres d'Arles, devant un auditoire de jeunes absolument subjugués de tant d'idées pourtant un peu écoulées, peut en retrouver un condensé en feuilletant le numéro de Noël de Vogue (1) dont l'artiste a conçu une quarantaine de pages. Et en allant à la galerie Claude Bernard (2) où sont exposés les travaux réalisés pour la revue avec quelques autres dessins et lithographies hautes en couleur fraîches, comme Hockney sait heureusement toujours en trouver. On y découvre des chambres courbes, à la Maris, et des visages désaxés, à la Picasso ou à la Bacon, mais aussi quelques bons portraits à l'encre tracés gros ou tracés fins qui échappent à toute spéculation sur un pseudo nouvel espace, et ne s'en portent pas plus mal.

Quant aux photographies éclatées en images démultipliées, qui se rompent pas tant que cela avec l'optique traditionnelle — le marionnettiste du Luxembourg et la place Furstenberg en tout cas — il se peut qu'on ait l'impression de s'y promener, mais elles font surtout l'effet d'artifices de composition qui tournent à vide. On faisait un plus grand bout de chemin avec le Hockney d'avant la photographie, lequel ne théorait pas, ou si peu, vous débarrassait l'œil et vous rinçait le regard, d'un « splash » dans l'eau bleue.

Cela dit, un peut comprendre ce besoin toujours très vif chez l'artiste de pousser des expériences dans des techniques nouvelles, qui peuvent agir comme une sorte de reconstituant énergétique dont tout créateur a besoin à un moment ou à un autre, pour ne pas figer son œuvre.

GENEVÈVE BRÉRETTE

(1) Vogue, décembre, janvier, 40 F. C'est une tradition depuis 1969 de donner carte blanche à un artiste ou une vedette pour concevoir une quarantaine de pages du numéro de Noël.

(2) Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 15 janvier.

Communication

SUR LA FM

RMC passe un accord avec une radio privée parisienne

Radio-Monte-Carlo sera bientôt audible sur Paris et en modulation de fréquence. La radio monégasque (contrôlée par l'Etat français) vient en effet de conclure un accord avec

Fréquence libre, une radio privée parisienne qui faisait partie des radios dites « historiques » de la bande FM, avant que de graves difficultés financières l'obligent à mettre fin à son projet ambitieux de radio d'information. Groupement de plusieurs associations issues des milieux gâchistes, écologistes, féministes, la radio avait été lancée en 1982 par un projet de type généraliste, mêlant informations, magazines, émissions musicales et invitées. Après de mauvais résultats dans les sondages, le groupement avait écarté le noyau de base décidant de se spécialiser dans un créneau précis et de se lancer dans un type de radio news non stop. Une vingtaine de journalistes, des correspondants à

l'étranger, des liens avec des radios de province... L'expérience n'a pas duré six mois, les dettes se sont accumulées, l'information étant en radio le produit le plus cher qui soit.

Fréquence libre a alors recherché des partenaires capables de l'épauler, voire de favoriser une sorte de renaissance. En vain. Les offres étaient multiples, mais les projets peu sincères, notamment ceux des « réservations » du PCF, aidés par la Fédération nationale mutuelle des travailleurs, qui aurait souhaité prendre le contrôle de la radio... « Pas question que Fréquence libre devienne l'instrument d'un parti », ont répondu l'ensemble des animateurs.

Et RMC est arrivée, avec des ambitions claires et des moyens importants, soucieuse d'entraîner enfin sur Paris, ou de créer au moins une sorte de vitrine de ses pro-

grammes, audibles jusqu'à présent essentiellement au sud de la Loire. Un accord a donc été conclu, que les protagonistes se refusent à assimiler à un achat de fréquence, la station périphérique insistant sur le caractère strictement légal de l'opération : les programmes de RMC ne constitueront pas plus de 20 % de l'antenne de Fréquence libre (soit presque six heures par jour) et les programmes d'informations en seront exclus.

En fait, ce premier jalon posé par RMC traduit la volonté exprimée

depuis longtemps par ses responsables de trouver un débouché sur la FM parisienne pour l'ensemble de ses programmes. Seule une décision politique, attendue pour la mi-janvier, pourrait désormais débloquer la situation, qui concerne l'ensemble des radios périphériques, convaincues de la précarité de l'onde longue et confiantes en leur avenir sur la FM.

Reste à trouver les fréquences nécessaires : des négociations sont en cours avec l'armée, à qui appartient la bande 104-108 MHz. Encore

faudrait-il aussi que les trois grandes périphériques (Europe 1, RTL, RMC) s'entendent sur leurs zones respectives de couverture, l'arrivée — même limitée — de RMC sur Paris n'étant guère de nature à faire plaisir aux deux autres... Celles-ci ne vont-elles pas alors demander à être reçues à leur tour sur Marseille et sur Nice, fief traditionnel de RMC... passage obligé pour les annonceurs nationaux ?

ANNICK COJEAN.

CHAILOT
THÉÂTRE NATIONAL

LUCRECE BORGIA
VICTOR HUGO - ANTOINE VITEZ
GRAND THÉÂTRE 47 27 81 15
DU 27 NOVEMBRE AU 18 JANVIER A 20H30
DIMANCHE A 15H - Relâche dimanche soir et lundi

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons indiqué (le Monde du 5 décembre) que l'émission de France-Culture sur les intellectuels haïllonnés dans le monde était diffusée tous les samedis à 8 h 30. L'émission, entre-temps, avait changé d'heure et est maintenant programmée de 10 h à 10 h 40.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LES SARLADAIS F. sam. midi, dim. 45-22-23-62 Déj., dîner à 22 h. Cuisine périgourdine. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS 2, rue de Vienna, 9^e

EL PICADOR 43-87-28-87 SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES et FRANÇAISES, RÉVEILLON de la SAINT-STYLVESSTE avec coillons et dunes. 440 F.T.T.C. (apéritif, vin, serv.)

LES CYCLES

CONCERT-PROGRAMMEŒVRE AU MUSÉE GUIMET, 6, PLACE D'ÉNA, 75016 PARIS

SOLARS VORTICES

ENSEMBLE INSTRUMENTAL DIRIGÉ PAR **JEAN-PIERRE DUPUY**

MERCREDI 18 DÉCEMBRE A 20 h 30. LOCATION SUR PLACE UNE DEMI-HEURE AVANT LE CONCERT

D L'ACIC

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

L'alchimiste des « Grosses Têtes »

Dieu qu'il a l'air poléon, cet homme court sur pattes et rond, et rond petit patapon ! Ou'il est rusé, coquin, impertinent, roquin ! Quand il coince sa bouche, qu'il a petite, charmue, pour cacher un sourire ou une envie de rire, quand ses yeux disparaissent à force de se plier ou d'être fatigués d'avoir trop pété, il paraît presque angélique ! Sainte ribouche, va ! Quelle tromperie !

Car il peut être cruel, le bougre, champion des rosseries, des allusions perfides et remarques assassines. Que ne ferait-il pas pour sortir un bon mot et faire preuve d'esprit ! Drôle, Boulevard ? Oui, sans doute ! Sa plume est alerte ; ses réparties, sûrement, même s'il ne fait pas toujours dans la finesse exotisme.

Mais ce qui lui sied le mieux, à lui chef d'orchestre, c'est d'être un club — celui dit des « Grosses Têtes » de RTL (1) — et de mettre sur la sellette quelques complices d'humour. Le sœur alors jubile, arti-

tre, s'excite, provoque, joue à M. Loyal ou à M. Déryol.

« Normal, dit-il, je veille à l'alchimie et me réserve le droit, si mes compères d'un jour ne sont pas assez drôles, de les remettre en boîte, de tirer le tapis sur les pas de l'un d'eux ou de lancer une tarte à la face d'un autre. Le ton doit être vif et les échanges rapides. Un bon mot qui arrive avec quinze secondes de retard n'est plus un bon mot.

— Alchimie, docteur aïe ?

— Alchimie, chère madame... et dosage. Il me faut d'abord un « comique », qui le soit par nature : Martin, Karsauson, Sim ou Le Luron. Et puis un « aide-comique » qui lui tienne la perche et soit prompt à rire de ses plaisanteries. Il faut un « culturel » qui ait de l'intuition et puisse répondre à beaucoup de questions. Enfin, un « pittoresque » qui puisse se contenter d'être là et lui-même, comme Alice Sapritch ou Jerry Routboult.

— Quelle recette, cher maître, et quel art ! Mais, dites-moi, l'émission des « Grosses Têtes », qui dure depuis 1977 et a battu, semble-t-il, quelques records d'audience, a sûrement laissé quelques grandes souvenirs ?

— Innombrables, bien sûr. Rappélez-vous la réunion des académiciens Jean Dutourd, Maurice Remy, Edgar Faure et Jean d'Ormesson ! Un grand moment académique et un bon bien privé !

— Belle prouesse, monsieur l'expert. Mais ne craignez-vous pas un ton parfois vulgaire ?

— Le montage est là pour nettoyer la bande d'écarts involontaires. On dit des hommes, parfois, mais des choses habiles suppriment les sautes.

— Serait-il donc gênant de faire rire le public ?

— Le mot, madame, est faible. Cela procure l'ivresse.

ANNICK COJEAN.

(1) La 2.500^e émission des « Grosses Têtes » de RTL, sur Antenne 2, samedi 14 décembre à 20 h 35.

La culture qui bouge

« Culture Clap » a fait ses preuves. Depuis plus de trois mois, cette émission insolite qui « traque la culture qui bouge » est arrivée à renouveler un genre qui a tendance à s'essouffier.

L'ambition du rédacteur en chef, Daniel Populus, l'homme de la vidéo et du dessin animé au ministère de la culture, était d'attirer l'attention sur le fait culturel contemporain — tout en reconnaissant que le dimanche soir à 18 heures n'est pas le meilleur moment — à travers les artistes et leurs productions, les industries et leur « sponsoring » culturel, les pouvoirs publics et leurs décisions financières et politiques (l'émission est coproduite par le ministère de la culture et FR 3).

La nouveauté de « Culture Clap » vient à la fois du ton adopté, alerte

et irrévérencieux, et de la forme de l'émission : une série de courtes séquences, rapides sans être superficielles, entrecoupées d'un entretien qui sert de fil conducteur. Chaque semaine, le téléspectateur retrouve les mêmes rubriques. D'abord un invité-témoin, qui commente l'ensemble à partir d'un point de vue spécifique. Et puis, sous forme de clips, de mini-reportages, de spots vidéo, des rendez-vous réguliers qui s'appellent « le relais » (portrait d'un jeune créateur), « patrimoine du 20^e siècle », « objet de la vie quotidienne » (œuvre d'un designer français) ou « dossier », qui développe un sujet plus longuement.

Le but recherché par ces aperçus, parfois fugitifs, de la création culturelle contemporaine est d'encourager

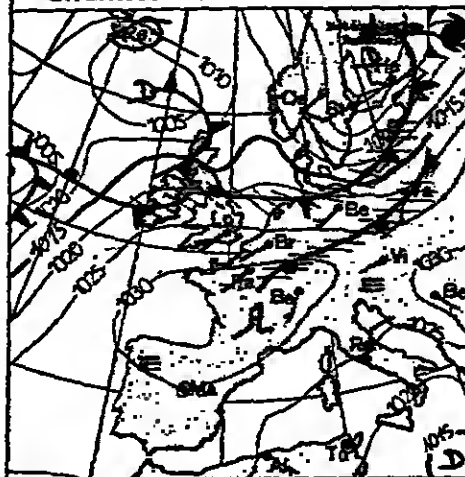
« la réflexion plutôt que l'information, explique Daniel Populus, pour inciter les gens à aller voir, sur place, là où ça se passe ». Le prochain « Culture Clap », par exemple, donne la parole à Fred Forest, un artiste multimédia ; explique comment l'investissement dans l'audio-visuel procure non seulement des avantages fiscaux mais éventuellement des bénéfices en cas de succès ; présente une expérience de réhabilitation architecturale d'un bâtiment ancien ; rend visite à la première école nationale de la photo à Arles et consacre le dossier à la question : « Comment se finance un film ? »

ALAIN WOODROW.

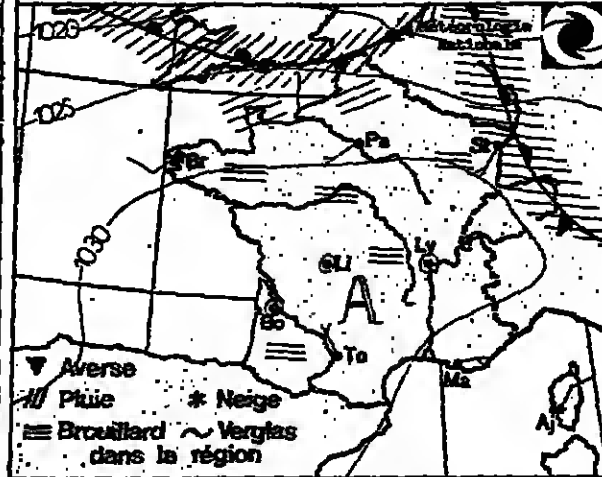
* « Culture Clap », dimanche 8 décembre, 18 heures, sur FR 3.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.12.85 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15.12.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 14 décembre à 6 heures et le dimanche 15 décembre à 24 heures.

Dimanche matin, sur la moitié nord temps humide, brumeux avec quelques bancs de brouillard locaux. De la Manche orientale aux Vosges et aux frontières du Nord-Est de petites brumes.

Sur la moitié sud, ciel variable avec quelques nuages passagers et bancs de brouillards givrants de l'est du Massif central aux Pyrénées.

Dans la journée : Au nord-est de la Seine, ciel chargé et pluies éparées, 3 à 4 degrés. Sur la moitié sud belles éclaircies, 4 à 7 degrés de la région lyonnaise au Sud-Ouest, et 9 à 12 degrés sur les régions côtières.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 13 décembre, le second le minimum de la nuit du 13 décembre au 14 décembre) : Ajaccio, 13 et 1 degrés ; Biarritz, 10 et -2 ; Bordeaux, 0 et -2 ; Brétigny, 12 et 10 ; Brest, 12 et 11 ; Cannes, 14 et 2 ; Clermont, 10 et 10 ; Clermont-Ferrand, 4 et -5 ; Dijon, 2 et -2 ; Dinard, 10 et 10 ; Embrun, 4 et -5 ; Grenoble-St-M.-H., 5 et -6 ;

Grenoble-St-Genois, 5 et -6 ; La Rochelle, 6 et 4 ; Lille, 4 et 4 ; Limoges, 7 et 1 ; Lorient, 11 et 11 ; Lyon, -1 et -2 ; Marseille-Marganne, 10 et -1 ; Nancy, -1 et 1 ; Nantes, 5 et 5 ; Nice-Aéroport, 14 et 6 ; Paris-Montsouris, 6 et 4 ; Paris-Orly, 4 et 4 ; Pau, 9 et -2 ; Perpignan, 17 et 0 ; Rennes, 5 et 5 ; Rouen, 4 et 4 ; Saint-Etienne, (n.c.) et -6 ; Strasbourg, 1 et -1 ; Toulouse, 1 et -2 ; Tours, 4 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4118

HORIZONTALEMENT

I. N'éprouvent aucune peine à atteindre le sommet. Peut être fendu par une membrane. — II. N'est pas forcément capable de nous aider à trouver la femme de nos rêves. Obtenir d'un coup de baguette. — III. Extrait d'un missile. Fait prendre forme. Il a tout pour nous plaire. — IV. Ne s'adresse pas à n'importe qui. Porte la barbe. — V. S'attaque à la pierre. Souille de nombreux manœuvres. Le croisé y donne le religieux. — VI. Rend provisoirement l'usage de certaines facultés. Pour éviter de se retrouver au « trou ». — VII. Certains n'hésitent pas à le mettre au courant. A peut-être été coïté. — VIII. Vraisemblablement célèbre. Met fin à de nombreux débats et donne naissance à maintes explications. On en a tous plus ou moins. — IX. Un homme qui aime la grosse caisse. Vient en même temps que l'automne. — X. Ne faîtes plus obstacle. Revient souvent sur le tapis. — XI. On est obligé de passer par là. Rend service à un homme qui sait quoi faire de ses dix doigts. — XII. Sont constamment en lutte. Fait disparaître. Pièce d'articulation. — XIII. Pronom. Ne porte pas toujours au collier. Là, on a crié victoire. — XIV. Aire de lancement. Figure un bonnet plat sur un tableau de « maître ». S'intéresse à son métier. Lettres de noblesse. — XV. Passe son temps en cage. Était partisan du retour à la terre.

1. Est à l'origine d'innombrables consultations. — 2. Doit s'attendre à être mis au pied du mur. Avait trouvé quelque chose de mignon à croquer. Elle travaillait pendant les heures de pointe. — 3. Forteur de

casque. Ne nécessitent pas l'usage du savon. — 4. On peut la trouver dans un coffre. Tout ça, c'est du passé. — 5. Revient à qui de droit. « Gros » temps. On y trouve ce qu'il faut pour étancher. — 6. Trou à boucher. Le mot de la fin. Pronom. — 7. Risque fort, un jour ou l'autre, de tomber dans les pommes. Parmi des victimes. — 8. Spécialité d'autres et de moines. Agent de liaison. Ché en Italie. — 9. Quartier de Nancy. Sous une couronne. Peut faire prendre de la hauteur. — 10. N'est pas épargnée par les dépressions. Les oies en raffolent. — 11. Réfléchi. Finira bien par jouer sa dernière « carte ». Possessif. — 12. Était en haut de l'échelle. Emile et Florence font partie de ses connaissances. — 13. Ne passe pas inaperçu quand on est distingué parmi les autres. — 14. Moteur à explosion. On ne se gêne pas pour y lancer des piques. Malmène une « citrouille ». — 15. Revenus Dieu sait d'où ! Ne résiste pas à la braise.

Solution du problème n° 4117

Horizontalement
I. Estampe. — II. Soupir. En. — III. Titi. Osas. — IV. Usant. — V. Et. Dorer. — VI. Larne. — VII. Epine. Su. — VIII. Deuiste. — IX. Opre. IM. — X. Résille. — XI. Presse. Et.

Verticalement
1. Esthète. — 2. So. PDG. — 3. Tatu. Lierre. — 4. Apis. Années. — 5. Ml. Adress. SS. — 6. Pronom. Idie. — 7. Stress. — 8. Réa. Utile. — 9. Usure. Emet.

GUY BROUTY.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE

— M. René Fiquet, membre du comité central du PCF, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.

— M. Michel d'Ornano, ancien ministre, député UDF du Calvados, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », sur RTL, à 18 h 15.

— M. Jean-Pierre Sinié, secrétaire national du Front national, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 h 15 (retransmis en clair sur Canal Plus à 19 h 45).

LUNDI 16 DÉCEMBRE

— M. Alain Peyrefitte, ancien ministre, député RPR de Seine-et-Marne, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Lux, à 19 h 15.

LES LONG-DRINKS ÉTONNANTS

Campari tonic
Campari orange
Campari pamplemousse
Campari eau gazeuse

CAMPARI

21 h 50 Journal.
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
23 h : Musiclub.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris Kiosque ; 17 h 50, La Panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La Panthère rose.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : L'Éclair de l'ombre ; 21 h 15, Série : Mike Hammer ; 21 h 15, Magazine : Cinéma ; 0 h, Les agrégés de Pamela Mann, film de H. Paris ; 1 h 15, Romanesque et confidences, film de M. Monicelli ; 3 h 5, Les Crapauds, film de G. McCowan ; 4 h 40, Jazz à Juan-les-Pins (le trio Humair) ; 5 h 10, Mesures à domicile, film de M. Lobet.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Une semaine sanglante, d'après « L'insurgé » de Jules Vallès.
21 h 10 Démonstrations avec Pierre Legendre.
22 h 30 Musique : Récit, Franz Liszt et la poésie romantique, de Goethe à Victor Hugo ; mélodies de Liszt, textes de Goethe, Lenau, Heine, Hugo.
0 h 5 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Die Sonatenbrust, Schmetzlocken, Die Lotzblume, Intermezzo, Die Stille, de Schumann ; Grust, Suleika un Batem, Auf Flügeln des Gesanges, de Mendelssohn ; Pischke, 1981, Der Wanderer aus dem Nord, Im Frühling, Standchen, de Schubert ; Noëls, de Britten ; Mélodies viennoises, de Zeller, Houbert, Stolz, Cieslowski, par le Maître de Radio-France, chef de maîtrise M. Lasserre de Rodel, H. Deutsch, piano, J.-P. Broeze, organe.
23 h Les soirées de France-Musique : le club des archives, le Quatuor Pro Arte ; à 1 h, l'Arbre à chansons.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création radiophonique : Paul Delvaux : Saint Idesbald, par J.-L. Cavalier et G. Vilain. Texte de M. Baur.
2 h 30 Musique : Trois fois un, par M. Legras et J. Erwan. « Francophonie autour d'un piano » : F. Lalanne, G. Vignancourt et P. Charpentier.
0 h 5 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Per questa bella mano, de Mozart ; Trois poèmes de Michelangelo, de Wolf ; Quatre chants sérieux, de Brahms ; Deux mélodies de Barber ; Negro Spirituals, par S. Ettes, baryton, J. Weidmann, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : Ex Libris, les musiques de Michel Percé.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 13 décembre).

Dimanche 15 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h Ca nous intéresse, M. le président.
Yves Mourou interrogé M. François Mitterrand, président de la République.
21 h Cinéma : Le Victoire en chantant.
Film français de J.-J. Annand (1976), avec J. Carnet, J. Spieser, J. Dufillo, C. Rouvel, D. Doll (roûtil).
1915 en Afrique noire. Apprenant tardivement le conflit entre la France et l'Allemagne, les ressortissants français d'un comptoir lointain organisent une expédition contre un petit pays allemand.
22 h 25 Sports dimanche soir.
23 h 25 Journal.
23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Musique au cœur : Mado Robin.
Mado Robin, la voix la plus haute du monde : en hommage à la cantatrice disparue en 1960, des documents d'archives. En deuxième partie, vers 22 h, la « Concert champêtre » de Poulenc.
22 h 40 Magazine : Projection privée.
L'actualité culturelle vue par M. Julien et son invité, le révérend père Carré.
23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série documentaire : Les rendez-vous du diable.
Dernière partie du film tourné entre 1948 et 1957 sur l'activité éruptive des grands volcans du monde.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
Idée fixe, de J.-B. Rossi ; Cours d'y vite, de Paul Carnet.
21 h 55 Journal.
22 h 30 Cinéma de minute (hommage à Clark Gable) : Les Névroses du « Bounty ».
Film américain de F. Lloyd (1935), avec C. Langston, C. Gable (v.o. sous-titré, N.).
A la fin du dix-huitième siècle, l'équipage d'un voilier anglais alloué à Tahiti, se révolte contre le capitaine, un tyran sadique. Des oiseaux jamais égalés.

FR 3-15h45

REPERES N° 6
« APERO, BOULOT, CHATEAUX »
ENTREPRISE RICARD
Invité : Dominique MOYEN

20 h 4 Disney Channel.

Cocktail de dessins animés et de programmes de Disney Channel.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde REGIONS

BASSE-NORMANDIE

Un bilan de Flamanville

Electricité de France a profité du couplage au réseau de la première tranche de la centrale de Flamanville dans la Manche pour dresser le bilan de ce grand chantier d'aménagement nucléaire.

L'usine, qui sera achevée en 1986 avec la mise en service d'une deuxième tranche (mais le site a été préparé pour en accueillir deux autres ultérieurement), aura finalement coûté 14 milliards. La part des marchés locaux a été de 10 %, soit 1,4 milliard. La taxe professionnelle versée par EDF va se monter à quelque 100 millions par an, dont 1,4 million pour la commune de Flamanville, 32,5 millions pour le département et 39 millions pour le département.

EDF acquittera en outre 21 millions de taxe foncière. Flamanville 1 et 2 auront permis d'employer une importante main-d'œuvre locale : plus de mille salariés en 1981, 1982 et 1983, sur environ 2 500 en période de pointe. Mais la centrale n'a embauché que soixante-dix locaux sur cinq cent dix agents EDF. L'effort de formation réalisé en neuf ans représente toutefois quelque 800 000 heures de cours dispensés à environ mille cinq cents stagiaires du Nord-Cotentin. Ceux-ci trouvent ensuite un emploi à La Hague où le chantier des extensions de la COGEMA doit se prolonger jusqu'en 1992.

BRETAGNE

Le foie du Morbihan

Seize millions de francs de chiffre d'affaires, c'est ce qu'annonce avec un bel optimisme M. Stricker, le directeur du Doyenné de Lanvaux, une usine de conserves de foie qui s'est installée à Peaulé, dans le Morbihan, au cœur des landes granitiques.

Construite il y a neuf ans, cette filiale de la Centrale coopérative agricole bretonne (CECAB) élève, bon an mal an, de quinze mille à dix-huit mille canards et deux mille oies. « Nos clients sont essentiellement les restaurateurs bretons, précise le directeur. Ils représentent 30 % de nos ventes. Viennent ensuite les clients des régions parisiennes et bordelaises. Nous exportons également en Allemagne un foie adapté pour être cuit à la poêle. »

Chaque semaine, le ramassage des animaux est effectué par des camions-cages (dix-huit jours de gavage pour un canard, vingt-cinq pour une oie). Chaque année, l'usine commercialise 30 tonnes de foie gras, autant de magrets, et a diversifié ses productions : filets d'oie fumés (15 tonnes), couffins, terrines, cassoulet, etc.

On envisage d'agrandir l'usine de fabrication. Quot au personnel (vingt-huit employés, dont vingt femmes), il ne devrait guère augmenter.

RENNES. — Le contrat d'agglomération qui vise à améliorer la qualité des eaux de la Vilaine à l'aval de la capitale bretonne vient d'être signé à Rennes.

Les travaux prévus s'étaleront sur huit ans, coûteront 70 millions de francs et permettront de respecter, en période de basses eaux, l'objectif de qualité de la Vilaine à l'aval de Rennes.

POIX-DE-PICARDIE

Le premier hôtel pour hôteliers

Premier du genre, le « Médithel de Poix-de-Picardie, dans la Somme, vient d'être inauguré.

Le médithel, c'est l'hôtel-restaurant Le Cardinal, de grande mémoire gastronomique, racheté par la ville lorsqu'il fut à vendre en 1983, et transformé ensuite grâce à l'argent des contribuables (commune, département, région) et au concours du Crédit agricole et du Crédit d'équipement des PME (Le Monde du 27 septembre).

Son acquisition et les travaux qui ont suivi ont coûté 9 millions de francs pour une réalisation complètement inédite : l'établissement est maintenant un centre de formation professionnelle en fonctionnement réel et une sorte de centre d'expérimentation des moyens de communication modernes.

A l'extérieur, pas de changement. Mais à l'intérieur, tout a été transformé. Un bar immense avec des téléviseurs a été aménagé. La grande salle à manger est conservée. Les cuisines sont ultra-modernes. Trente-cinq chambres ont été aménagées qui auront le

La nouvelle conquête du Mont-Blanc

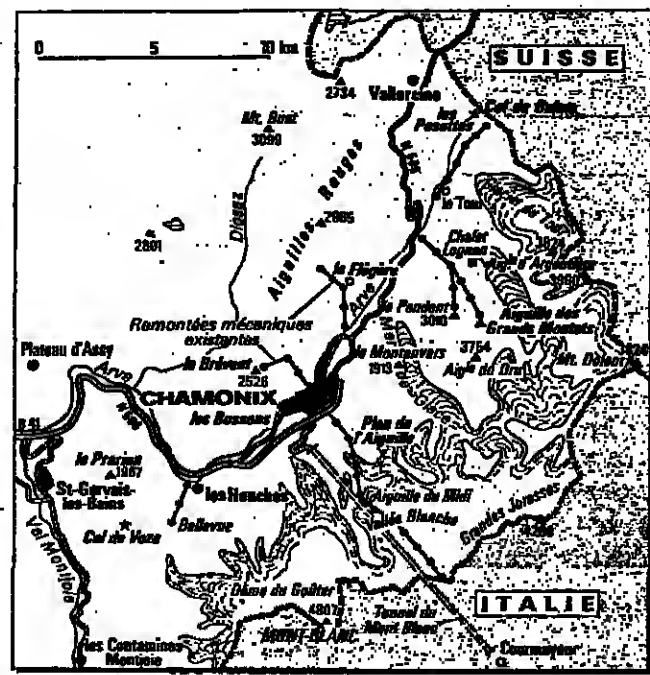
Feu vert pour les aménageurs

du Tour-Col de Balme et de Lognon-Grande-Montets.

La procédure de classement ne s'opposait pas à des constructions légères de remontées mécaniques, qui devaient toutefois passer par une autorisation ministérielle après avis de la commission départementale

du Tour-Col de Balme et de Lognon-Grande-Montets. La procédure de classement ne s'opposait pas à des constructions légères de remontées mécaniques, qui devaient toutefois passer par une autorisation ministérielle après avis de la commission départementale

du Tour-Col de Balme et de Lognon-Grande-Montets. La procédure de classement ne s'opposait pas à des constructions légères de remontées mécaniques, qui devaient toutefois passer par une autorisation ministérielle après avis de la commission départementale



de la commission supérieure des sites.

Si, pour le projet d'extension du domaine skiable des Grands-Montets, la première donna son accord, la seconde vota à deux reprises contre. Elle estima en effet que la construction de deux télé-sièges et de deux télécabines aboutissant dans le site classé du Mont-Blanc risquait de nuire fortement au tourisme d'été, l'un des grands atouts de Chamonix.

Finalement, le ministre ne devait plus tenir compte des observations de la commission supérieure et ac-

cie du domaine skiable des Grands-Montets et, selon le maire de Chamonix, Michel Charlet (RPR) « de débiter les autres projets dans le site classé du Mont-Blanc ».

Cette décision de la haute juridiction administrative, qui a été confirmée par la Cour administrative d'appel de Paris, est une victoire pour les aménageurs. Elle leur permet de faire jurisprudence, c'est-à-dire de faire passer, par exemple, l'extension des possibilités de ski dans la vallée comme au col de Balme, les Posettes (site classé) et en direction de Vallorcine et de la Vallée de la Tignes, ce qui nécessite la construction de deux téléphériques qui traversent sur plusieurs kilomètres le parc de la Vanoise.

Prarion, où un projet d'une dizaine de remontées mécaniques, dont neuf aboutissent dans le site classé, est envisagé.

Enfin, la liaison La Brévine-La Flégère, grâce à un dispositif léger de remontées mécaniques traversant sur quelques dizaines de mètres la réserve naturelle des Aiguilles rouges, est également projetée.

La vallée de Chamonix, après avoir longtemps été « brûlée » par son site classé et les réserves naturelles qui l'entourent — elle constitue tout de même l'une des principales richesses pour le tourisme hivernal — va désormais pouvoir investir largement dans l'« or blanc ».

Demain les parcs

L'attitude du Conseil d'Etat devant le problème soulevé par le site classé du Mont-Blanc pourrait en outre relancer l'offensive des aménageurs, cette fois au sein même des parcs nationaux.

Depuis quelques années, en effet, la pression des stations de sports d'hiver est très forte, notamment autour du parc national de la Vanoise (Le Monde daté 24-25 juin 1984) pour obtenir l'autorisation d'y implanter certaines remontées mécaniques (1). Là aussi des raisons économiques sont invoquées par les communes. Si aujourd'hui la réalisation d'équipements nouveaux est interdite dans les parcs nationaux, sauf si ceux-ci servent à leur desserte, et dans ce cas une simple autorisation ministérielle est demandée, la position actuelle du Conseil d'Etat pourrait amener le gouvernement à envisager une modification du règlement des parcs nationaux ou de leurs limites.

Certains espèrent que le Conseil d'Etat, qui devra être saisi avant la fin de l'été, sera favorable à l'annulation du territoire considéré jusqu'ici comme inviolable.

CLAUDE FRANCHILLON

(1) La commune de Bonneval-sur-Arc (Savoie) souhaite être reliée au vaste domaine skiable de Val-d'Isère-Tignes, ce qui nécessite la construction de deux téléphériques qui traversent sur plusieurs kilomètres le parc de la Vanoise.

ILE-DE-FRANCE

Chutes de pierres au Panthéon

Il est difficile actuellement de franchir les portes du Panthéon... même avec une rose. C'est ce qu'on constate les membres de la Société d'histoire de l'art français venus visiter les lieux à la fin du mois dernier et qui ont eu la surprise de lire sur des panneaux placés à l'entrée de la célèbre crypte de Paris que l'état inquiétant de l'ensemble de l'édifice ne permettait pas de pénétrer dans celle-ci.

Les visiteurs, sur les conseils des guides, ont dû longer les murs afin d'éviter les chutes de pierres et les débris de verre qui tombent du centre du monument. Ils ont pu observer le long des parois de nombreuses

fissures et aussi le mauvais état des verrières.

On sait que lorsque Soufflot commença les travaux de la basilique Saint-Geneviève, qui deviendrait en 1791 « le Panthéon voué aux grands hommes », les fouilles révélèrent que le terrain était dangereusement miné par des poils de potiers. L'architecte, en conséquence, dut modifier son plan primitif, et on posa la première pierre en 1764. Mais en 1778, comme l'avait prédit son rival de Soufflot, des fissures se produisirent, et Soufflot, malade, épuisé et déçu, mourut en 1780 deux de ses élèves, Brebion et Rondelet, ce dernier ayant inventé pour la circonstance la poutre en béton. Le Panthéon est donc plus que tout autre un édifice dont l'entretien requiert une attention particulière. — A. J.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un musée d'archéologie

MONTPELLIER. — Un musée d'archéologie régionale vient d'être créé à Saint-Pons-de-Thomières, dans l'Hérault, au pied des monts de l'Espérau.

Il présente les civilisations du néolithique qui se sont succédées aux confins de l'Hérault, du Tarn, de l'Aude et de l'Aveyron. Près de Saint-Pons, notamment, la grotte de Campa-Faud, fouillée de 1963 à 1973 par Gabriel Rodriguez, a permis de mettre en évidence une série complète en stratigraphie de ces civilisations.

Le musée rassemble les résultats de ces fouilles et aussi celles d'autres grottes (Rampandy, Potau, Jaur, etc.), qui illustrent et complètent les éléments relatifs à ces civilisations.

MIDI-PYRÉNÉES

TOULOUSE. — Alex Raymond, président du conseil régional Midi-Pyrénées, et Henri Muris, président-directeur général d'Aéropostale, ont signé une convention « ayant pour but de faciliter les initiatives tendant à promouvoir et à développer les activités industrielles et technologiques pour faire de la région Midi-Pyrénées un lieu privilégié de la coopération européenne ». Cette convention est la première du genre signée entre une grande entreprise industrielle et un conseil régional.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

LE LAVANDOU. — Après deux ans de la ministre de l'Urbanisme et du logement d'autoriser l'aménagement d'un ZAC sur le site littoral de Cavalière, au Lavandou (Var), une troisième enquête publique menée en 1985 permettrait la construction de mille logements. Si le ministre donne son feu vert, ce serait la dernière zone verte de la côte du Lavandou qui disparaîtrait et l'un des derniers de toute la côte méditerranéenne.

Les associations se mobilisent contre ce projet, qui va à l'encontre de la « loi littoral », tout juste adoptée à l'Assemblée nationale. Cette loi préconise le maintien de zones vertes « tampons » entre les agglomérations côtières et une urbanisation en « profondeur ».

Un livre de Michel Giraud LA RÉGION CAPITALE

Les « Franciliens » existent-ils autant et au même titre que les Bretons, les Corses ou les Auvergnats ? Difficile de répondre. En tout cas, l'Ile-de-France, elle, a acquis ses lettres de noblesse depuis que son ancêtre, le district, avait été mis en place par Paul Delouvrier. Il y a vingt-cinq ans.

Dans son livre *Notre Ile-de-France, région capitale*, Michel Giraud, président (RPR) de la région (qu'il ne faut pas appeler région parisienne), retrace l'histoire administrative, politique, économique de la plus riche région du pays, en population, en activités, en talents, en trésors architecturaux et touristiques aussi.

Il brosse le portrait des hommes qui, à un titre ou à un autre, ont marqué de leur sceau la politique des transports, de l'urbanisme, des espaces verts, des villes nouvelles, de l'agriculture, de la musique, du sport, ainsi que La Villette, Roissy, Rungis, la Défense, le RER.

Francilien ? « C'est encore un mot qui sonne étrangement à nos oreilles et que l'Académie française considèrerait avec suspicion », conclut Michel Giraud. Il en va de même, d'ailleurs, pour les Rhône-Alpins, les Midi-Pyrénéens, les habitants des Pays de la Loire.

Malheureusement, les élections régionales de mars, qui auraient pu être un grand événement, seront inévitablement occultées par le scrutin législatif du même jour. Ce n'est pas la meilleure façon de cimenter une communauté régionale encore fragile.

F. Gr.

« Notre Ile-de-France, région capitale », par Michel Giraud. Editions J.-C. Lattès, 235 p., 60 F.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Roger BECIAUX, Georges CHATAIN, Michel CURIE, Francis GOUGE, Michel LORET, René MOIRAND.

Économie

REPÈRES

CEE : les Danois ajournent l'examen de la réforme

Le Parlement danois a décidé de remettre au mois de janvier l'examen du projet de réforme du traité de Rome élaboré par les Dix lors du récent sommet de Luxembourg, et dont il aurait normalement dû débattre avant Noël. Le premier ministre conservateur, M. Poul Schlüter, se heurte, en effet, sur ce terrain, à une opposition majoritaire. Il reste lui-même hostile à tout changement institutionnel de la Communauté, et en particulier à tout accroissement des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg. En conséquence, à la veille de se rendre à Bruxelles pour la réunion des 16 et 17 décembre, le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen (libéral), n'a reçu aucun mandat de la commission parlementaire chargée du dossier, et ne pourra donc pas se prononcer lors de cette réunion avec ses collègues de la CEE.

Production industrielle : légère reprise aux Etats-Unis

La production industrielle américaine a enregistré une légère reprise en novembre (+ 0,4 %), après deux mois consécutifs de recul (- 0,4 % en octobre et - 0,1 % en septembre). Toutefois, par rapport à novembre 1984, l'indice, qui s'est situé à 125,1 (base 100 en 1977), n'a été en hausse que de 1,4 % (+ 11,5 % pour l'ensemble de 1984). Selon la Maison Blanche, l'économie « poursuit sa progression à un rythme modéré » — les ventes au détail ont augmenté de 1,1 % en novembre, après avoir baissé de 4,2 % en octobre, alors que, malgré une hausse de 0,8 % en novembre des prix de la production (+ 0,9 % en octobre), « les pressions inflationnistes » sont largement maintenues sous contrôle. Ainsi, pour Washington, la croissance devrait se situer — en rythme annuel — aux alentours de 5 % au cours du deuxième semestre de 1985, pour revenir à 4 % en 1986. Le PIB américain a progressé de 4,3 % — en rythme annuel — au troisième trimestre, après ne s'être accru que de 1,1 % de janvier à juin. L'objectif officiel est de 3 % pour l'ensemble de l'année.

PME : forte progression des créations d'entreprises en France

Les créations d'entreprises ont progressé de 20 % au cours des neuf premiers mois de 1985 (contre 19,3 % au premier semestre), alors que les défaites ont augmenté seulement de 7,5 % (contre 10 %), selon le Crédit d'équipement des PME (CEPME). Au total, 79 125 entreprises ont été créées de janvier à septembre (contre 65 929 durant la période correspondante de 1984), le nombre de défaites s'élevant à 19 544 (contre 18 176). Le taux de renouvellement des entreprises, mesuré par le rapport des créations aux défaites, s'est ainsi « sensiblement amélioré » pour atteindre, avec 4,05, « un niveau inédit depuis 1981, proche de celui de 1980 (4,31) », indique le CEPME.

SELON UN RAPPORT DE LA CFDT

Les syndicalistes doivent se préoccuper de la qualité du produit

« Pourquoi ce qui est bon pour l'entreprise est forcément mauvais pour le salarié ? » En posant cette question, sacrilège, M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFDT, responsable du secteur économique, a voulu faire comprendre à quel point la réflexion de son organisation évolue et sait tenir compte des réalités.

Ce n'est pas tout. Si l'adaptation qualitative de l'appareil de production est devenue un élément stratégique pour la compétitivité, « alors nous sommes disposés à regarder ce qui se passe dans les cercles de qualité. Leur rôle est loin d'être nul sur le plan économique ». A l'exemple de ce qui a pu se faire chez IBM ou chez Angénieux, une société française spécialisée dans l'optique de pointe, il reconnaît que, la qualité, c'est rentable. Et il se déclare favorable au fait que « le syndicat négocie des accords de zéro défaut ». En marge du débat actuel sur l'aménagement du temps de travail, il oppose la « flexibilité interne » dans l'entreprise, pour laquelle la CFDT a opté, à la « flexibilité externe » par les modifications d'effectifs et les licenciements. « La flexibilité interne, ce n'est pas forcément mauvais pour les salariés », dit-il.

A l'origine de ces propositions, il y a le rapport sur l'action économique pour l'emploi, présenté par M. Pierre Héritier au dernier bureau national de la CFDT, réuni les 4 et 5 décembre.

Le document s'appuie sur trois priorités de la CFDT — agir sur l'emploi, changer le travail, réduire les inégalités — pour dégager quatre exigences indissociables d'une politique économique. D'abord, la croissance économique est « incontournable », répète la CFDT, pour qui il faut agir en faveur d'un nouveau type de croissance créateur d'emplois. L'efficacité économique nécessite l'adaptation et la modernisation des entreprises françaises victimes de « rigidités », la compétitivité étant le moyen de défendre l'emploi. « Il faut être capable de produire ce que nous pourrions ven-

dre et, bien sûr, il faut savoir vendre ce que l'on produit », commente M. Héritier. « La modernisation ne sera pas créatrice nette d'emplois mais permettra de desserrer l'étouffement des entreprises ».

Vient ensuite la réduction du temps de travail, qui n'est « plus un mythe mais une solution à l'emploi ». Enfin, et cela doit être considéré comme une nouveauté, il s'agit d'obtenir « la reconnaissance du syndicalisme comme interlocuteur économique ».

De là découlent les sept points d'application. Trois concernent l'entreprise. Les syndicalistes sont appelés à suivre la politique d'investissement « sur les plans qualitatif et quantitatif ». On leur demande de se préoccuper de la qualité des produits en utilisant les groupes d'expression prévus par les lois Auroux ainsi que les cercles de qualité. Il leur faut agir pour la réduction et l'aménagement du temps de travail pour répondre à « l'aspiration des salariés » et exploiter « un gisement de productivité considérable ».

Trois autres points portent sur les initiatives locales en faveur de la création d'emplois. La CFDT se déclare ardemment favorable à l'action des comités de bassin d'emploi, préconise le recours au développement local et entend utiliser les fonds communs de placement.

Dernier élément : le rapport se prononce une nouvelle fois pour une politique de « relance sélective » possible pour le secteur des services, l'industrie agro-alimentaire, le bâtiment et les travaux publics et les « activités porteuses d'avenir ». Mais cette action nationale pourrait également être relayée par une politique européenne de relance qui pourrait s'appuyer sur un programme de grands travaux, le recours à un emprunt européen et le renforcement du système monétaire. La CFDT souhaitait que l'ECU puisse contre-balancer le poids du dollar.

ALAIN LEBEAUC.

Les risques de l'accord ATT-CGE

(Suite de la première page.)

Dix ans après, l'unanimité s'est faite sur ce constat d'échec. En sera-t-il de même dans les télécommunications ? Tout porte à le croire : le contenu de l'accord comme la motivation réelle des signataires sont sujets à caution.

L'objectif visé est la pénétration du marché américain des télécommunications par Alcatel-Thomson. Les conversations engagées depuis un an avec ATT ont abouti en juin dernier à un projet très complexe, résumé dans deux mémorandums : l'un sur les faisceaux hertziens ; l'autre sur les centraux téléphoniques. Or ce projet, jugé « déséquilibré » par un conseil interministériel le 10 septembre dernier, l'est en effet à plus d'un titre.

Sur les faisceaux hertziens, ATT achètera pour 200 millions de dollars sur quatre ans des équipements, fabriqués en France par une nouvelle société créée par Alcatel-Thomson et une filiale française de Philips. Cette nouvelle société ne sera contrôlée qu'à 50 % par les Français, qui nommeront le président-directeur général. Le reste (50 %) reviendra à APT (allemande filiale à 50-50 d'ATT et de Philips). Contrairement à ce qui a été dit, ATT n'abandonnera pas ce secteur. Il y poursuivra notamment ses recherches. La filiale française travaillera d'ailleurs pour ses livraisons aux Etats-Unis sous licence d'ATT, avec des droits de licence très élevés, que la CGE garde secrets (on parle de 4 à 5 %). Les livraisons à ATT constitueront l'essentiel du chiffre d'affaires. Autrement dit, le seul aspect positif de l'accord — les ventes aux Etats-Unis — soulève des questions : on peut même voir une mise sous dépendance technologique et commerciale. Et le licencié de son trop important client n'est jamais « bon » dans l'industrie.

C'est toutefois sur la partie communication que l'accord est le plus inquiétant. En effet, ATT ne s'est engagé qu'à « aider » Alcatel-

Thomson à mettre son central E10S aux normes américaines. Le marché de ce produit est si limité qu'ATT a refusé de promettre d'en vendre pour plus de 100 millions de dollars en trois ans. Or l'objectif minimum que visait Alcatel-Thomson aux Etats-Unis était de 200 millions de dollars par an à partir de 1988.

L'accord avec le géant américain ne servira donc, si tout va bien, qu'à réaliser 15 % de cet objectif, jugé pourtant essentiel pour assurer même d'Alcatel.

Un quitte ou double

En échange, ATT (ou plus exactement APT), obtient les 16 % du marché français des centraux (soit environ 1 milliard de francs) jusqu'ici détenus par l'autre entreprise nationalisée CGCT. Le groupe américain réalise, ce faisant, sa première vraie pénétration en Europe, aux dépens de la CGCT qui travaillerait désormais sous licence.

La CGE estime qu'elle joue dans sa poche du marché américain des centraux un véritable « quitte ou double » (le Monde du 30 mars).

Malheureusement, son projet avec ATT l'aide bien peu. En revanche, le matériel américain bénéficierait de la référence des PTT françaises, ce qui risque d'être dévastateur sur les autres marchés étrangers où Alcatel est en concurrence avec lui. Le label des PTT françaises est en effet excellent, et ATT ne manquera pas de faire savoir que, si on l'a appelé en France même, c'est bien la preuve que les matériels d'Alcatel sont dépassés.

Pour très peu gagner aux Etats-Unis, on a de très fortes chances de beaucoup perdre ailleurs.

Au total, cet accord est si déséquilibré, si risqué, que l'on peut se demander pourquoi M. Peberreau,

PDG de la CGE, s'acharne tant à vouloir le signer. Tous les protagonistes de cette affaire se posent depuis six mois cette question à laquelle certains commencent à trouver des réponses.

Avant ATT, M. Peberreau avait pris contact avec les groupes européens Plessey, GEC, Siemens, Italtel, et les américains ITT et GTE. A chaque fois, ce fut l'échec pour des raisons diverses.

Le PDG de la CGE est pressé. La fusion qui a créé Alcatel-Thomson en 1983, mal préparée, a été ensuite mal gérée.

Ayant fait des promesses excessives sur l'emploi, M. Peberreau a dû conserver des sureffectifs d'au moins deux mille personnes. Par ailleurs, les exportations n'ont pas compensé la stagnation des commandes des PTT françaises. La fusion semble si difficile que la CGE a dû se tourner vers les PTT à plusieurs reprises, pour obtenir des rallonges financières. Les prix payés pour chaque ligne téléphonique livrée par Alcatel ont été relevés de 5 % cette année, alors qu'ils baissaient tous les ans de 4 %, comme il est normal dans l'électronique. Les subventions d'étude versées par l'administration ont été portées à 1,23 milliard de francs cette année.

La « cage dorée »

M. Peberreau peut-il tenir encore longtemps dans ces conditions ? Beaucoup dans le milieu des télécommunications n'y croient guère. Ils voient alors dans l'accord avec ATT le début d'une sortie discrète du secteur des centraux téléphoniques. « Vous verrez, peu à peu, insensiblement, la CGE et ATT vont resserrer leurs liens technologiques, prévoit un haut fonctionnaire. M. Peberreau y mettra les formes. Mais c'est la seule explication plausible de cet accord insensé ».

En 1983, pour convaincre M. Fabius d'accepter la fusion d'Alcatel et de Thomson-Télécommunications, le PDG de la CGE déclarait qu'il n'y avait d'autre choix que « la cage dorée d'un accord avec ATT ». Aujourd'hui, après avoir obtenu la fusion, il propose un tel accord. Comment, par la suite, pourra-t-il, comme il l'affirme, négocier d'autres accords avec les européens ? Sa seule monnaie d'échange était les 16 % du marché français. Il l'a cédée sciemment aux Américains. Désormais liée à ATT aux yeux des éventuels partenaires, Alcatel aura beaucoup de mal à négocier en Europe même si quelques accords partiels pourront être signés dans un premier temps. La méfiance née des échecs précédents ne peut que se renforcer.

M. Peberreau évoque aujourd'hui son intérêt pour les « réseaux à valeur ajoutée » (la connexion des ordinateurs). Il y voit une diversification pour son groupe dans le cadre d'une déréglementation générale des télécommunications. Pour les liaisons transatlantiques, mais aussi en France, puisqu'il a proposé de racheter tout ou partie de France-Câbles et Radio, filiale spécialisée des PTT dans ce secteur (Transpac, Télésystems...).

La est le fond du débat : faut-il abandonner le secteur des centraux, très difficile, aux marges serrées, au profit du marché des services d'exploitation des réseaux à valeur ajoutée, en apparence très rentable, et en plein développement ? On comprend qu'un chef d'entreprise soit tenté, d'autant que certains le poussent dans cette voie.

Mais n'est-ce pas se laisser prendre au leurre de la déréglementation ? En apparence, la déréglementation ouvre deux marchés — celui des Etats-Unis, et celui des réseaux à valeur ajoutée — et l'on croit pouvoir les pénétrer en s'alliant avec des groupes américains, et en ouvrant ses propres frontières par compensation. Mais cela ne peut se traduire que par une inéluctable perte d'indépendance technologique dans les centraux téléphoniques, qui sont le cœur stratégique de l'ensemble.

ÉRIC LE BOUCHER.

CONTRAT FRANCO-CHINOIS POUR LA LIVRAISON D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE

Le feuilleton nucléaire franco-chinois dure depuis 1978. Il paraît enfin approcher de sa fin. Vendredi 13 décembre, à Paris, un accord a été signé entre les deux gouvernements, à l'occasion de la visite à Paris de M. Li Peng, vice-premier ministre chinois. Il prévoit la vente par Framatome du cœur de la première grande centrale nucléaire chinoise, à Daya Bay, et la signature avec EDF d'un contrat de coordination pour l'ensemble du projet (deux réacteurs de mille mégawatts chacun). Des conditions financières très avantageuses sont consenties, et le prix de vente offert par Framatome est finalement inférieur à celui normalement payé par EDF pour les centrales françaises. Les contrats portaient sur un total de 12 milliards de francs.

Un certain nombre de détails restent à régler, à Pékin, entre les partenaires industriels : Framatome, EDF, et le client, la Guangdong Nuclear Power Joint Venture Company, société commune créée par la Chine populaire et Hongkong (qui absorbera 70 % de l'électricité produite). Des négociations parallèles sont menées pour la fourniture de la partie conventionnelle de la centrale avec le groupe britannique GEC. Par ailleurs, Pékin n'a semble-t-il pas encore décidé qui fournira l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement du réacteur.

La signature de ce contrat, aboutissement d'années de négociations laborieuses avec la Chine, est certes un succès pour l'industrie française du nucléaire. Mais il reste à prouver que c'est une « bonne » affaire. Les prix attachés par Pékin et les conditions de financement acceptées par le gouvernement français ne devraient laisser aux industriels qu'un maigre bénéfice — et encore ? Pour ce faire, il a fallu opérer un transfert de technologie, important. Sans être assuré un bout de compte d'être choisi par la Chine pour la suite du programme nucléaire.

Pékin est en effet le seul pays dans le monde à avoir décidé d'engager d'ici à l'an 2000 un vaste programme d'équipement nucléaire. Il prévoit officiellement de construire un réacteur de 1 000 mégawatts par an pendant dix ans. C'est pourquoi la concurrence est dure entre les fournisseurs occidentaux, tous confrontés, comme Framatome, à une baisse dramatique de leurs commandes. Depuis peu, toutefois, il semble que la Chine reconsidère ses objectifs, et songe à pousser davantage le charbon. La partie décisive se jouera, bientôt, entre Français, Allemands et Américains, pour la construction des tranches 3 et 4 du programme, assortie d'un contrat de transfert de technologie qui conditionne toute la suite.

V.M.

AÉRONAUTIQUE : WESTLAND VEUT ÊTRE ASSOCIÉ À SIKORSKY ET FIAT

Le constructeur britannique d'hélicoptères Westland a déclaré, le vendredi 13 décembre, avoir accepté, « en principe », l'offre de rachat de 29,9 % de ses actions faite par le constructeur américain Sikorsky et par la firme italienne Fiat.

L'avenir dira si cette déclaration n'est pas une manœuvre pour forcer la main au ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine, qui avait suscité une contre-proposition européenne à l'offre de Sikorsky.

Acropatiale (France), Augusta (Italie) et Messerschmitt (RFA) viennent, en effet, de proposer à Westland de prendre une participation de 29,9 % dans son capital et de construire en commun un hélicoptère antichar.

La partie n'est donc pas terminée et devrait se poursuivre au sein même du cabinet britannique où le ministre de la défense (pro-européen) et le ministre du commerce et de l'industrie (favorable à Sikorsky) s'opposent sur la façon de sauver Westland, qui vient de licencier sept cents de ses sept mille salariés, et qui a accumulé 70 millions de livres de pertes (environ 800 millions de francs).

POUR ABUS DE POSITION DOMINANTE

La Commission européenne inflige une amende de 70 millions de francs à Akzo Chemie

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne devait décider, ce samedi 14 décembre, d'infliger une amende de 10 millions d'ECU (70 millions de francs) à Akzo Chemie, la division chimique du groupe multinational néerlandais Akzo, pour abus de position dominante. C'est l'annonce la plus élevée que la commission ait jamais infligée à une entreprise. Elle la justifie par la gravité des faits. M. Pierre Sutherland, le commissaire chargé de la politique de la concurrence, a annoncé à plusieurs reprises son intention de frapper de façon dissuasive les entreprises en infraction aux règles du traité.

Akzo s'est employé à éliminer du marché une petite entreprise britannique, Engineering and Chemical Supplies Ltd (ECS), en pratiquant, auprès des clients d'ECS, des prix très inférieurs à ses propres coûts de revient.

ECS produit du peroxyde de benzoyle d'abord destiné au blanchiment de la farine. Les difficultés sont apparues en 1979 quand ECS a prétendu commercialiser cette substance comme catalyseur dans la pro-

duction des thermoplastiques. Akzo, qui détient plus de 50 % du marché européen, n'a pas toléré cette intrusion dans sa chasse gardée et a menacé ECS de représailles. ECS a porté plainte.

L'enquête effectuée par la commission en décembre 1982 dans les locaux d'Akzo à Amsterdam (Pays-Bas) et dans son bureau au Royaume-Uni à Walton-on-Thames, l'ont amenée à découvrir ce qui ressemble étrangement à des pratiques de gangsterisme. Les inspecteurs de la commission ont en effet trouvé le document confirmant que des cadres supérieurs d'Akzo avaient accordé une semaine à ECS pour quitter le marché des plastiques.

L'entreprise britannique était prévenue que, si elle ne s'exécutait pas, elle s'exposerait à des mesures de rétorsion dans le secteur des additifs pour farine, qui représentaient alors la majeure partie de son chiffre d'affaires, mais qui, en revanche, n'était que d'une importance secondaire pour Akzo. Un plan détaillé avait été également préparé pour débaucher, grâce à de fortes remises, les clients d'ECS en additifs pour farine au Royaume-Uni.

PHILIPPE LEMAITRE.

Grande-Bretagne : + 0,3 % de hausse des prix en novembre. — La hausse des prix à la consommation s'accroît légèrement en Grande-Bretagne : le coût de la vie a augmenté de 0,3 % en novembre, après s'être accru de 0,2 % en octobre et avoir baissé de 0,1 % en septembre.

PRÉCISION. — La Sécurité sociale en 1986. — Deux omissions ont rendu peu claire la fin de l'article sur la Sécurité sociale en 1986. Il fallait lire : « En tablant sur une croissance spontanée des recettes l'an prochain (4,5 %), le gouvernement rend difficile une décision d'augmenter la cotisation vieillesse en 1986. Or une telle mesure, inévitable tôt ou tard (...), est aussi une façon efficace et acceptable par l'opinion de réduire la demande intérieure et d'éviter une poussée inflationniste ». D'autre part, l'accroissement des dépenses de santé prévu en 1986 est de 2 % en volume.

En revanche, le conseil d'administration d'AMC a élu à sa présidence M. Semerem, qui quitte la Régie, où il occupait jusqu'à la fin de la semaine dernière le poste de directeur général adjoint. Une évolution logique, après la mise à l'écart de M. Semerem depuis l'arrivée de M. Besse à la tête de Renault.

صكنا من الاموال

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

LA part des valeurs mobilières figurant dans les portefeuilles des ménages français est passée de 0,3 % en 1974 à 29,2 % à la fin de la décennie. Dans le même temps, la part des placements dévolue à l'assurance-vie et à la capitalisation a doublé pour s'établir à 16,6 % contre 8,7 % dix ans plus tôt. Ces enseignements tirés de l'étude menée par l'Institut de l'Épargne et de son Salon de l'Épargne pour le particulier, qui se déroulera du 24 au 27 janvier 1986 au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, autour d'une vingtaine de colloques liés aux problèmes de patrimoine, confirment, si besoin était, la part prépondérante prise par l'épargne financière. Au détriment, bien sûr, de l'immobilier et de l'épargne liquide (ramenée, pour sa part, de 64,2 % à 36,6 %) et avec, pour principale victime, le livret A, ainsi que l'attestent les derniers chiffres communiqués par les Caisses d'épargne Ecureuil (le Monde du 14 décembre).

Cette tendance sur le long terme, généralisée, naturellement, à l'ensemble des pays occidentaux, explique en grande partie l'attrait des placements boursiers, encouragés, au demeurant, par des taux d'intérêt réels restés généralement supérieurs à 5 %, un taux historique. Dopé par les achats des investisseurs étrangers, surtout nord-américains, Paris continue à profiter de cette manne. Sans prétendre égaler Milan, qui aura grimpé de près de 85 % cette année — le premier indice italien socialiste, est venu en personne à la Bourse le 9 décembre pour saluer cet événement, souligne notre correspondant en Italie, Jean-Pierre Clerc, — le marché a encore conforté cette semaine, grâce à une avance globale de 1,2 %, ses bonnes dispositions. Celles-ci lui permettent d'afficher une hausse de 45 % environ depuis le début de l'année si l'on en croit l'indicateur de la Compagnie des agents de change.

1985 aura été « l'année de l'Europe », avec une envolée quasi générale de tous les grands marchés continentaux, à l'exception de la City, où une avalanche d'offres publiques d'achat (OPA) a permis d'activer un volume d'affaires qui ne ralentit guère. A Paris, l'activité est également à son comble. Si les volumes traités cette semaine (700 millions de 900 millions de francs par jour et plus d'un milliard vendredi sur les actions cotées au règlement mensuel et

Les pétrolières chahutées

4 milliards à 6 milliards de francs pour l'ensemble du marché) sont un peu inférieurs à ceux des jours précédents, il faut noter que le mois de novembre aura constitué un nouveau record. Au vu des statistiques qui viennent de tomber pour cette période de dix-neuf séances (contre vingt-trois en octobre), les échanges ont porté sur 106,6 milliards de francs (contre 104,5 milliards le mois précédent) dont 20,12 milliards (plus 42 %) pour les seules actions, les obligations subissant de leur côté un léger tassement (moins 4,6 %) pour s'établir à 84,9 milliards.

Au fil des jours, l'attrait des valeurs à revenu variable ne se dément pas, à en juger par les performances d'Ansoledat-Rey, de Nord-Est et de nombreuses valeurs de la distribution. Autant de titres qui ont gagné 10 % à 30 %, alors que les pétrolières subissaient, en dépit d'un sursaut en fin de semaine, le contrecoup de la baisse des prix du brut consécutif au changement de stratégie annoncé en début de semaine par l'OPEP. Les pays exportateurs de pétrole ont en effet annoncé à Genève l'intention de défendre, désormais, leur part de marché plutôt que de s'épuiser à essayer de maintenir le prix du baril.

Rumeurs d'OPA

Si le bond en avant d'Ansoledat-Rey s'explique essentiellement par le retour en grâce d'un titre qui avait fortement chuté au mois d'octobre, mais dont on estime à présent qu'il devrait refléter les espoirs de redressement placés dans cette société papetière, la hausse de Nord-Est, autre vedette de la semaine, a de tout autres raisons. Pour les uns, il s'agit d'une réaction aux informations — prometteuses — en provenance de Vienne où est cotée la société Veitscher Magnesitwerke dont Nord-Est détient la majorité du capital via une filiale suisse, et spécialisée dans la production de magnésie. Plus prosaïquement, certains familles du palais Brogniart considèrent que cette société de portefeuille pourrait bien être concernée par ces rumeurs d'OPA saugrue à la mode

anglo-saxonne qui visent en fin de semaine pile-mille des sociétés françaises : Nord-Est, Luchaire, Précision mécanique Labinal ou encore la SCOA.

Avec la rumeur sur les actions de la Compagnie parisienne de réescompte et l'entrée en lice de la Compagnie du Midi dans la bataille boursière, que se fissent le groupe Drouot-Mutuelles unies et La Providence (voir ci-dessous), le marché s'est singulièrement animé en fin de semaine, et les boursiers, éprouvés par une avalanche d'ordres d'achat tous azimuts (mais confortés par la perspective de gratifications de fin d'année très « gratifiantes »), ont pas en le temps de prêter attention aux décisions que prenait le Parlement sur des textes qui les intéressent au premier chef.

Jedil, en fin d'après-midi, l'Assemblée nationale emportait le vote final à propos du texte sur les valeurs mobilières précédemment approuvé en seconde lecture (le Monde du 10 décembre), les députés se contentant de donner leur accord à quatre amendements présentés dans la matinée au Sénat par M. Etienne Dailly, qui avait le mérite d'éviter à cet important document de faire éventuellement antichambre au Conseil constitutionnel. Par ailleurs, à l'occasion du débat sur la loi de finances rectificative pour 1986, l'Assemblée nationale a également approuvé deux amendements gouvernementaux concernant la fiscalité applicable à certains produits financiers et au marché à terme d'instruments financiers (MATIF).

Le premier vise l'impôt applicable aux primes de remboursement des emprunts à coupon nul. Quant au second, il prévoit que le taux d'imposition applicable aux opérations effectuées sur le MATIF et se référant à un instrument de type obligataire sera fixé à 16 %, ce barème étant de 33 % pour les opérations s'appuyant sur des titres à échéance courte. Enfin, il est prévu que les personnes et les organismes qui participent à l'activité du MATIF doivent communiquer à l'administration fiscale le montant des profits et des plus-values réalisés sur ce marché, cette obligation étant étendue aux intervenants sur les marchés à terme de marchandises opérant à la Bourse de commerce.

SERGE MARTI.

Semaine du 9 au 13 décembre 1985

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Nouveaux records

Un vent d'optimisme a soufflé sur Wall Street cette semaine dans un marché très actif en raison de facteurs permettant d'envisager des hausses soutenues des prix pétroliers et des taux d'intérêt ainsi qu'une bonne relance de la croissance économique. L'indice des valeurs industrielles a enregistré sa plus forte progression hebdomadaire depuis le record de 37,46 points établi au cours de la semaine achevée le 3 août 1984, et a terminé avec des gains de 58,03 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 335,20. L'activité hebdomadaire a battu le record de 753 860 000 titres échangés pendant la semaine terminée le 10 août 1984.

	Cours 6 déc.	Cours 12 déc.
Alcoa	34 3/8	35 1/2
AT&T	24	24 1/8
Boeing	58 1/4	51 7/8
Chase Man. Bank	67	67 1/8
Du Pont de Nemours	64	64 1/4
Eastman Kodak	59	52 1/2
Exxon	33 1/2	32 3/4
Ford	34 3/8	37 1/4
General Electric	65 1/8	70 7/8
General Motors	71 1/4	75
Goodyear	29 3/8	30 1/8
IBM	141 1/2	138 1/4
ITT	34 5/8	35 3/4
Mobil Oil	38 3/8	38
Pfizer	51 7/8	53 1/2
Schlumberger	35 1/8	35
Tesoro	31 1/4	29 5/8
UAI Inc.	89 1/4	78 1/2
Union Carbide	43	40 3/4
US Steel	26 1/4	26 1/8
Westinghouse	43 5/8	44 3/4
Xerox Corp.	58 3/4	59 3/4

LONDRES

En hausse

Les inquiétudes concernant les prix du pétrole, la forte baisse de la livre sterling et les avertissements du premier ministre, M. Margaret Thatcher, quant à l'éventualité d'une réduction des taux d'intérêt dans le proche avenir, ont pesé lourdement sur le Stock Exchange cette semaine. La décision de l'OPEP d'augmenter sa production sur la défensive de sa part du marché mondial a permis que sur le marché des prix, à la fin de la semaine, une « guerre des prix » du pétrole, a entraîné par conséquent une forte baisse du secteur pétrolier. British Petroleum, Shell, Bristoll et Ultramar ont toutes fléchi, avant de reprendre l'équilibre du terrain vers la fin de la semaine grâce à la reprise des cours du brut au comptant.

Indice « FT » industrielles : 1 105,9 contre 1 117,6 ; mines d'or : 260,3 contre 276,8 ; fonds d'Etat : 83,15 contre 83,35.

	Cours 6 déc.	Cours 12 déc.
Bocchim	348	328
Bovater	348	310
Brit. Petroleum	356	341
Charmat	218	218
Commerzbank	187	185
De Beers	460	460
Free State Gold	21 5/8	19 7/8
Gold Corp.	15 29/64	15 3/32
Gr. Union, Stores	938	938
Imp. Chemical	704	731
Shell	646	646
Unilever	12 13/64	12 1/2
Victoria	238	235
Warren	35 3/8	35 3/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Indice sur plus haut

Le vendredi 13 a porté bonheur à la Bourse allemande, où suite à d'importantes achats en provenance de l'étranger, l'indice de la Commerzbank a atteint 1 811,2 points (plus 28,9 points en une seule séance), soit un nouveau record (1 726 le vendredi précédent). Profitant de l'effet Deutsche Bank (cet établissement est en passe de reprendre l'entreprise Filka), les autres valeurs bancaires ont également progressé cette semaine.

	Cours 6 déc.	Cours 12 déc.
AEG	225	238,80
BASF	263,50	263,50
Bayer	251,80	261
Commerzbank	268,70	292
Dresdnerbank	694,50	761
Hoechst	233	263,20
Karstadt	338	329
Manneberg	239	273,50
Siemens	641,20	666,40
Volkswagen	403,30	426,40

TOKYO

En hausse

Encouragé par les records atteints à Wall Street, la Bourse de Tokyo vient de terminer une bonne semaine, marquée par cinq séances consécutives de hausse. L'indice Nikkei ayant clôturé, vendredi, au niveau record de 13 079,98. Le dernier record de l'indice datait du 13 octobre, lorsque celui-ci avait atteint 13 055,52 (plus 314,45).

L'indice général a progressé d'une façon soutenue, de 36,71 points à 1 047,97 pendant la semaine, contre une hausse de seulement 4,73 points la semaine précédente.

	Cours 6 déc.	Cours 12 déc.
Alcatel	410	409
Sanjose	519	532
Cano	1 160	1 198
Fuji Bank	1 460	1 540
Honda Motors	1 190	1 230
Mitsubishi Electric	1 220	1 340
Mitsubishi Heavy	344	375
Sony Corp.	3 940	4 280
Toyota Motors	1 150	1 220

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	13-12-85	Diff.
41/2 % 1973	1 457,50	+ 8,50
7 % 1973	7168	- 387
10,30 % 1975	96,60	- 0,20
PME 10,6 % 1976	96,70	inch.
8,80 % 1977	128,25	+ 1,70
10 % 1978	98,55	- 0,01
9,80 % 1978	97,90	- 0,20
8,80 % 1978 (1)	99,40	- 0,13
9 % 1979	95,15	inch.
10,80 % 1979	100,70	inch.
12 % 1980	100,13	- 0,12
13,80 % 1980	105,97	- 0,14
16,75 % 1981	110,16	- 0,17
16,20 % 1982	118,40	- 0,20
16 % 1982	119,12	+ 0,02
15,75 % 1982	115,90	- 0,15
CNE 3 %	42,59	- 0,09
CNE 5 %	101,25	- 0,15
CNE 5 000 F	103,80	- 0,20
CNE 5 000 F	105,80	+ 0,35
CNE 5 000 F	101,28	- 0,12

(1) Compte tenu d'un coupon de 88 F.

Pétroles

	13-12-85	Diff.
Elf-Aquitaine	202	- 16
Esso	484	- 69
Exxon (1)	397	- 14,10
Franscop	379,90	- 23,10
Petrolfin	990	- 70
Pétroles B.P.	94	- 9
Primagaz	364,50	+ 3,50
Raffinage	469	- 4,40
Royal Dutch	469	- 10
Sogehap	472	- 31
Total	276	- 23

(1) Compte tenu d'un coupon de 5,90 F.

Banques, assurances

	13-12-85	Diff.
Bell Équipement	372	- 10
Banque (Cic)	818	+ 19
Crozon	878	+ 43
Chargers SA	735	+ 54
De Dietrich	959	+ 38
CFI	347	+ 19
Eurafrance	1 989	+ 14
Héris (La)	574	- 2
Immo. P. Monceau	1 211	+ 1
Locafin	470	+ 5
Locadur	879	+ 185
Midi	3 980	+ 1
Midiand Bank	314	+ 1
O.P.P.	1 045	+ 1
Préfin	1 299	+ 19
Schneider	279	- 3
UCB	398	- 3

Métallurgie

	13-12-85	Diff.
Alpi	1 935,00	+ 4,70
Avis Dussault-R.	1 215	+ 35
Chiers-Châtillon	64	- 2,90
Dietrich	870	+ 11
FACOM	1 475	+ 110
Fives-Lille	387	+ 28
Fonderie (Général)	108,50	+ 1,50
Marine Westel (1)	293	+ 7,50
Peugeot	1 045	+ 73
Peugeot SA	478	+ 5,20
Poindin	86	+ 5
Pompey	228	+ 3
Sagor	2 125	+ 50
Valco	388,50	+ 26,50
Vallourec	198	+ 5

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,50 F.

Matériel électrique services publics

	13-12-85	Diff.
Alkerm-Atlantique	388	- 38
CIT-Alcatel	1 444	+ 9
Crozon	268,50	+ 10,50
Général des Eaux	304	+ 31
IBM (1)	1 145	- 60
Inter Technique	1 710	- 185
ITT	275	+ 6,90
Legrand	2 458	- 15
Lyonnais des Eaux	777	- 8
Matra	1 446	+ 21
Merlin-Gérin	2 565	+ 65
Motors Leroy-Somer	700	- 24
Moulinex	67,60	- 4,40
Schneider	1 549	- 1,20
PM Labinal	608	+ 40
Radiotechnique	401	- 1
SEB	332	- 9
Siemens	2 840	+ 57
Imetal	73,50	+ 4,50
INCO	94,20	- 4,30
Michelin	1 625	+ 30
M. Rénard Casco	38,40	- 3,60
RTZ	57,20	- 1,30
Zambie	1,39	- 0,03

(1) Compte tenu d'un coupon de 7 F.

Bâtiment, travaux publics

	13-12-85	Diff.
Ancil d'entreprises	1 148	- 12
Bouygues	860	- 38
Ciments Français	405	+ 28
Damec	843	+ 8
OTM	299,50	+ 11,50
J. Lafarge	324	+ 3,90
Lafarge	707	+ 27
Matons Pénin	190	- 7
Foliet et Chausson	833	+ 10
SCHLEG	98,30	- 1,70
SGE-SB	53	- 7

Mines, caoutchouc, outre-mer

	13-12-85	Diff.
Charter	22,50	- 1,40
Géophysique	480	- 60
Imetal	73,50	- 4,30
INCO	94,20	- 4,30
Michelin	1 625	+ 30
M. Rénard Casco	38,40	- 3,60
RTZ	57,20	- 1,30
Zambia	1,39	- 0,03

Une CPR archidemandée

La banque Indosuez et la BAFIP qui, jeudi 12 décembre, ont mis en vente au prix de 1 000 F pièce, 500 000 actions de la Compagnie parisienne de réescompte (CPR), soit 21,72 % du capital, et 500 millions de francs, peuvent se réjouir.

Tout d'abord, les 500 000 titres se sont littéralement arrachés, ne représentant que 1,25 % des 40 millions de titres demandés. Il est vrai que les candidats acheteurs n'avaient pas à bloquer les fonds. Sachant qu'ils seraient « rationnés », ils pouvaient impunément gonfler exagérément leurs demandes. Mais, tout de même, l'offre subissait qu'à hauteur de 1,25 %, c'était tout à fait inattendu, surtout de la part des deux banques précitées, qui, au début, prévoyaient un pourcentage de 20 %, « service », ramené ces derniers jours à 4 % ou 5 %.

Autre surprise : la reprise le vendredi 13 décembre, de la cotation des actions CPR, suspendue le 18 novembre à 1 225 F. En fin, cette cotation n'a pu avoir lieu, tant la demande

était forte, avec un dernier cours, purement indicatif, de 1 360 F.

Il faut dire que cette « maison de marché », la plus importante des six maisons de ce type, présidée de main de maître par M. René Casco, ancien directeur du marché monétaire à la Banque de France, a de quoi attirer les investisseurs, aussi bien étrangers (20 % dans la souscription récente), que français.

Avec 225 millions de francs de bénéfices cumulés en 1985, 250 millions de francs du minimum en 1986 et de 900 millions de francs de fonds propres totalement liquides, « d'abondantes plus-values latentes sur un portefeuille de 2 milliards de francs d'obligations à taux élevé, acquises pour la plupart en 1981 et refinancées à des taux bien plus bas, et un savoir-faire unanimement reconnu, la CPR est considérée comme un vrai trésor. C'est bien ce qu'on pense à Indosuez et à la Bafip, qui ont bien pris soin d'en conserver 50,52 %.

F. R.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	11 déc.	10 déc.	11 déc.	12 déc.	13 déc.
RM	563 195	743 417	774 334	833 409	1 115 893
Comptant	3 548 212	3 562 831	4 460 230	4 995 966	4 189 716
R. et obs.	120 608	103 096	160 262	109 318	157 530
Total	4 222 015	4 409 344	5 394 826	5 938 693	5 463 139

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

	131,6	132,6	132,6	-	-
Françaises	95,8	96,1	96,8	-	-
Etrangères	-	-	-	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

	142,1	143,8	144	144,9	145,4
Tendance	-	-	-	-	-
Indice gén.	246,6	247,8	247,5	248,9	250,3

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	13 déc.	6 déc.	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	112,8	111,6	+ 1,1	117,9	99,7

NDRL : En raison de la prolongation inhabituelle de la séance de vendredi, les indices du second marché n'ont pas été disponibles.

LE FEUILLETON PROVIDENCE-AXA

M. Pagezy entre dans la danse

Un véritable coup de théâtre s'est produit, à la veille du week-end, dans le feuilleton de la guerre entre le groupe d'assurances Axa, animé par M. Claude Bébéar, et le groupe d'assurances La Providence SA, objet d'une OPA en bonne et due forme, lancée le 11 décembre par Axa, après autorisation du ministère des finances. Alors que les dirigeants de La Providence SA, MM. de la Bouillière et Dubois de Montreuil, s'apprêtaient à résister, la Compagnie du Midi, présidée par M. Bernard Pagezy, annonçait le dépôt imminent d'un projet d'OPA concurrente.

Rude coup pour M. Bébéar et ses ambitions, auxquelles M. Pagezy ne se cache pas de vouloir barrer la route. A vrai dire, ce coup de théâtre n'était pas une vraie surprise. La rumeur en courait depuis quelques jours et, il y a un mois déjà, nous nous faisons l'écho dans ces colonnes, de projets de ce genre, nourris dans la profession (le Monde du 10 novembre 1985). La Compagnie du Midi est la holding des assurances du groupe de Paris AGP La Paternelle (8,5 milliards de chiffre d'affaires), et son président, M. Bernard Pagezy, est bien connu dans l'assurance pour avoir, en 1973, mis à genoux la Banque d'Indochine, qui avait voulu, de concert avec Suez, mettre la main sur les AGP, qui

vantaient de fusionner avec l'Abellie-Pax, du groupe Suez.

Si M. Pagezy entre dans la danse maintenant, c'est, vraisemblablement, parce qu'il nourrit quelques doutes sur la capacité de La Providence SA à résister durablement aux assauts de M. Bébéar. Ce dernier peut, déjà, prendre pied dans l'affaire pour s'y élever à un travail de sape, faute de pouvoir conquérir la majorité des maintenant. La clé de cette majorité est, rappelons-le, dans les mains de l'actionnaire principal (25 %), à savoir Paribas et son président, M. Jean-Yves Hebrard. Or, ce dernier, s'il a réaffirmé vouloir « tenir ses engagements » vis-à-vis des actionnaires et les gestionnaires depuis plusieurs années : l'indépendance des deux, à moyen et long terme, une garantie de prospérité pour un petit

L'euro-marché

Mme Watanabé

L'année qui va bientôt s'achever fera date dans les annales de l'euro-marché à bien des titres. Parmi ceux-ci, le formidable apport des banques japonaises n'est pas l'un des moindres. Sans l'omniprésence japonaise, ni la multitude des lignes de crédits arrangées pour permettre l'émission ultérieure de papier à court terme, ni le flot ininterrompu d'euro-emprunts obligataires de toutes sortes, ni la rapide expansion du marché des actions internationales n'auraient pu continuer de se développer au même rythme.

Cela était déjà vrai en 1984. Cela l'a été encore plus en 1985 et devrait l'être encore davantage en 1986. Avec plus de 50 milliards de dollars d'excédents, soit autant que tous les pays arabes dans leur temps de gloire, le Japon est parvenu à rester le principal exportateur de capitaux du monde. Sur la scène bancaire, les banques américaines tendent à effectuer un mouvement de repli, les établissements japonais continuant de figurer comme les principaux prêteurs.

Sur le marché international des capitaux, trente-sept banques nippones se sont portées garantes de près de 22 % des 132 milliards de dollars d'euro-emissions lancées cette année. En 1984, la proportion avait été de 17 % sur un total de seulement 80 milliards de dollars.

Mme Watanabé qui, sous le couvert de l'un des prétextes les plus répandus au Japon, représente l'archétype de l'investisseur privé nippon, a d'ores et déjà remplacé le dentiste belge à l'euro-pinnacle de la clientèle particulière. L'exemple d'un établissement comme Nomura Securities est typique : sur une force de vente de 3 500 courtiers en valeurs mobilières, une équipe spécialisée de 1 500 femmes passent leurs après-midi à encourager les épouses au foyer japonaises à investir les économies de leur ménage dans une gamme de papier allant des bons du Trésor nippon aux américains aux actions des British Telecom.

Ce faisant, l'objectif de la banque américaine d'investissement était de s'assurer, du début à la fin, du contrôle total, entier des deux camps.

Le taux d'épargne au Japon étant le plus élevé du monde, et trois fois plus fort que celui de la Belgique, Mme Watanabé, dans un monde où les contingences économiques limitent l'importation sur les remises romanesques, n'est pas seulement en passe de remplacer M. Butterfly dans l'industrie populaire, mais a déjà renvoyé le dentiste flamand au placard des euro-accessoires démodés.

Les investisseurs institutionnels de l'Empire du Soleil-Levant jouent, en matière d'investissement, un rôle bien évidemment aussi important que le font les investisseurs japonais. Mais il en va de même dans tous les

pays. Son institutionnalisation, tout autant que sa globalisation, étant devenue l'un des éléments fondamentaux du marché international des capitaux, le volume unitaire des transactions s'est énormément accru. Il n'est plus rare de voir une institution désireuse d'acquiescer un « bloc » de 50 millions, voire même 100 millions de dollars d'une seule euro-emission.

Est-ce pour cette raison que, cette semaine, la banque américaine

Shearson Lehman Brothers International, filiale du groupe American Express, a lancé sous sa seule direction et garantie de placement une transaction pour le placement mondial représentant 700 millions de dollars ? L'affaire a fait du bruit. Il faut, en effet, avoir les reins solides pour assumer un tel fardeau. Mais, avec des ressources en capital de 2,1 milliards de dollars, Shearson Lehman est, après Merrill Lynch, la deuxième banque d'investissement américaine.

La fin du marché gris ?

L'opération de la Banque mondiale se présente sous forme d'un diptyque. Le premier volet est composé de 200 millions de dollars d'euro-obligations à quinze ans, dotées d'un coupon annuel de 10 %, qui seront émises à un prix de 100,25. La deuxième partie comprend des euro-obligations à coupon « zéro » d'une valeur faciale de 300 millions de dollars. Leurs échéances s'échelonnent en quinze années de 1987 à 2001. Chaque année sera émise à un prix tel qu'il procurera un rendement de l'ordre de 8 à 15 points de base, supérieur à celui des obligations de même durée du Trésor américain.

L'ensemble met à la disposition du débiteur des capitaux à long terme dont le coût est relativement bon marché. Mais la Banque mondiale tout aussi bien que l'unique banque chef de file se sont avérées heureuses. Dans les heures qui suivent le lancement des deux émissions, le marché américain des capitaux bénéficiait d'une des plus importantes hausses de son histoire. Cela a permis aux deux offres d'être très chaleureusement reçues. En revanche, cette progression spectaculaire a empêché de percevoir tous les effets du système de direction et de distribution unique instauré par Shearson Lehman.

Ce faisant, l'objectif de la banque américaine d'investissement était de s'assurer, du début à la fin, du contrôle total, entier des deux camps.

Le taux d'épargne au Japon étant le plus élevé du monde, et trois fois plus fort que celui de la Belgique, Mme Watanabé, dans un monde où les contingences économiques limitent l'importation sur les remises romanesques, n'est pas seulement en passe de remplacer M. Butterfly dans l'industrie populaire, mais a déjà renvoyé le dentiste flamand au placard des euro-accessoires démodés.

Les investisseurs institutionnels de l'Empire du Soleil-Levant jouent, en matière d'investissement, un rôle bien évidemment aussi important que le font les investisseurs japonais. Mais il en va de même dans tous les

contraintes de racheter des montants parfois considérables de papier. La présente méthode permet d'éviter ces excès. Les intermédiaires, n'étant plus assurés de pouvoir se procurer les titres à un prix prédéterminé, ne peuvent plus faire de cotations avant que l'émission ne rejoigne le marché secondaire : c'est la fin du marché gris.

A l'issue d'une semaine exceptionnelle durant laquelle les cours des obligations du Trésor américain ont progressé de 200 points de base (2 %), le marché international des capitaux baigne dans un climat d'enthousiasme. La seule nuance au tableau est que, New-York ayant bénéficié d'une hausse beaucoup plus forte que le marché européen, les débiteurs de tout acabit préfèrent emprunter sur le marché américain. Un emprunteur de première qualité doit maintenant offrir au moins 50 points de base de plus que le papier de même durée du gouvernement des Etats-Unis. Il veut réaliser une bonne affaire euro-obligataire. Il ne lui en coûte rien, il y a encore peu, que 30 à 35 points. Du coup, l'euro-activité primaire s'est réduite comme peau de chagrin.

Deux secteurs du marché international, ceux de l'ECU et de l'euro-franc français, n'ont pas, toutefois, à partager l'optimisme général. La forte tension sur les taux à court terme italiens, a entraîné une hausse sur les taux à court terme de l'euro-franc tricolore. Ils ont atteint 11 % sur les dépôts à un mois et plus de 12,30 % à trois mois. Cette tension a, à son tour, affecté l'ECU.

En conséquence, le Crédit national, qui sous la garantie de la République française, est venu offrir 500 millions de francs français dans le cadre d'un euro-emprunt à quatorze ans, rétractable après sept ans, n'a pas trouvé un climat très favorable. La demande étrangère s'est révélée faible. A l'égard des euro-obligations qui seront émises à 99,75 et porteront un intérêt annuel de 10,625 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Tensions et remous

Les marchés des changes ont été quelque peu secoués cette semaine, sur le dollar et la livre sterling, à la suite des déclarations de l'OPEP. En Europe continentale, le franc belge a connu un nouvel accès de faiblesse.

Dès le début de la semaine, la menace de guerre des prix du pétrole agitée un peu imprudemment par l'OPEP dimanche dernier à Genève, et prouvée possible à une baisse profonde, avait un double effet. Tout d'abord, elle a renvoyé au tapis la livre sterling, pétrole-monnaie de l'Occident. En trois jours, la devise britannique revenait de 1,48 dollar à 1,4060 dollar mercredi soir, en même temps que le prix « spot » du baril chutait vertigineusement de 27 dollars à moins de 21 dollars. STI n'y a pas eu de suicide chez les « traders » de Rotterdam, c'est que l'espoir de vivre est chevillé au corps des Européens : à Tokyo, le « krach » des obligations au lendemain du 15 octobre dernier aurait fait deux morts. C'est la variation la plus rapide qu'ait subie l'histoire du marché « spot », c'est-à-dire depuis plus de six ans.

Par la suite, le calme revenait un peu, certains participants de la réunion de l'OPEP à Genève éprouvant le besoin de tempérer un peu leurs propos. La livre remonta à 1,44 dollar environ, tandis que le baril retrouvait des cours de 25 à 26 dollars. M. Thatcher faisait savoir que les taux d'intérêt britanniques, encore élevés à près de 12 %, ne baisseraient pas. A Paris, la monnaie britannique est tout de même revenue de 11,30 F à 11,09 F vendredi, après avoir enfoncé le palier de 11 F.

En sens inverse, l'éventualité d'une baisse des tarifs du pétrole ne pouvait que favoriser le dollar : elle permettrait à l'économie américaine

d'utiliser de l'énergie à prix moindre, et contribuerait à réduire l'inflation. Double bénéfice pour la devise des Etats-Unis, qui se met à monter rapidement, atteignant mercredi après-midi à New York 2,56 DM et 7,80 F contre 2,5170 DM et 7,71 F respectivement à la fin de la semaine dernière. C'était compter sans les banques centrales (Bundesbank, Réserve fédérale et Banque de France) qui cassèrent le mouvement immédiat, ramenant le mark à la cote départ, soit 2,5170 DM et 7,70 F.

Une chose est sûre, en tout cas : si on ne sait pas bien si l'objectif retenu le 22 septembre 1985 par les Cinq à New-York était un cours de 2,50 DM pour 1 dollar, on sait maintenant que celui de 2,55 DM est un plafond. Il est probable que les Etats-Unis souhaiteraient voir leur devise tomber à 2,20 DM, soit une baisse supplémentaire de plus de 10 %, comme l'affirmait la semaine dernière M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour les négociations commerciales.

Il n'est pas dit, en revanche, que les Allemands soient d'accord. Par ailleurs, font remarquer les esprits avisés, l'accord intervenu entre le Congrès américain et le président Reagan pour réduire automatiquement et de manière contraignante le déficit budgétaire (amendement Gramm Rudman) ne peut que renforcer le dollar à terme, en atténuant la menace d'un déficit monétaire grandissant. Dans l'immédiat, toutefois, il est possible qu'une baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale, encore aléatoire, mais qui ne peut être écartée, pèse sur les cours du dollar.

L'événement, en Europe, n'est le nouvel accès de faiblesse du franc

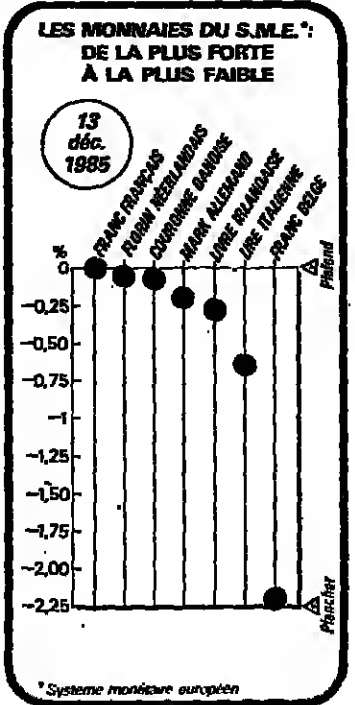
belge, qui s'est déclenché, dès le mardi, c'est-à-dire plus tôt que la semaine dernière. A la veille du week-end, il prenait l'allure d'une spéculation sur une réévaluation du mark, aux dépens du franc belge, qui tombait à son cours plancher dans le système monétaire européen. Comme le franc français est en tête du SME, la Banque de France devait soutenir massivement le franc belge, tandis que la demande de marks faisait, par contre-coup, monter à Paris le cours de la monnaie allemande à plus de 3,06 F, au voisinage du cours pivot de 3,066 F, pour la première fois depuis près d'un an. En même temps, les taux de l'euro-franc se tendaient à 11%-13 % à l'échéance d'un mois. Sans doute le franc n'est-il pas attaqué, mais le SME commence à être secoué. D'autant que la lire italienne s'apprête à guère vaillante. Signe des temps, à la veille de chaque week-end, les rumeurs de réajustement du SME recommencent à courir. Pourquoi, d'ailleurs, M. Gerhard Stoltenberg, ministre allemand des finances, avait-il déclaré il y a quinze jours qu'un « réajustement des parités au sein du SME serait nécessaire » ? Sans doute pour torpiller le plan Delors de renforcement du SME à la veille du sommet de Luxembourg. Il y a des mois qu'il ne faut pas prouver : ils donnent des idées à certains.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 AU 13 DÉCEMBRE
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$/£	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,4060	1,4060	11,09	1,4060	1,4060	1,4060	1,4060	1,4060
Paris	11,09	11,09	11,09	11,09	11,09	11,09	11,09	11,09
Zurich	---	---	---	---	---	---	---	---
Frankfurt	---	---	---	---	---	---	---	---
Bruxelles	---	---	---	---	---	---	---	---
Amsterdam	---	---	---	---	---	---	---	---
Osaka	---	---	---	---	---	---	---	---
Tokyo	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 13 décembre, 3,062 F contre 3,062 F le vendredi 6 décembre.



Les matières premières

Nouvelle hausse du café
Reprise de l'aluminium

Un mouvement de reprise encore timide tend à s'esquisser sur le marché de certains métaux. Les producteurs poursuivent leurs efforts en vue de mieux adapter l'offre à la demande. Mais la crise de l'étau n'est toujours pas réglée. Autre caractéristique de cette semaine, la nouvelle envolée des cours du café consécutive à des craintes peut-être excessives.

MÉTALX. — Les réunions se succèdent pour dénouer la crise de l'étau, mais sans succès. Aussi, est-il peu probable qu'une reprise des cotations sur le marché de Londres, fermé depuis le 24 octobre, puisse intervenir avant la fin de l'année. La réunion d'urgence que devait tenir le Conseil international de l'étau a été reportée à mercredi prochain, de manière à permettre aux représentants des pays de la C&E de préciser leur position.

Pour la première fois depuis la mi-septembre, les cours de l'aluminium à Londres ont franchi le seuil des 700 livres la tonne, enregistrant ainsi une sensible reprise. L'optimisme prévaut chez les négociants qui s'attendent à une sensible réévaluation des prix au cours. Les stocks mondiaux de métal commencent à se dégonfler. Les amputations de capacité de production se poursuivent. Alcoa va diminuer la sienne, de 2,5 %, soit de 350 000. Des dissensions commencent à se faire jour au sein de l'Association des producteurs de bauxite qui doivent en fonction des besoins du marché réduire fortement leur activité, la Jamaïque, troisième grand mondial, a ramené sa production entre 1980 et 1985 de 12,1 millions de tonnes à 6,1 millions de tonnes. Quant au Brésil, qui occupe le quatrième rang, il préfère conserver son statut d'observateur, ce qui lui donne les coudées plus franches.

Légère reprise des cours du nickel à Londres. Un second grand du

secteur vient de décider de diminuer de 6 % sa production. Il est en effet attendu une baisse sensible de la consommation de métal.

Les cours de l'argent sont revenus à leurs niveaux les plus bas depuis plus de trois ans et demi sur le marché, de Londres.

Nouvelles avances des cours du cuivre à Londres. La diminution de plus de 15 % de la production américaine et la baisse persistante des stocks britanniques de métal ont apporté un certain réconfort au marché.

DENRÉES. — Les cours du café ont poursuivi leur avance sur les différents marchés. L'augmentation d'un million de sacs des quotas

d'exportation pour les pays membres de l'accord international, porté à 60 millions de sacs (la seconde majoration en l'espace de quelques semaines) a exercé peu d'impact sur le marché. Les négociants se contentent, car ils redoutent une pénurie de café de bonne qualité. La moyenne des prix ayant dépassé 150 cents par livre, les quotas devraient être suspendus dans quinze jours.

CÉRÉALES. — Légère reprise des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La production mondiale de la campagne 1985-1986 est évaluée à 513 millions de tonnes contre 521 millions de tonnes pour la précédente campagne.

LES COURS DU 12 DÉCEMBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 969,50 (942) ; à trois mois, 991,50 (959) ; étain comptant (8 458) ; à trois mois (8 460) ; plomb, 268 (272) ; zinc, 472 (460) ; aluminium, 730,50 (668) ; nickel, 2 810 (2 710) ; argent (en pence par once troy), 402 (409). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,30 (63,50) ; argent (en dollars par once), 5,84 (6,06) ; platine (en dollars par once), 328,9 (345). — Pérou : étain (en ringgit par kilo) (29,50).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars, 60,83 (61,40) ; mai, 60,65 (60,40). — Sydney (en cents par kilo), laine peignée à sec, mars, 610 (575). — Roubaix (en francs par kilo), laine, décembre, 149,50.

CAOUTCHOUC. — Kuala Lumpur (en cents par kilo) : RSS (comptant), 179,50 (177).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : saut pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 190 (2 133) ; mars, 2 249 (2 198) ; sucre,

janvier, 5,08 (5,58) ; mars, 6,07 (6,51) ; café, décembre, 186,68 (175,25) ; mars, 189,96 (178,27). — Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, mars, 159 (167) ; mai, 163,20 (170) ; café, janvier, 2 080 (2 014) ; mars, 2 121 (2 048) ; cacao, décembre, 1 709 (1 613) ; mars, 1 749 (1 667). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 1 929 (1 904) ; mai, 1 940 (1 900) ; café, mars, 2 287 (2 258) ; mai, 2 350 (2 305) ; sucre (en francs par tonne), mars 1389 (1 413) ; mai, 1 410 (1 435). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), décembre, 143,20 (143,60) ; janvier, 143,50 (144). — Londres (en livres par tonne), décembre, 127,80 (127) ; février, 127,60 (126,20).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 347 (340) ; mars, 345,25 (342) ; maïs, décembre, 246,75 (242,75) ; mars, 247 (244,25).

INDICES. — Moody's, 926,30 (929,80) ; Reuters, 1 778,70 (1 751,50).

Marché monétaire et obligataire

Achats étrangers

Le dernier emprunt d'Etat a excité le vif intérêt des investisseurs étrangers, qui en auraient, dit-on, souscrit 20 %. Il est vrai que l'option d'échange contre des obligations à taux révisable, à exercer annuellement pendant onze ans, constitue un puissant attrait, puisqu'elle élimine tout risque sur les taux. Une véritable aubaine.

A vrai dire, c'est sur l'ensemble du « papier » français que se porte actuellement la demande des étrangers, y compris à la Bourse de Paris, où ils étaient nombreux à se porter candidats pour l'achat de titres de la Compagnie parisienne de réescompte, bien connue du marché financier français.

Le règlement de l'emprunt d'Etat a été effectué en fin de semaine, ce qui, manifestement, a soulagé le marché secondaire. Depuis le début du lancement, beaucoup de gestionnaires de portefeuilles avaient vendu, à carnet ouvert, des obligations antérieures, de sorte que les rendements avaient fléchi et que les cours avaient monté. Le phénomène ayant pris fin après le règlement, les rendements sont retombés à leur niveau d'il y a quinze jours, soit 10,44 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, et 10,36 % pour ceux de deux à sept ans, selon les indices Paribas, à l'exception des emprunts du secteur public, restés accrochés à des rendements assez élevés, soit 11,53 %.

La semaine prochaine sortira l'emprunt de la Caisse nationale des télécommunications (CNT), probablement le dernier de l'année, tout au moins pour le moment. La tranche à taux variable (TMV), pour 700 millions de francs, est assez mal reçue. En période de hausse du taux, les émissions à taux variables sont peu appréciées, puisque leurs cours ne valorisent pas comme le font ceux des émissions à taux fixe.

Très beau succès, en revanche, pour les 1 300 millions de francs de la tranche à taux fixe, à 10,10 % de

taux nominal et 10,94 % de rendement actuariel, en baisse appréciable sur les 11,24 % de l'emprunt CDE Clémence de la semaine dernière. A noter, toutefois, que l'emprunteur se réserve de rembourser par anticipation trois ans avant l'expiration du délai de neuf ans, ce qui confirme l'avantage donné au souscripteur par un règlement en deux parties, l'une au 30 décembre 1985 et l'autre au 30 juin 1986, formule retenue par la banque Paribas, chef de file.

Sur le marché à court terme, la Banque de France a, sans surprise, renouvelé ses adjudications au taux inchangé de 83/4 %. Les mauvaises langues assurent que le gouvernement, M. Camdessus, regrette d'avoir abaissé le taux d'intervention de 3/8 % récemment. Un quart de point aurait suffi surtout au moment où le Système monétaire européen commence à se contorsionner quelque peu.

F. R.

Financement
et stratégieSDR c'est plus efficace
lorsque l'on est
partenaires

La SDR définit avec vous une stratégie financière et devient le partenaire de votre entreprise en lui apportant tous les financements, des fonds propres aux long et moyen terme, et l'accès aux aides régionales et nationales.

En France et Outre-Mer, 19 SDR vous offrent la souplesse d'une "Régionale" alliée au poids d'une "Multirégionale".

19 SDR : la multirégionale

Sociétés de Développement Régional
Dans votre région, ou à l'Association Nationale des SDR,
11 bis rue Balzac 75008 Paris
Tél. (1) 359.23.16



صوتنا من الامم

Le Monde

En Haïti

L'Eglise est au premier rang de la protestation contre le régime répressif du président Duvalier

Le mouvement de protestation s'amplifie ces derniers jours en Haïti. Dans ce petit Etat de six millions d'habitants, l'un des plus pauvres de la planète, dirigé par le président à vie Jean-Claude Duvalier, arrestations et manifestations se succèdent à un rythme de plus en plus rapide. Selon diverses sources dignes de foi, une dizaine de villes

et de localités, principalement dans le centre du pays, sont pratiquement en état de siège. Des bâtiments sont incendiés, des cortèges de manifestants se forment aux alentours de la capitale, Port-au-Prince. Les milieux de l'opposition font état d'une liste de quinze personnes arrêtées ces derniers jours.

L'un des appasants les plus connus de l'île, Sylvio Claude, du Parti démocrate-chrétien, serait de fait assigné à résidence, un important dispositif policier entourant son domicile. Hubert de Rascera, autre opposant et ancien ministre, est toujours incarcéré. La ville de Petit-Goave, dont il est originaire, multiplie les marches de protestation pour obtenir son élargissement.

La révolte qui gronde ainsi en Haïti, si elle n'est pas la première du genre, intervient au moment où le gouvernement durcit son attitude face à l'Eglise haïtienne, qui représente la seule force réellement organisée à l'intérieur du pays.

Après l'expulsion de trois prêtres belges au mois de juillet — dont le directeur de la radio de l'Eglise catholique, Radio Soleil — pour « ingérence manifeste dans la politique intérieure de l'Etat souverain », quatre jeunes manifestants sont assassinés lors d'affrontements sanglants aux Gonaïves (au nord-ouest de l'île) entre la population et les forces de l'ordre. A la suite de ces événements, les directeurs de vingt écoles religieuses avaient décrété une journée de deuil.

Cette protestation a entraîné des violences répétées, les corps des lycéens ont été subtilisés par les forces de l'ordre pour empêcher toute manifestation lors des absences. Le gouvernement a, dans le même temps, décidé la fermeture de deux radios, Radio Soleil et Radio Lumière (protestante). Une troisième radio, Ave Marie, aurait également été obligée de cesser ses émissions. A la suite de ces événements, l'évêque des Gonaïves a lancé une mise en garde, sous la forme d'un message à son diocèse. Evoquant « l'avarité qui s'exerce d'une manière parfois aveugle », il

assure ne pouvoir que « protester avec les familles éplorées ».

Selon certains opposants, si la condamnation par l'Eglise des abus des forces de l'ordre n'est pas nouvelle, c'est la première fois en revanche qu'elle soutient ainsi ouvertement les manifestations de protestation. Ce soutien pourrait provoquer une répression accrue de l'Etat contre l'Eglise catholique, estime M. Frits Longchamps, auteur d'un rapport sur les droits de l'homme en Haïti présenté le jeudi 12 décembre à Washington devant l'Organisation catholique des droits de l'homme Pax Christi.

La pseudo-tentative de libéralisation du régime du président à vie, annoncée à grand fracas au début du printemps (le Monde du 24 avril et 26 juin) n'aura ainsi pas dépassé le stade du discours habituel. La promesse de libéralisation des partis politiques se résume à la création du Parti national progressiste... dont le « Jean-Claude » est la base doctrinale. La réforme du système politique, qui a fait l'objet d'un référendum plébiscitaire au mois de juillet, représentait pour le ministre de l'Intérieur « une leçon à tous ceux qui n'ont pas compris que Haïti est à Duvalier et que Duvalier est à Haïti ».

Pour l'avoir pas su respecter ce précepte en cause d'une ambition par trop incommode pour le président à vie, le ministre, M. Roger Lafontant, a d'ailleurs été embarqué manuellement avec sa famille dans le premier avion pour Miami au mois d'octobre. Il serait actuellement au Canada.

Ce départ a entraîné une réorganisation des forces de police et des « Léopards » (les remplaçants des tristement célèbres ténants macoutes). Ces modifications dans l'organigramme de la répression semblent perturber certains mem-

bres de ces forces ; au point que le gouvernement a dû dépêcher dans plusieurs villes les équipes spéciales du président.

Au vu de cette situation, les opposants au régime du président Duvalier vont organiser une manifestation devant l'ambassade d'Haïti à Paris le 20 décembre. Ils tentent par ailleurs d'obtenir des informations complémentaires sur les troubles, la fermeture des radios les coupant de tout contact.

DENIS HAUTIN-GURAUAT.
« Une agence de presse clandestine en Haïti, récemment créée, est représentée à Paris par Haïti Information libre, qui édite un bulletin mensuel. HIL, 24, rue Crémieux, 75012 Paris.

Les premiers résultats de l'enquête sur la catastrophe aérienne de Terre-Neuve écartent l'hypothèse d'un sabotage

Montréal (AFP). — Les enquêteurs canadiens, aidés de spécialistes américains, s'efforcent, vendredi 13 décembre, à Gander (Terre-Neuve) de déterminer les causes exactes de la chute au décollage du DC-8 des Arrow Airlines qui a entraîné dans la mort, jeudi à l'aube, deux cent quarante-huit militaires américains (et non deux cent cinquante comme il avait été annoncé) ainsi que les huit hommes d'équipage.

M. Peter Boag, représentant du bureau canadien de la sécurité aérienne (BCSA), a précisé, vendredi, que les enquêteurs « n'ont découvert aucune preuve indiquant qu'une explosion se serait produite à bord ni qu'un incendie se serait déclaré » avant la chute de l'avion. Aucune trace d'explosion ni de munition pouvant étayer l'hypothèse d'un attentat n'a été trouvée.

« Il n'y avait aucun entretien préalable des avions chez Arrow », a déclaré M. James Court, ancien pilote de cette compagnie de charters. Les techniciens de la base de Miami réparaient au changement des pièces lorsqu'elles cassèrent, et cela arrivait souvent. Ce témoignage d'un commandant de bord renforce la thèse de l'accident dû à un défaut d'entretien de l'appareil.

Pour les pouvoirs publics français comme pour les syndicats du personnel de l'aviation civile, les Américains ont réitéré ce qu'ils ont semé. L'accident du DC-8 d'Arrow est une illustration tragique des conséquences de la politique de déreglement à l'américaine, juge le Syndicat national français des officiers mécaniciens navires (SNOMAC). L'assouplissement de toutes les règles, non seulement commerciales mais aussi techniques,

LA CRISE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Le conflit entre les dirigeants consistoriaux et le grand rabbin Sirat rebondit

Le conflit entre les dirigeants des consistoires israélites de France et de Paris, d'une part, le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, et ses partisans, d'autre part, a rebondi à l'occasion des élections au conseil d'administration du Consistoire de Paris. M. Jean-Paul Elkann, président du Consistoire central, a adressé aux membres de son assemblée générale, le 26 novembre, une lettre (publiée par l'hebdomadaire Tribune juive daté 13-19 décembre) dans laquelle il exprime le regret que M. Sirat « laisse agir en se servant de son nom, sans démissionner son action », les « destructeurs » de l'unité de la communauté juive.

M. Elkann estime, en outre, que la déclaration publiée par M. Sirat le 2 septembre dernier, rappelant les décisions consistoriales en respect des décisions des rabbins en matière religieuse (le Monde du 4 septembre), est « à l'origine de l'explosion des tensions qui existent entre les deux camps ». M. Elkann fait ainsi allusion à la mention, dans la déclaration du grand rabbin de France, de l'année 1962, celle de l'indépendance algérienne et de l'arrivée massive de juifs sépharades « pieds-noirs » dans une communauté largement dominée par les ashkénazes (juifs originaires d'Europe du Nord et du Sud).

En écrivant aux membres de l'assemblée générale du Consistoire central, M. Elkann, qui précise son intention de demander à celle-ci le renouvellement de son mandat de président, le 12 janvier prochain, s'adresse en même temps à la majorité du collège chargé d'élire le grand rabbin de France. (Participez, en outre, à cette élection, des délégués du corps rabbinique et de l'Alamo-Moselle.) M. Sirat avait été élu pour sept ans à compter du 1^{er} janvier 1981.

Le conflit entre le grand rabbin de France et les dirigeants consistoriaux, latent depuis plusieurs mois, avait éclaté à la suite du mariage de M. Eric de Rothschild (fils de l'ancien président du Consistoire central, Alain de Rothschild) avec une non-juive, dont la conversion, jugée « opportuniste », et refusée par le tribunal rabbinique de Paris, avait été obtenue après de celui de Kenitra, au Maroc (le Monde du 22 octobre).

M. Sirat avait démenti, avant le second tour des élections au conseil d'administration du Consistoire de Paris, le 8 décembre, toute interven-

tion dans ces élections (le Monde daté 8-9 décembre). Trois listes s'affrontaient, initialement, pour ce scrutin : celle du conseil sortant, dirigée par son président, M. Emile Touati ; une liste nommée par M. Alfred Elkoubi, vice-président de la synagogue de la rue Buffault, à Paris, qui défendait le point de vue de M. Sirat dans sa querelle avec les dirigeants consistoriaux ; une liste de candidats « individuels », qui se refusait à prendre parti dans ce conflit.

M. Elkoubi et ses collègues, qui avaient obtenu, au premier tour, environ 45 % des quelque 2 000 suffrages exprimés, avaient contesté la régularité du scrutin et refusé, en conséquence, de participer au second tour. Leurs électeurs se sont abstenus lors du scrutin du 8 décembre, qui s'est conclu par l'élection, avec 990 voix en moyenne sur quelque 1 200 suffrages exprimés, des candidats de la liste conduite par M. Touati. Cette liste a donc remporté, au terme des deux tours, la totalité des 15 sièges à pourvoir.

Le tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par M. Elkoubi et ses collègues, a ordonné que soient communiqués à ceux-ci les documents électoraux qu'ils demandaient à pouvoir consulter. M. Elkoubi affirme se vouloir de parvenir par la conciliation, sans recourir de nouveau à la justice, à ce que les élections des 24 novembre et 8 décembre soient annulées et refaites.

PATRICK JARREAU.

M. D'ORNANO, FIDÈLE D'ENTRE LES FIDÈLES DE M. GISCARD D'ESTAING

Depuis l'été, les candidats à la candidature se pressent à la porte de M. Michel d'Ornano, le M. des élections du Parti républicain. Dans les négociations électorales avec le RPR comme dans les arbitrages entre les différentes composantes de l'UDF, il a pesé de tout son poids, celui d'un homme qui connaît parfaitement la carte électorale, dont le passé de ministre et l'habileté tacticienne augmentent l'autorité.

Cette autorité a permis à M. d'Ornano, fidèle d'entre les fidèles de M. Giscard d'Estaing, de faire pencher la balance en faveur de giscardiens plutôt que de candidats barbares ou par trop indépendants, bien que l'ancien ministre de l'Industrie se défende de prendre en compte d'autres critères que ceux de l'implantation sur le terrain et de l'efficacité.

Au Parti républicain, M. d'Ornano est celui qui, pour l'ancien président de la République, « veille au grain », cherchant à éviter un quelconque noyautage par des non-orthodoxes. Dans les débats qui s'ouvrent au parti sur la stratégie pour l'après-86, il cherchera, à n'en pas douter, à ce que les thèses barbares, sur la non-cubitation notamment, ne l'emportent pas, bien que sur ce sujet la position plus accommodante de M. Giscard d'Estaing puisse subir quelques évolutions.

Bien qu'il ne soit pas maître de Destiville, qu'il a administré pendant quinze ans avant de céder la place à son épouse, M. d'Ornano, avec la loi sur le cumul des mandats, devra choisir, entre l'Assemblée nationale, le conseil général et l'Assemblée régionale.

M. MICHEL D'ORNANO invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel d'Ornano, député UDF du Calvados, président du conseil général de ce département, président du conseil régional de Basse-Normandie et chargé des élections au Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 15 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

La séance ministérielle, restée très proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, répondra aux questions d'André Fassinon et de Christian Fassinon, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Bédard.

La plate-forme RPR-UDF signée le 16 janvier. — M. Jacques Chirac, président du RPR, et Jean Lecanuet, président de l'UDF, signeront officiellement la plate-forme RPR-UDF pour les élections de mars 1986, le jeudi 16 janvier à l'Assemblée nationale. Les principaux responsables des deux mouvements participeront à cette réunion.

« LE COURRIER PICARD » : 20 MILLIONS A TROUVER

Après le dépôt de bilan du quotidien d'Amiens, le Courrier picard (le Monde du 14 décembre), le tribunal de commerce de cette ville a nommé syndic M. Pierre-Georges Garnier.

La décision de déposer le bilan avait été prise après les conclusions d'un cabinet d'audit, qui estime notamment qu'il faut licencier quatre-vingt personnes (sur deux cent quatre-vingt-dix), filialiser l'édition de l'Oise et trouver 20 millions de francs par emprunts, subventions des collectivités locales et appel aux sociétés. L'étude évalue à 43 millions de francs les besoins actuels du journal.

Reunis en assemblée générale inter-syndicale, vendredi 13 décembre, les journalistes du Courrier picard affirment « l'unité de la rédaction et des titres du Courrier picard-Courrier de l'Oise ». Ils ont également constitué une société des rédacteurs et appellent les lecteurs à se mobiliser pour « faire échec aux appétits financiers et politiques qui ne manqueront pas de se manifester ».

JACQUES LACAN « APPARTIENT À SON GENDRE »

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a reconnu, le 11 décembre, les droits de Jacques-Alain Miller, son gendre, à l'égard de l'œuvre de Jacques Lacan. J.-A. Miller, gendre de Lacan, et les Editions du Seuil avaient introduit plusieurs assignations contre l'association APRES, responsable de la publication d'une transcription du séminaire de Jacques Lacan sur le « transfert » dans son bulletin interne Séminaire (le Monde daté 7-8 juillet et du 12 juillet).

L'association APRES est déclarée « contrefaisante » : le tribunal ordonne l'interdiction de la diffusion du bulletin, la destruction des exemplaires et le versement de dommages-intérêts.

Mais il est à noter que les membres de l'association sont mis, en tant que tels, hors de cause. De plus, l'exécution provisoire ne concerne que la seule interdiction de diffusion : le tribunal laisse le choix aux parties de signifier ou non ce jugement. Cette décision ne constitue donc peut-être pas l'épilogue de cette « ténébreuse affaire ».

Le résultat des élections au Cap-Vert. — La liste unique de quatre-vingt-trois candidats présentée par le Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert (PAICV, au pouvoir) a remporté un large succès aux élections législatives du 7 décembre (le Monde du 7 décembre), dont les résultats définitifs ont été proclamés officiellement dans la soirée du mercredi 11 décembre. La liste a obtenu, selon la commission électorale, 94,5 % des 98 692 suffrages exprimés, soit 93 252 voix ; 5 038 électeurs ont voté contre. Les votes nuls représentaient 0,4 % des suffrages (402 voix).

M. Dumas juge « ridicule » la demande néo-zélandaise d'un dédommagement de 10 millions de dollars

Invité du « Club de la presse » de Radio-France internationale, émission enregistrée vendredi 13 décembre et qui devait être diffusée samedi et dimanche, le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a abordé différents aspects du cours actuel de la diplomatie française. Diplomatisme dans il a estimé au passage que, « dans la Constitution de la V^e République », c'est à l'Elysée que revient « le dernier mot » à cet égard.

A propos des demandes néo-zélandaises de réparation, après le dynamitage du Rainbow Warrior, qui s'élève à 10 millions de dollars (quelque 80 millions de francs), M. Dumas a estimé que cette prétention de Wellington était « ridicule », et il a assuré que la France continuerait de réclamer la libération de « ses deux officiers », le commandant Maffart et le capitaine Prieur.

S'agissant de la visite à Paris du général Jaruzelski, le ministre des relations extérieures a déclaré que celle-ci devait être restituée « dans le cadre des relations Est-Ouest, qui s'orientent, bon an, mal an, vers une nouvelle période », après le sommet américano-soviétique de Genève.

Le numéro 1 polonais a-t-il pris le moindre engagement en faveur des droits de l'homme vis-à-vis de M. Mitterrand ? M. Dumas s'est refusé à toute précision sur ce point, car « les conversations entre chefs d'Etat ne sont pas des conversations de comptables ».

Le ministre a souligné que la récente nomination d'un « Monsieur bons offices » pour l'Iran, l'ambassadeur Jacques Martin, « ne veut pas dire que nous allons changer de politique » à l'égard de Téhéran. Il a tenu, à ce propos, à rejeter le mot de « rééquilibrage » de la position de la France entre l'Irak et l'Iran, employé par un des journalistes qui l'interrogeaient. M. Dumas a également indiqué que la mission de parlementaires français, conduite par M. Jean-Marie Dreyer (UDF), qui est arrivée vendredi soir à Téhéran, « ne va rien négocier, car seul le gouvernement négocie ». Il a, par ailleurs, indiqué que le sort des quatre otages français détenus au Liban était « au cœur de ses préoccupations », mais que leur détention n'était pas de nature à « influencer des relations d'Etat à Etat » entre Paris et Beyrouth.

Sur CFM de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à Saint-Nazaire-La Beule (94,8) à Limoges (102,1 MHz) à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 16 DÉCEMBRE

AN 0 « le Monde » 47-20-52-97

présenté par FRANÇOIS KOCH

La Coupe du monde de football et les chances de la France

avec JEAN-JACQUES BOZONNET

MARDI 17 DÉCEMBRE

« le Monde » reçoit PHILIPPE BRUNON PDG DU GROUPE HÉDARD avec PHILIPPE BOUCHER

Pantalone DOUBLÉS, POUR HOMME, en flanelle : 189 francs !

Une belle tenue en flanelle, 100 % coton, en tissu Dorel, 100 % à 990 F, un perçage cassure et l'anneau à 990 F. Pourquoi ces prix incroyables ? Parce que les créations masculines Guy d'Ambert sont désormais vendues, même les grandes tailles jusqu'à 62, en direct, par les Entreprises du Marché, 100 % S.S. Sébastien-Froest, 3, rue du Port-saint-Croix-37, du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

Le numéro du « Monde » daté 14 décembre 1985 a été tiré à 470 058 exemplaires

POMME 24 AC

L'union du Ve dans les m comme l'une de me les hommes sur le site de Po comme si les ac quiper le scrt.



L'AVENIR DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Peut-on encore parler de mouvement communiste international après la « normalisation » du « printemps de Prague », l'échec de l'eurocommunisme, l'invasion de l'Afghanistan, la répression du syndicalisme en Pologne ?

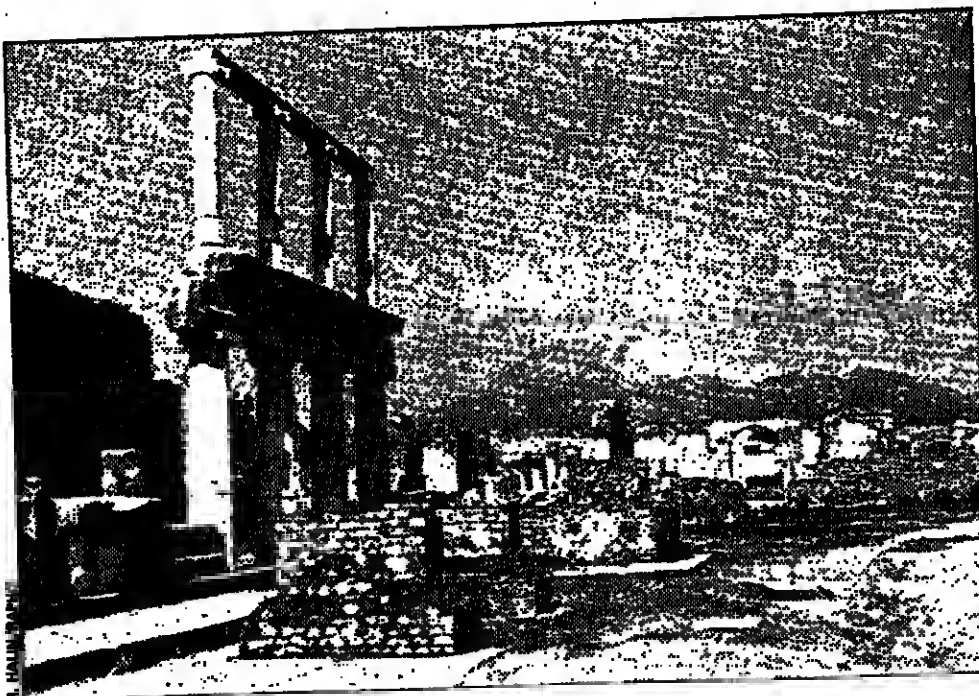
Les partis frères entretiennent des relations bilatérales, mais sans qu'il soit question de stratégie ni même, peut-être, de doctrine communes.

Mikhaïl Gorbatchev veut-il redonner corps à un messianisme communiste à travers le monde ? (Pages III à V.)

POMPÉI, 24 AOUT 79...

L'éruption du Vésuve en 79 de notre ère reste dans les mémoires comme l'une des premières grandes catastrophes naturelles que les hommes de l'histoire moderne aient eu à subir.

Sur le site de Pompéi, les recherches se poursuivent inlassablement, comme si les scientifiques voulaient, en levant les derniers mystères, conjurer le sort. (Pages VIII et IX.)



Supplément au n° 12715. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 15 - Lundi 16 décembre 1985.

LECTEURS, FIDÈLES ET ACTIONNAIRES

LANCÉ le 2 décembre par la Société des lecteurs du Monde, l'appel public à l'épargne aura atteint son but en dix jours. Attachement à un journal, fidélité à une idée. Le courrier en témoigne.

SOLEIL

Je lis le Monde depuis sa création. Pour moi, un jour sans votre journal est un jour sans lumière, sans soleil. J'ai soixante-douze ans, et ma retraite ne me permet pas de faire mieux ; acceptez néanmoins ma modeste contribution au capital de votre société.

A. ABRANSON
(Paris).

EQUIPE

J'ai suivi les conseils, fort courtois, qui étaient prodigués et renoncés à « visiter le Monde » mais je ne renonce pas au Monde dont je suis un lecteur assidu depuis... son origine ! Que le redressement du Monde se poursuive grâce aux modestes mais nombreuses contributions de ses lecteurs. Que fusions nous sans lui, son équipe, ses journalistes.

J. NORMAND
(Paris).

PATRIMOINE

C'est bien la moins que je puisse faire... « Le Monde » m'a apporté beaucoup depuis quarante ans (j'en ai soixante) dans tous les domaines : économique, politique, culturel. Je l'ai, de tout temps, considéré un peu comme une partie de mon patrimoine. Il était temps que j'en donne la preuve concrète.

GUY MERMET
(Grenoble, Isère).

DÉMOCRATIE

Je suis très heureux de contribuer au soutien financier du Monde. C'est une pièce maîtresse dans l'information démocratique de notre pays. Or la recherche de l'objectivité dans le respect des personnes est la base même de la non-violence. Le Monde nous est indispensable.

ROGER FAVRY
(Non-Violence 82).

POUR LES AUTRES

Je ne résiste pas au plaisir de joindre quelques lignes à ma souscription. « Vieil » abonné du Monde (autour de l'année 50, sauf erreur) — et fidèle, même lorsque, par deux fois, le chômage m'avait mis dans une situation difficile. — j'espère qu'il restera bien deux actions pour moi. Ma demande est modeste, pensant souhaitable que le plus grand nombre puisse participer...

LOUIS BERTRAND
(Belfort).

FIERTE

Je suis très heureux de vous adresser ma souscription afin d'avoir l'honneur et la fierté d'appartenir à la Société des lecteurs du Monde.

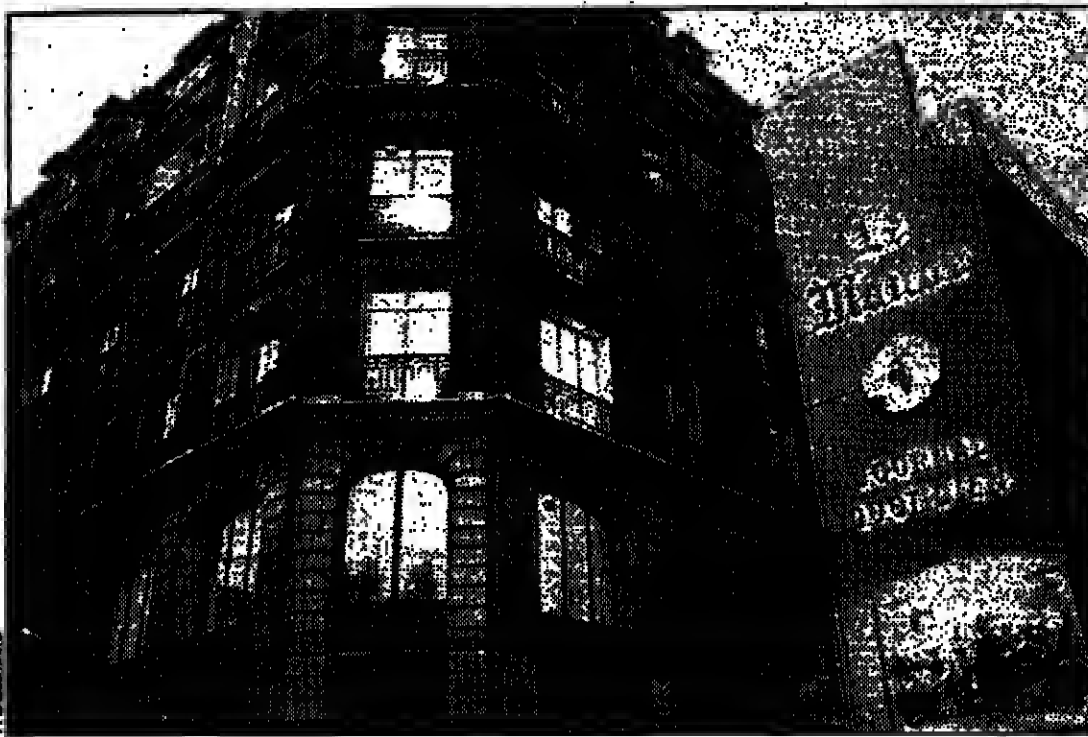
Je suis certain que notre journal continuera longtemps à représenter ce qu'il y a de meilleur dans la presse de notre pays. Je vous souhaite une réussite « franche et massive » comme disait qui vous savez.

ROBERT PERRAUDIN
(Dijon, Côte-d'Or).

AU LOIN

Lectrice assidue du Monde depuis plus de dix ans, je regrette de n'avoir pas pu bénéficier de la journée portes ouvertes. Pour les Français résidant à l'étranger, ce journal est plus qu'un journal ; il tient compagnie et représente un lien très fort avec notre pays, notre famille, nos amis. Les jours où on ne le trouve pas dans le kiosque, on se sent très malheureux et très seul. Longue vie au Monde.

ODILE ROUSSEL
(Casablanca, Maroc).



SOULAGEMENT

(...) J'ai suivi avec anxiété — le mot est juste — les difficultés qui vous ont assaillies pendant près de trois ans, repensant à la fameuse opération « 2 francs » qui avait répondu au refus de Guy Mollet de porter à ce prix un quotidien qui gênait tant de gens. C'est dire que j'ai accueilli avec un grand soulagement votre décision de faire participer les lecteurs à la vie financière — et donc à la vie tout court — de notre journal (...).

ANNIE PERRIN
(Vergt, Dordogne).

PRÉCIEUX

Avec ses compliments et ses encouragements au vu de la communication, « l'un des droits les plus précieux de l'homme » (article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789).

JEAN GICQUEL
(Paris).

BON COURAGE !

Je suis heureux de vous accorder une modeste souscription (je ne suis qu'un « petit prof » à la retraite). Je suis de tout cœur avec vous. Bon courage et que vive le Monde !

G. MORILLON
(Melun, Seine-et-Marne).

CONTRE LE SILENCE

(...) Je dois dire que la lecture quotidienne du Monde, auquel je me suis immédiatement abonné et que je lis avidement depuis quinze ans, a été le moyen qui m'a permis de m'adapter à cette vie nouvelle silencieuse et austère car ce journal, dont je suis devenu « dépendant », soutient mes réflexions, nourrit parfois mes méditations et me donne l'impression que je participe toujours à une vie active et bouillonnante d'idées (...).

ANDRÉE LABIT
(Miradot, Tarn).

SOUTIEN

Merci d'accepter ma modeste contribution. Mon souci n'est pas d'être souscripteur ou actionnaire d'un quotidien mais surtout d'être le soutien fidèle d'un journal, mon journal, dont à aucun moment je ne peux envisager la disparition.

J'adresse mon amitié à ceux qui chaque jour depuis près de vingt ans, par la qualité de leur travail, constituent une source culturelle essentielle.

PATRICK BOURGUET
(Saint-Germain-lès-Corbelle, Essonne).

COMPAGNON

Lectrice de votre journal depuis vingt-cinq ans environ — j'ai commencé, adolescente, par lire les chroniques littéraires, puis économiques de celui qu'achetaient mes parents, — abonnée depuis plusieurs années, ce journal est devenu comme un compagnon dont je ne peux plus me passer et à mes yeux le meilleur journal d'information existant en France actuellement (...).

HELENE LESAGE
(Grenoble, Isère).

SAUVEGARDE

Lecteur fidèle du Monde depuis plus de trente ans, je n'ai jamais eu l'occasion de soutenir concrètement votre journal. Aujourd'hui, vous avez lancé une souscription pour une augmentation de capital. J'y réponds avec enthousiasme ; je connais vos difficultés et je souhaite participer personnellement à la mission de sauvegarde de la liberté d'information et de l'indépendance financière de mon journal (...).

MICHEL PETIT
(Auxerre, Yonne).

MATIN

Ci-joint ma modeste contribution à la Société des lecteurs. Au moment où s'exacerbe le discours politique, il importe que vous gardiez votre indépendance et continuiez à rechercher toujours l'objectivité sans pour autant rester indifférent aux événements.

Je formule toutefois un souhait. C'est que vous deveniez un journal du matin, ce qui permettrait aux gens de la campagne que nous sommes de rester plus près de l'actualité.

A. ROCHE
(Bois, Loire).

ÉPANOUISSSEMENT

C'est avec joie, parce que le Monde a été depuis vingt ans — et depuis mes vingt ans — l'instrument fondamental de mon épanouissement intellectuel (tant pis si c'est pompeux, c'est vrai !). Je participe à sa Société des lecteurs... Longue vie au Monde !

GÉRARD DENIS
(Toulon, Var).

SOUHAITS

Je suis abonné au Monde depuis le 1^{er} janvier 1947. Certes, je n'ai pas toujours été en accord avec certaines positions du journal de M. Beauve-Méry. Mais j'ai très vivement déploré les dérives diverses du Monde depuis une dizaine d'années. Je souhaite que la Société des lecteurs aide le Monde à fournir une information correcte et non dogmatique, ni idéologique, ni trop caractéristique.

D. GILBERT ROCHER
(Paris).

ESTIME

Mon mari décédé depuis peu était un ardent défenseur et un fidèle lecteur de votre journal. Aussi il n'aurait pas manqué de vous manifester, par une aide financière, l'estime qu'il avait pour vous.

Avec nos remerciements pour vous tous qui participez à l'élaboration de cet outil précieux à notre information.

LUCETTE GUYON
(Paris).

CONFIANCE

Voilà longtemps que je souhaitais avoir l'occasion de participer à l'œuvre de redressement de votre journal. Je reste à sa disposition s'il en est besoin, mais j'espère que les souscriptions vont être rapides, nombreuses et suffisantes ; ce sera une belle marque de confiance envers un journal irremplaçable.

Je profite de l'occasion pour vous dire combien je me suis réjoui d'apprendre que son attitude courageuse et intelligente dans l'affaire Greenpeace lui avait valu de nombreux lecteurs supplémentaires.

M^{me} M. SUCHAIL
(Sète, Hérault).

« LE MONDE »

En liminaire d'une modeste souscription au capital du journal, je me suis livré à une petite analyse des motivations de ce geste venant d'un vieux lecteur du Monde.

(...) Lecture quotidienne avec l'intime mélange de la délectation et de l'exaspération, mais qui a fini par former (ou déformer) toute ma culture dans les branches qui m'intéressaient : historique, économique, sociale, littéraire, etc., de telle sorte que je me demande parfois si, armé de mes seuls souvenirs de lecture du Monde, je ne pourrais point passer quelque grand oral de concours (...).

Vous m'avez appris le relativisme des croyances et des idéologies, confortant au passage celles qui me venaient de la doctrine sociale de l'Eglise. J'y ai gagné davantage de tolérance, mais hélas de scepticisme, et le ciel des certitudes de nos vertes années s'est éloigné, heureusement avec l'anfer qui l'accompagnait la plus souvent...

(...) Ayant dépensé en trente-sept ans quelque 41 625 francs pour ma lecture quotidienne, je peux y ajouter la souscription de deux actions.

FRANCIQUE FERRET
(Montbrison, Loire).

CONCRET

Abonnés à votre journal depuis sa création, nous nous réjouissons au plus haut point de l'initiative qui vous permet de vos lecteurs de participer concrètement à la vie matérielle d'un quotidien sans lequel l'existence même de nombreux Français (et de pas mal d'étrangers) ne serait plus ce qu'elle est (...).

M. et M^{me} RENÉ DESNOUX
(Luzon, Vendée).

ATTENTE

(...) Je voulais aussi vous dire, en tant que lecteur, que la relation que l'on peut avoir avec le Monde est tout à fait différente de celle que l'on a avec d'autres quotidiens. Il y a un élément passionnel qui fait du couple lecteur-Monde quelque chose d'unique dans la presse.

Quelques regrets : les provinciaux sont toujours mal lotis. J'ai envie ceux qui ont pu visiter votre journal, comme j'envie ceux qui peuvent le lire dès 12 h 30. Nous, en Gironde, nous attendons le lendemain. Insupportable et délicate attente...

JACQUES LAROCHE
(La Réole, Gironde).

INDÉPENDANCE

Fidèle lecteur du Monde depuis sa création, et plein du souvenir de ce journal naissant peu après l'époque où je fus sévère de journaliste, n'ayant jamais voulu pendant l'Occupation acheter un exemplaire de cette si horrible presse, je tiens dans la mesure de mes modestes moyens — à participer à la souscription qui doit permettre au Monde de retrouver son équilibre et maintenir son indépendance (...).

D^{re} MICHEL FRAENKEL
(Paris).

PLAISIR ET SÉRIEUX

Bien que non-millénaire, je ne sais plus si je me fais honneur ou si ce n'est pas plutôt le journal qui nous fait honneur en nous proposant de devenir souscripteur. Sans aucun doute, il est synonyme de sérieux : ce qui n'exclut pas le plaisir de le lire. Mais, comme vous le dites, c'est bien pour mieux déchiffrer l'avenir et ses embrouilles que nous « soutenons » encore plus de vivacité au journal (...).

DOMINIQUE PIAY
(Lyon, Rhône).

INTERNATIONAL

Lecteur assidu du Monde depuis plus de vingt années, celui-ci m'a suivi grâce à mes abonnements au Mexique, en Grèce, en Indonésie et enfin en Chine ! Cette action me donne, en l'espérant, l'immense satisfaction de coopérer un peu à l'expansion d'un quotidien que beaucoup d'étrangers nous envient. La diversité et la qualité des membres du conseil d'administration de la Société des lecteurs laissent espérer un soutien efficace et constructif au futur du Monde !

SERGE MATESCO
(Paris).

SOIXANTE BOUGIES

C'est avec le plus grand respect et beaucoup de gratitude que je m'adresse à ceux qui font le Monde, mon journal préféré. Et c'est quotidiennement que je le sollicite sur des questions de politique intérieure, extérieure, économique... Alors, pour une fois qu'un mode de réciprocité se présente, je n'hésite pas. Par symbole et confiance, j'ai souscrit une action pour ma petite fille qui n'a que six mois, mais qui sera certainement une de vos fidèles lectrices quand vous aurez « soixantaine ans », inscrit au haut à gauche de la première page.

T. LE NAY
(Savigny, Loire-Atlantique).

ESPACE VITAL

A voir les piles de Monde qui s'entassent parfois chez moi et qui limitent ainsi mon espace vital (articles pas encore lus, numéros à conserver, pas assez de temps pour me plonger dans une lecture esquisse et quotidienne), je ne suis pas loin de penser que je vis une sorte d'histoire d'amour avec mon journal, malgré certains égarements parfois. Et cela depuis trente ans (...).

PIERRE WAUQUIER
(Paris).

FAMILLE

Fidèle lecteur de votre journal depuis l'âge de dix-sept ans (j'en ai trente-trois), je ne peux que me réjouir du succès de votre journée « portes ouvertes ». Avec ma famille, mes études, le Monde a été et reste toujours le complément indispensable à ma culture générale. Il est devenu ma drogue, ma joie de lire un journal... Après avoir vu mes parents rentrer le soir avec ce journal sous le bras, je souhaite pouvoir transmettre à mes enfants ce plaisir quotidien !

JEAN PHILIPPOT
(Yverges, Hauts-de-Seine).

CULTURE

(...) Bien sûr, je vous lis d'abord pour être, tout simplement, informé (conjointement avec l'Unité et la Dépêche du Midi, Espoir, et simultanément, professionnellement). Mais surtout, je m'enrichis mieux compte au bout de tant d'années, parce que, d'accord ou pas avec vous, est lié ou tel problème, vous faites partie intégrante de ma culture : je vous écris cela sans répondre, parce que c'est vrai, en tout cas pour moi (...).

RAYMOND VIDAL-PRADINES
(Le Mas d'Azil, Ariège).

SI DIFFICULTÉS...

Abonnée (au nom de mon mari, Rolf Kremer, décédé en 1982) au Monde depuis qu'il existait, sans aucune interruption, je me suis souvenue de la dernière fois que j'ai lu le Monde, et donc impossible de ne pas penser au Monde, et non loin de penser, comme j'avais déclaré à la télévision M. Alain Krivine : « La disparition du Monde, ce serait une catastrophe » (...).

Tous nos vœux vous accompagnent pour votre réussite, et si vous avez des difficultés, dites-le nous, je serai personnellement pas tous jours aussi fauchée qu'en ce mois de décembre.

EMILIE KREMER
(Plumecornay, Val-de-Marne).

BONNE SANTÉ

Je n'ai pas compris toutes les explications que vous donnez dans votre note d'information, mais j'y ai retenu que le Monde avait besoin de ses lecteurs. Je vous lis de la première à la dernière page, tous les jours depuis les années 50, et, à ce titre, je peux vous assurer que vos lecteurs ont encore plus besoin de vous que vous n'avez besoin d'eux. Peut-être pourrions-nous composer le couple le Monde-lecteur au couple médecin-malade : « une conscience qui rencontre une confiance ». Mais le Monde n'est plus malade, et avec ma modeste contribution, je lui souhaite longue vie et bonne santé.

Docteur Ch. LANOT
(Martrou, Orne).

ATTACHEMENT

J'ai bénéficié durant vingt ans de votre vision de l'information. J'ai suivi avec une certaine tristesse les difficultés que vous avez rencontrées. La seule aide, modeste, que j'ai pu vous marquer a été de m'abonner.

Je suis heureux que vous me donniez l'occasion, ce jour, de confirmer l'attachement à ce que vous représentez, et vous prie de trouver ci-contre ordre de souscription à l'augmentation de capital. La qualité vous va bien. Continuez !

PATRICE GOURY
(Nevers, Nièvre).

HÉLAS !

« Il m'est, hélas ! impossible (et ce moment) de souscrire. Mais j'espère que votre initiative aura le succès qu'elle mérite. Bravo pour ce nouveau départ. »

Cordialement,
G. GAULON
(La Courbe, Puy-de-Dôme).

COMMUNISME

GORBATCHEV
ENTRE
LA FAUCILLE
ET
LE MARTEAU

Pressé de se forger une image personnelle et de redorer le blason de l'URSS, le numéro un soviétique a-t-il aussi l'intention de relancer le débat doctrinal et de ranimer le mouvement communiste international ? Des spécialistes en débattent.



Paris, 4 octobre 1985. Mikhaïl Gorbatchev, accompagné de Vadim Zagladine, l'un des responsables des relations internationales du PC soviétique, visite la maison de Lénine, rue Marie-Rose, dans le 14^e arrondissement.

La période brejnévienne, marquée par l'intervention militaire contre le « printemps de Prague », en 1968, par la tentative et l'échec de l'eurocommunisme, au milieu des années 70, puis par l'invasion de l'Afghanistan en 1979 et la répression du syndicalisme polonais en 1981, aura été celle des divisions et d'une paralysie du mouvement en tant que tel. Mikhaïl Gorbatchev peut-il, veut-il redonner corps à un messianisme communiste à travers le monde ?

Tel est l'objet du débat qui réunit, ici, Lily Marcou, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques (Centre d'études et de recherches internationales), spécialiste du mouvement communiste ; Alain Jacob, adjoint au chef du service étranger du Monde ; Thomas Schreiber, spécialiste des pays de l'Est à Radio-France internationale, et Patrick Jarreau, du service politique du Monde.

Patrick Jarreau. — Il serait peut-être utile, pour commencer, de rappeler comment se répartit, entre les diverses structures de direction, la charge des relations de parti-Etat soviétique avec son environnement international et, au sein de celui-ci, avec ce que l'on appelle le « camp socialiste ».

Lily Marcou. — La politique étrangère soviétique a toujours eu deux bras : celui des relations interétatiques, dominé par la Realpolitik et géré par le ministère des affaires étrangères, qui

élaboré la diplomatie dans le sens classique du terme. On a eu là, durant quarante-cinq ans, deux maîtres de maison : Molotov et Gromyko. L'autre bras est géré par le département international du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, avec ses deux sous-départements : l'un pour les partis communistes au pouvoir, l'autre pour les PC des pays capitalistes.

Trois hommes ont dominé cet ensemble : Sousslov, l'idéologue, « numéro deux » du régime, Ponomarev et l'adjoint de ce dernier, Zagladine. On a vu, après la mort de Sousslov en 1982, que ses successeurs à ce poste sont, l'un après l'autre, devenus secrétaire général, ce qui montre l'importance de la fonction. On néglige souvent cet aspect de la politique étrangère soviétique — relations interparties, messianisme, idéologie, — qui est aussi important que celui des relations entre Etats.

Alain Jacob. — L'organisation du parti et celle de l'Etat sont étroitement liées, en particulier pour ce qui concerne les relations internationales. Vous avez raison de dire que ce sont deux bras. Les relations avec les partis communistes des pays de l'Est et avec les PC occidentaux — et la Chine, bien entendu — sont menées en jouant sur des registres variés suivant les intérêts de l'Etat, la question étant de savoir si les préoccupations idéologiques jouent un rôle constant ou s'il y a des hauts et des bas.

Il me semble qu'il y a eu une époque où ces contraintes idéologiques — dictature du prolétariat, internationalisme prolétarien, etc. — ont joué un rôle très important, cela jusqu'au début des années 70, surtout au moment de la Tchécoslovaquie, et que ces contraintes ont perdu une partie de leur importance dans les années qui ont suivi.

P. J. — Pourrait-on préciser les contours de l'espace géopolitique qui relève du département international du PCUS et la place du « système socialiste mondial » dans cet ensemble. Un pays comme l'Angola, par exemple, en fait-il partie et, si oui, à quel moment y est-il entré ?

L. M. — L'Angola ne fait pas partie du « système socialiste mondial ». C'est un « pays à orientation socialiste ». Le système socialiste mondial est formé par les pays où le socialisme, selon les Soviétiques, a vraiment triomphé : les sept signataires du pacte de Varsovie, les dix membres du COMECON, plus la Chine, la Corée du Nord, la Yougoslavie, l'Albanie. Dans des pays comme l'Angola, l'Ethiopie, l'Afghanistan, le Cambodge, les Soviétiques considèrent que le socialisme n'est encore qu'une orientation. Les relations avec ces pays relèvent davantage de la diplomatie que de l'idéologie.

A. J. — Les Soviétiques ont un sens très aigu du tiers-monde, qui forme, pour eux, une catégorie complètement à part. Exemples de pays qui rentrent dans cette

catégorie : l'Ethiopie, l'Angola. Il y a la catégorie des pays qui font partie de la famille : le pacte de Varsovie. Viennent ensuite les « cousins » : les pays du COMECON non signataires du pacte, comme le Vietnam et Cuba.

Thomas Schreiber. — Les rapports bilatéraux ne prennent-ils pas le pas sur la recherche d'une conférence, dans la politique des Soviétiques ?

Pas de conférence mondiale depuis 1969

L. M. — Depuis Staline, les Soviétiques ont toujours aimé les rapports bilatéraux, mais en même temps ils cultivent jusqu'à l'obsession le fantasme de la conférence mondiale des PC. Cela jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir. Cette conférence, pour eux, c'est un peu comme « l'an prochain à Jérusalem ».

Pour le PC au pouvoir, il existe une structure qu'on connaît mal, c'est la conférence idéologique des secrétaires des comités centraux, qui démarre en 1970. C'est une suite des événements de Prague, après lesquels Brejnev avait dit, à la conférence de juin 1969, qu'il fallait intégrer idéologiquement les PC au pouvoir, surtout en Europe de l'Est. Cette conférence, qui se réunit tous les ans, dépasse le cadre du COMECON, puisque le Laos, qui n'est pas membre de ce dernier, participe à ces réunions.

Tous les partis au pouvoir de la communauté socialiste assistent à ces réunions, mais avec des degrés de représentation variables. Les Roumains, par exemple, envoient un dirigeant de troisième rang, tandis que les Soviétiques, les Tchécoslovaques, les Bulgares ou, même, les Hongrois sont représentés au plus haut niveau.

T. S. — A la suite de ces réunions, il y a les réactions de la presse, qui sont toujours différentes d'un pays à l'autre. Cette tendance à la nationalisation des conceptions et des appareils tend à se développer dans tous les pays de l'Est, même en Bulgarie, de sorte que, sur le plan idéologique, il n'y a plus qu'une unité de façade, dans la répétition de certains slogans. On valorise l'apport national à la construction du socialisme.

L. M. — Il n'y a plus eu de conférence mondiale semblable à celle de juin 1969 à Moscou, mais les Soviétiques tentent de dissimuler cette situation grâce à une conférence qu'ils organisent périodiquement (à peu près tous les trois ans) à Prague, autour de la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*. C'est la « conférence pour le bilan d'activité de la revue ». La dernière en date a eu lieu en décembre 1984. Chaque fois, la presse soviétique la présente comme une grande conférence mondiale des PC, et les organes du PC italien — ceux du PC français le faisaient aussi dans les bonnes années de l'eurocommunisme — rappellent qu'il ne

s'agit que d'un bilan concernant l'activité d'une revue.

L'année dernière, les Allemands de l'Est, les Autrichiens et les Argentins ont proposé, dans le cadre de cette réunion de Prague, la convocation de la conférence mondiale. Le délégué japonais a fait un éclat, en affirmant qu'il n'y aurait plus jamais de conférence mondiale, tandis que le délégué italien n'a rien dit. La presse italienne s'est demandé s'il fallait voir là, après la mort de Berlinguer, un signe de l'abandon de l'eurocommunisme par le PCI. Les Yougoslaves se sont émus, et Natta, le secrétaire général du PCI, a dû donner une interview à la revue *Nin*, de Belgrade, pour expliquer le silence du représentant italien à Prague et réaffirmer que son parti ne participerait plus jamais, comme il l'avait dit en 1976, à une conférence mondiale.

Les Soviétiques n'ont donc pas renoncé au projet d'une conférence mondiale, encore qu'il paraisse quelque peu estompé depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Sur les quatre-vingt-dix-huit PC existant dans le monde, Moscou parviendrait certainement à en réunir une soixantaine, mais des partis de premier plan refusent cette perspective : les Coréens, les Chinois, les Yougoslaves, les Roumains, les Albaniens, les Italiens, et même les Français, lesquels, l'an dernier, sans le dire publiquement, ont répondu non aux Soviétiques sur ce projet.

(Lire la suite page IV.)

صوت من الداخل

IV LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 15-LUNDI 16 DÉCEMBRE 1985

COMMUNISME

ENTRE LA FAUCILLE ET LE MARTEAU

(Suite de la page III.)

A. J. — Je ne suis pas sûr que ce soit toujours un sujet d'actualité, si l'on en juge d'après ce que nous avons pu lire depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Qu'on ne renonce pas à un projet que l'on fait encore évoquer par d'autres, c'est possible, mais, manifestement, la conférence mondiale ne figure pas au rang des priorités de Gorbatchev.

L. M. — La politique de Gorbatchev vis-à-vis du mouvement communiste reste un sujet d'interrogation, à la différence de sa politique intérieure et de sa politique vis-à-vis de l'Ouest.

A. J. — Il y a eu des actions dans des sens divergents. Action classique avec les Finlandais et avec les Espagnols : quand les Soviétiques appuient ouvertement les minoritaires orthodoxes du parti finlandais ou quand Gorbatchev reçoit les scissionnistes espagnols en Crimée, on reste dans la ligne antérieure. Mais le même Gorbatchev, avant d'arriver au pouvoir, avait dit aux Italiens, lors des obsèques de Berlinguer, que celui-ci n'avait pas toujours eu tort et que certaines de ses critiques avaient été utiles.

» Lors de sa dernière rencontre avec Marchais, Gorbatchev est allé, aussi, dans le sens des nouvelles règles du jeu souhaitées par les Français.

L. M. — Lors des obsèques de Tchernenko, Natta est allé à Moscou et a eu un entretien avec Gorbatchev, accompagné de Pomomarev. Ce dernier a voulu relancer la querelle des années 1982-1983, mais Gorbatchev l'a fait taire en expliquant que c'était l'avenir qui importait.

P. J. — Il faut citer l'affaire du projet Eureka, qui est ambiguë : pression soviétique ou débat normal au sein du mouvement communiste ? Le PCF avait pris position contre Eureka, accusé d'être une manœuvre européenne de l'Initiative de défense stratégique américaine. Un entretien accordé au Monde par Honecker, chef de l'Etat et du parti est-allemand, portant une appréciation positive sur Eureka, a mécontenté Marchais (1). Le secrétaire général a débattu du problème avec Gorbatchev début septembre, puis lors de la visite du dirigeant soviétique à Paris en octobre.

» Finalement, dans le document adopté par le comité central du PCF pour les élections de mars prochain, il est écrit : « Nous proposons que [le projet Eureka] ait pour vocation le développement scientifique et technologique et les applications civiles », ce qui représente une évolution par rapport à la pure et simple condamnation antérieure. Sur une question comme celle-là, le PCF ne peut pas, aujourd'hui, être en contradiction avec le bloc soviétique.

» Comment comprendre, cependant, la phrase du communiqué commun Gorbatchev-Marchais affirmant que les PC agissent dans des situations dont « la diversité s'élargit sans cesse » ? Est-ce purement formel, ou bien est-ce le signe de la prise de conscience d'une réalité que les Soviétiques avaient, jusqu'alors, tendance à nier ?

L. M. — Gorbatchev, qui n'est pas un homme formé par l'Internationale communiste, peut plus facilement percevoir le monde tel qu'il est, et non le fantasmer comme le faisaient les dirigeants précédents. Cela dit, en janvier 1980, face à Brejnev, Marchais s'était battu, en vain, pour que les « divergences » mentionnées dans le communiqué commun soient précisées comme divergences sur la démocratie. Je ne sais pas s'il a fait la même tentative avec Gorbatchev en septembre dernier, mais rien n'a changé sur ce point.

P. J. — S'agissant de la Chine, quel est le rôle des PC occidentaux — l'italien et le français — ou d'Europe de l'Est par rapport aux

relations entre ce pays et l'Union soviétique ? En allant à Pékin, Berlinguer puis Marchais ont-ils été des explorateurs, voire des commis-voyageurs pour le compte des Soviétiques, ou bien ont-ils accompagné une évolution qui se faisait tout à fait en dehors d'eux ?

A. J. — Les relations entre les Chinois et les Soviétiques sont beaucoup trop complexes pour les uns et les autres pour être confiées à quiconque. Il n'y a que les Etats-Unis qui, à la rigueur, peuvent avoir un mot à dire. Ni les Italiens ni les Français n'avaient accepté une condamnation collective de la Chine lors de la rupture du début des années 60. En 1969 encore, les Soviétiques ont essayé d'obtenir cette condamnation ; ils n'y sont pas parvenus. Pas davantage après les combats entre Chinois et Soviétiques sur l'Oussouri.

» Cela n'a pas empêché le PCF et le PCI de critiquer la politique chinoise, mais, après la mort de Mao, la Révolution culturelle étant condamnée, il n'y a plus de contentieux. D'autant plus que les Chinois recommencent à parler avec les Soviétiques et que, de part et d'autre, on dit que la normalisation est souhaitée. La voie est donc libre entre le parti chinois et les partis occidentaux, sur un plan bilatéral. Les Chinois n'en ont pas moins eu, semble-t-il, à un certain moment, des idées sur une sorte de rencontre générale, mais informelle. Ils en ont parlé aux Yougoslaves. La proposition a été très fraîchement accueillie par les partis qui refusaient une telle initiative venant des Soviétiques et qui voyaient mal comment ils pourraient accepter l'offre chinoise.

P. J. — La normalisation des relations d'Etat à Etat entre la Chine et l'Union soviétique signifie-t-elle le retour de la première dans l'ensemble communiste mondial ?

L. M. — Il y a un retour de la Chine dans le mouvement communiste international, ou, pour être plus précis, dans certaines franges de ce mouvement. Ce retour est passé, d'abord, par les partis eurocommunistes et, dès 1977, avec les Yougoslaves. Avec ces partis, ils font leur autocritique, ils reconnaissent leurs torts. Ils ne l'ont jamais fait avec les Russes, sauf sur le « révisionnisme ». Et encore... Ils font plutôt une analyse théorique, sans jamais dire : « Nous avons eu tort de traiter les Soviétiques de révisionnistes ».

A. J. — Quand on écrit qu'il n'appartient pas à un parti quelconque de traiter un autre de révisionniste, ce qu'on écrit les Chinois, qui peut-on viser ?

L. M. — Ils ont traité tous les autres PC de révisionnistes ! Le problème, c'est qu'il n'y a pas d'autocritique concernant les relations avec le PCUS. D'où le fait que les rapports avec l'Union soviétique sont placés sur un tout autre registre que ceux qui existent avec les PC occidentaux. Avec l'Union soviétique, les Chinois ont uniquement des relations d'Etat à Etat, de même qu'avec les pays de l'Est. Les Chinois ont des relations privilégiées avec les Roumains — avec lesquels ils n'ont jamais rompu — et avec les Yougoslaves, dont l'exemple les séduit ; mais avec les Hongrois, par exemple, on fait des affaires, sans relations entre partis. Ils conservent, ils entretiennent, même, vis-à-vis des Soviétiques, une distance idéologique qui est le gage de leur indépendance.

T. S. — Existe-t-il encore des partis inconditionnellement prosoviétiques dans le monde ? Et, d'autre part, Gorbatchev ne serait-il pas le champion d'une sorte d'« indépendance dans l'interdépendance » pour les pays socialistes ? Ne préfère-t-il pas les Hongrois ou les Allemands de



1984 : Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS, et Erich Honecker, chef de l'Etat est-allemand, lors du 35^e anniversaire de la RDA.

l'Est, qui sont des alliés beaucoup plus fiables pour l'Union soviétique, que les Roumains ?

Nord-Américains et prosoviétiques

L. M. — Il est trop tôt pour répondre à cette question. La diplomatie interne au mouvement communiste est beaucoup plus souterraine que la diplomatie étatique, et il faut quelques années pour apercevoir les changements.

» Des partis inconditionnellement prosoviétiques, il y en a : celui des Etats-Unis, par exemple, celui du Canada, certains partis latino-américains, les PC portugais et grec. Il est possible que ces partis se trouvent déjà en retard par rapport à la nouvelle direction soviétique.

A. J. — Pour les pays de l'Est, le point de vue soviétique, depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, semble être très pragmatique : il y a ceux qui marchent et ceux qui ne marchent pas. Pour les premiers, tant que ça marche, on les laisse faire ; c'est le cas de la Hongrie et de la RDA. On va probablement laisser Honecker aller en Sarre bientôt ; on laisse Kadar se promener en Grande-Bretagne, ouvrir une Bourse des valeurs à Budapest.

» En revanche, s'agissant de la Bulgarie, où l'on risque de connaître des tensions sociales et politiques, le « grand frère » se sent tenu d'intervenir. On peut se demander ce qu'il va faire vis-à-vis de la Roumanie.

L. M. — Ce qui se passe en Roumanie est effrayant. C'est pire qu'en Albanie. Ce n'est pas plus une popularité, et le pays est au bord du gouffre. On voit mal comment cela va se terminer.

P. J. — Est-ce que l'entrée de l'armée soviétique en Afghanistan, puis les événements de Pologne ont provoqué, dans le mouvement communiste, des clivages durables et d'une importance comparable à celle des ruptures entraînées par l'intervention militaire contre le « printemps de Prague » en 1968 ?

L. M. — Il y a eu le débat des années 1981-1983 autour des Italiens, après la déclaration de Berlinguer sur l'« épuration » de la « force prolétarienne » de la révolution d'Octobre. Dans les formes, la croisade organisée par les Soviétiques contre les Italiens rappelait celles qu'ils avaient menées contre Tito dans les années 50 et contre Mao Zedong dans les années 60. Une vingtaine de partis ont suivi les Soviétiques dans cette affaire, par des polémiques dans leur presse, répercutées par le bulletin d'information de Prague. Vingt, c'est peu. Les Roumains n'y ont pas participé, les Hongrois un peu. Ce sont surtout les Tchèques, les Allemands et les Bulgares qui sont montés en ligne du côté des pays de l'Est, et, ailleurs, les Indiens, les Danois, les Allemands de l'Ouest, les Portugais, etc.

A. J. — Il me semble que l'Afghanistan a joué un rôle de révélateur de clivages dessinés auparavant.

L. M. — Dans les relations internes au mouvement communiste, les limites de l'acceptable, pour les Soviétiques, sont au nombre de deux. S'agissant d'un parti au pouvoir, ils n'admettent pas qu'il en perde le monopole ; c'est la crainte d'une telle évolution qui les avait fait agir à Prague, en 1968, et qui a dicté leur politique

vis-à-vis de la Pologne. Ils n'admettent pas, en deuxième lieu — et cela est valable pour tous les partis, au pouvoir ou pas — que l'on critique trop leur politique étrangère.

» Ils jugent monstrueuses la formule de l'« hégémonisme », par laquelle les Chinois placent l'Union soviétique et les Etats-Unis sur le même plan, et, même, la notion de « grande puissance », utilisée par les communistes italiens. Une telle notion met en cause, en effet, leur leadership dans le mouvement communiste, dans la « lutte pour la paix » et vis-à-vis du tiers-monde.

Divergence à la Kampou

A. J. — De la même manière que, en diplomatie, on a connu une période d'immobilisme durant les dernières années de Brejnev, la politique soviétique dans le mouvement communiste international a traversé une longue période de stagnation. On a ressassé les thèmes traditionnels, sans qu'aucune idée nouvelle ait été émise, sauf, c'est vrai, en janvier 1980. On voit alors apparaître, dans la déclaration commune Brejnev-Marchais, le mot « divergence », évolution préparée par Zagladine et par Kampou. Pour le reste, rien ne change, et rien n'a changé depuis.

P. J. — Depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, la direction soviétique a fait un effort considérable pour restaurer l'image de l'URSS auprès des opinions occidentales. En revanche, on n'a observé aucune initiative de nature à permettre au mouvement communiste de retrouver un certain rayonnement. Est-ce à dire que, pour les Soviétiques, l'un

doit entraîner l'autre, ou bien ont-ils renoncé provisoirement au combat idéologique ?

L. M. — C'est que la besogne est énorme. Le parallèle avec les Chinois est intéressant. Les Chinois encensent Mao Zedong, mais, dans les faits, ils démontent. Les Soviétiques, eux, clament depuis vingt ans qu'ils ont déstalinisé, ils ont gommé de l'histoire Staline et ne publient plus ses écrits, mais leur idéologie est restée celle de Staline.

A. J. — Reparer du mouvement communiste international, ce serait provoquer des réactions négatives chez tous ceux qui ne veulent plus en entendre parler. Les Soviétiques sont, pratiquement, contraints de se replier sur les relations bilatérales ? Avec qui ? A l'Ouest, le PCF a cessé de représenter un quart des électeurs français, les PC espagnols sont au bord de la marginalisation, et le PCI est encore secoué par la mort de Berlinguer et cherche sa place dans le champ politique italien. Parler de philosophie ? Ce n'est un sujet d'actualité pour personne.

L. M. — Les Soviétiques passent leur temps à additionner les PC pour évoquer leur nombre et expliquer qu'il n'y a pas de crise du mouvement communiste, mais développement. Ils tiennent à la conférence de la revue de Prague, vestige d'une grandeur révolue. Gorbatchev mettra-t-il fin à cet état d'esprit ?

A. J. — Depuis combien de temps n'a-t-on pas entendu parler d'un article théorique original ? En dehors du frémissement eurocommuniste, combattu par les Soviétiques, c'est le vide.

(1) Le Monde du 8 juin 1985.

COMMUNISME

SI TOUS LES PC DU MONDE...

La III^e Internationale est née en mars 1919, à Moscou. D'abord congrès de l'unité des communistes, elle est devenue l'instrument de la domination du PC soviétique sur les partis frères. Soixante-six ans d'histoire marqués par des congrès, des ruptures et des tentatives de rapprochement.

Octobre 1917 : les bolcheviks (communistes), dirigés par Lénine, prennent le pouvoir en Russie.

11 novembre 1918 : fin de la première guerre mondiale.

24 janvier 1919 : le Parti communiste russe adresse à trente-neuf partis, tendances ou groupes ouvriers et socialistes, une invitation signée aussi par huit autres organisations ou partis à un « congrès international des partis prolétaires révolutionnaires ».

2-6 mars : le congrès réunit, à Moscou, cinquante et un participants, représentant trente pays, mais dont la plupart se trouvaient déjà en Russie et, parfois, sont membres du PC russe ; à l'unanimité, moins les cinq abstentions des spartakistes allemands, l'assemblée se constitue en premier congrès de l'Internationale communiste.

Mars-décembre : création de quatorze partis communistes en Europe et en Amérique, par adhésion ou par scission des partis socialistes.

19 juillet 1920 : réunion du deuxième congrès de l'Internationale communiste, en présence de plus de deux cents délégués, représentant trente-cinq pays ; véritable fondation de l'IC, ou Komintern, appelée aussi « III^e Internationale » ; adoption des statuts et des vingt et une conditions d'adhésion, préparées par Lénine ; la perspective retenue est celle d'une généralisation rapide de la révolution.

Septembre 1920 : le Komintern réunit à Bakou (Azerbaïdjan) un « congrès des peuples de l'Orient », auquel participent près de deux mille délégués de divers pays d'Asie.

24-30 décembre 1920 : réunion à Tours du dix-huitième congrès du Parti socialiste SFIO (section française de l'Internationale ouvrière) ; la majorité des délégués votent l'adhésion à l'IC et la création de sa section française, le Parti communiste (SFIC).

22 juin-12 juillet 1921 : troisième congrès de l'IC, premier repli stratégique, mot d'ordre : « Allez aux masses ! ».

18 décembre 1921 : réunion du premier plénum de l'exécutif de l'IC, appel à « front unique prolétaire » avec les socialistes ; Lénine : « Il faut en finir avec les assauts [contre le capitalisme] et passer au siège ».

2-5 avril 1922 : réunion à Berlin d'une conférence associant des représentants de l'IC et de la II^e Internationale (socialiste) ; les communistes considèrent la conférence comme un échec et ne lui donnent pas de suite.

Novembre : quatrième congrès de l'IC ; priorité à la défense de la « Russie des soviets ».

Juin-juillet 1924 : cinquième congrès de l'IC ; centralisation du Komintern autour de la direction soviétique (Lénine est mort en janvier) ; mot d'ordre de « bolchévisation » des PC. Obligation est faite au PC chinois de former une alliance avec la « bourgeoisie nationale » au sein du Kouomintang.

Octobre 1926 : Trotski et Zinoviev ayant perdu la bataille contre Staline, Zinoviev doit quitter la présidence de l'IC ; l'exécutif élit Boukharine à sa place.

Avril 1927 : Tchchang-Kaï-chek, chef du Kouomintang, fait massacrer les communistes de Shanghai. Staline et Boukharine imposent au PC chinois de maintenir leur alliance avec le Kouomintang.

« Classe contre classe »

17 juillet-1^{er} septembre 1928 : sixième congrès de l'IC : « troisième période », caractérisée par la « lutte contre la guerre impérialiste » et la tactique « classe contre classe » contre les socialistes.

30 janvier 1933 : Hitler devient chancelier du Reich.

Juin 1934 : lors de la réunion de la commission préparatoire au septième congrès, Manouïlski, le représentant soviétique, défend l'idée d'un « front unique » avec les socialistes contre le danger fasciste.

Juillet 1935 : septième congrès de l'IC : stratégie de « fronts populaires » avec les socialistes et les autres forces de gauche.

Juillet 1936 : déclenchement de la guerre civile espagnole ; l'IC organise le soutien aux républicains.

1^{er} septembre 1939 : après le pacte germano-soviétique du 23 août, le Komintern définit la guerre provoquée par l'Allemagne comme une « guerre impérialiste », dans laquelle les communistes ne doivent pas s'engager.

22 juin 1941 : les troupes allemandes entrent en Union soviétique ; les PC reçoivent l'ordre de s'engager dans la résistance contre l'Allemagne.

8 juin 1943 : après la conclusion d'une alliance américano-anglo-soviétique, Staline fait adopter par l'exécutif la dissolution du Komintern.

Les « deux camps »

22-27 septembre 1947 : les PC soviétique, yougoslave, bulgare, roumain, hongrois, polonais, tchécoslovaque, français et italien décident en secret, à Szklarska-Poreba (Pologne), la création du Bureau d'information des partis communistes, ou Kominform ; il s'agit, pour Staline, de renforcer les liens avec les partis de la zone d'influence soviétique et les deux grands partis d'Europe occidentale, face au plan Marshall ; Jdanov expose la thèse des « deux camps » ; la création du Kominform est rendue publique à la fin de la réunion.

Juin 1948 : deuxième réunion du Kominform à Bucarest ; condamnation de l'hérésie yougoslave ; début des grandes « affaires » dans les PC, à l'Est (Rajk, Slansky, etc.) et à l'Ouest (Marty et Tillon).

1^{er} octobre 1949 : victoire des communistes chinois contre le Kouomintang, proclamation de la République populaire de Chine.

Novembre 1949 : troisième réunion du Kominform à Matra (Hongrie) ; lancement du Mouvement de la paix.

1950 : quatrième et dernière réunion du Kominform à Bucarest, réunion secrète, dont la date exacte n'est toujours pas connue.

La « déstalinisation »

5 mars 1953 : mort de Staline.

17 avril 1956 : dissolution du Kominform, après la réconciliation soviéto-yougoslave en mai 1955 et le vingtième congrès de « déstalinisation » du PC soviétique en février 1956.

Juin-novembre 1956 : soulèvements en Pologne et en Hongrie ;



Madrid, mars 1977, temps fort de l'eurocommunisme, rencontre des secrétaires généraux, Enrico Berlinguer (Italie), Santiago Carrillo (Espagne) et Georges Marchais (France).

compromis en Pologne (retour de Gomulka), répression en Hongrie (vingt mille morts, exécution de Nagy).

14-19 novembre 1957 : conférence internationale de soixante-huit « partis communistes et ouvriers » à Moscou ; adoption d'un Manifeste pour la paix.

10 novembre-3 décembre 1960 : conférence de quatre-vingt-un PC à Moscou ; les Chinois exigent le droit à la critique à l'égard des Soviétiques ; l'Albanais Hodja dénonce la déstalinisation ; la déclaration finale de la conférence condamne de nouvelles Yougoslaves.

17-31 octobre 1961 : vingt-deuxième congrès du PC soviétique ; Khrouchtchev attaque le PC

albanais, que les Chinois soutiennent.

1962-1964 : les Chinois partent en guerre contre le « révisionnisme » des Soviétiques et des partis qui leur restent fidèles.

Octobre 1964 : éviction de Khrouchtchev, remplacé par Brejnev.

1^{er}-5 mars 1965 : conférence, à Moscou, de dix-neuf PC sur les vingt-six invités ; sont absents les Chinois, les Albanais, les Vietnamiens du Nord, les Coréens du Nord, les Japonais, les Indonésiens et les Roumains.

1965-1966 : aggravation de la guerre menée par les Américains au Vietnam, défaite sanglante du PC indonésien, réunion à La

Havane, sous l'égide du PC cubain, d'une conférence « tricontinentale » (Amérique latine, Afrique, Asie).

26 février-1^{er} mars 1968 : conférence de soixante-huit PC à Moscou.

21 août 1968 : entrée des troupes soviétiques à Prague pour y mettre fin au « socialisme à visage humain » développé par les communistes tchécoslovaques depuis janvier ; les PC français, italien, espagnol, belge et d'autres, en Europe occidentale ; les Yougoslaves, les Roumains et les Albanais en Europe de l'Est ; les Chinois, les Japonais et d'autres en Asie, ainsi qu'en Afrique et, en Amérique, les Mexicains condamnent l'intervention.

5-17 juin 1969 : conférence de soixante-quinze PC à Moscou, les Chinois, les Albanais, les Yougoslaves, les Vietnamiens et les Indonésiens, notamment, étant absents ; attaques contre le marxisme, sans condamnation en bonne et due forme ; affirmation par plusieurs PC du droit à la « divergence », principalement à propos de la Tchécoslovaquie.

Juin 1976 : conférence de vingt-neuf PC européens, y compris le PC yougoslave, à Berlin, premières expressions de ce qu'on appellera l'« eurocommunisme » de la part des Français, des Espagnols, des Italiens.

2-3 mars 1977 : rencontre au sommet des secrétaires généraux des PC italien (Berlinguer), espagnol (Carrillo) et français (Marchais) à Madrid ; officialisation de l'eurocommunisme.

Décembre 1979 : entrée des troupes soviétiques en Afghanistan.

Janvier 1980 : Marechal, qui ne s'était pas rendu en Union soviétique depuis 1975, signe un communiqué commun avec Brejnev à Moscou et défend l'intervention soviétique en Afghanistan.

Avril 1980 : le PC français organise à Paris une rencontre des PC européens sur les euromissiles, rencontre à laquelle les Roumains, les Yougoslaves et les PC eurocommunistes refusent de participer.

13 décembre 1981 : l'armée prend le pouvoir en Pologne pour réprimer le mouvement Solidarnosc, le PC français approuve, le PC italien condamne cette action et estime que la « force propulsive » de la révolution soviétique d'octobre 1917 est « épuisée ».

1982-1985 : Brejnev, décédé le 11 novembre 1982, est remplacé par Andropov, qui disparaît le 9 février 1984. Son successeur, Tchernomerkine, meurt le 10 mars 1985.

11 mars 1985 : Mikhaïl Gorbatchev est élu secrétaire général du PC soviétique.

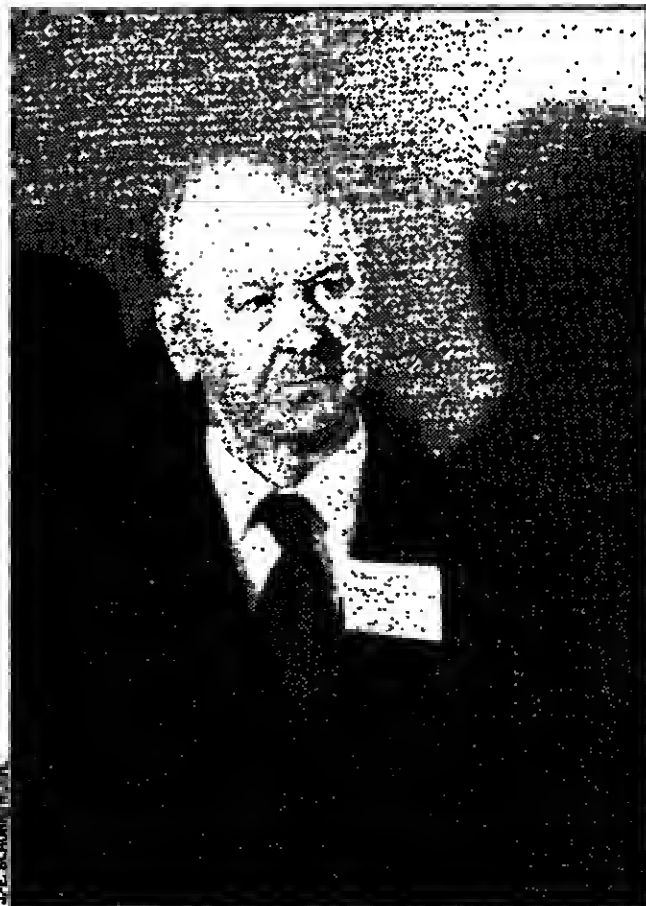
PATRICK JARREAU.

L'ANCIEN DU KOMINTERN

L'HOMME qui, à Moscou, est au centre du mouvement communiste international occupe cette fonction depuis trente ans, sans interruption. C'est en effet en 1955 que M. Boris Ponomarev a pris la direction du département des relations internationales au comité central du PC soviétique. Encore n'était-il nullement un novice dans ce domaine, puisque, dès 1937, il était entré au comité exécutif du Komintern.

Originaire, d'après sa biographie officielle, d'une famille ouvrière, il est né en 1905 et a achevé son Parti communiste dès sa plus jeune adolescence. Quelques points de repère, à des postes locaux dans la région de Moscou, permettant de penser qu'il a participé sur le terrain à la mise en place et à la confirmation du pouvoir des soviets. Une brève carrière universitaire, complétant cette expérience de l'appareil, le qualifie pour des responsabilités « idéologiques » : il est en 1934 directeur de l'Institut d'histoire du parti près l'obkom (comité de région du PC) de Moscou et, pendant les dernières années de la guerre, directeur adjoint de ce temple de la doctrine qu'est l'Institut Marx-Engels-Lénine de la capitale.

On le verra souvent, dès lors, dans l'ombre de Mikhaïl Sousslov, l'homme qui fut longtemps considéré comme le gardien de la doctrine, mais dont l'influence, déterminante jusqu'à sa mort, en janvier 1982, s'exerçait beaucoup plus directement sur les affaires intérieures soviétiques que dans les méandres du mouvement



Boris Ponomarev.

communiste international. Il revient donc à Boris Ponomarev d'être sur ce terrain le porte-parole de l'orthodoxie telle qu'on la concevait au Kremlin. A ce

titre, il s'illustre par un dogmatisme à peu près sans faille — mais non dénué d'une dose raisonnable d'opportunisme. Au début des années 60, ce vieux

stalinien condamne d'un même souffle l'« opportunisme de gauche » comme le « révisionnisme », mais dénonce à Nikita Khrouchtchev — qui tombera à l'automne 1964 — un brevet d'« éminent marxiste-léniniste ».

Voici un homme qui n'aime pas sentir des flottements dans les rangs. Exaspéré par la déviation chinoise, ardent défenseur — mais il n'est pas le seul — de l'intervention en Tchécoslovaquie, il dénonce un peu plus tard « le prétendu socialisme démocratique incompatible avec le socialisme scientifique ». Il supporte particulièrement mal les manifestations d'indépendance dans les PC d'Europe occidentale, au point d'affirmer à la fin de 1977 que « l'enjeu essentiel des campagnes anticommunistes actuelles, et notamment du tapage soulevé autour de l'« eurocommunisme », — concept inventé par la bourgeoisie — est [...] d'essayer de transformer les différences en divergences et les divergences en divisions ».

Les ! Si longue soit son expérience, Boris Ponomarev n'a pas plus la haute main sur la politique extérieure du PC soviétique — dont il est surtout un exécutif — que sur celle de l'URSS. L'existence de « divergences » entre partis communistes — même si l'on évite de les énumérer — a bel et bien, depuis, été reconnue très officiellement à Moscou. Mais le chef du département des relations internationales du comité central s'apprête à battre à ce poste tous les records de longévité politique.

ALAIN JACOB.

صلى الله عليه وسلم

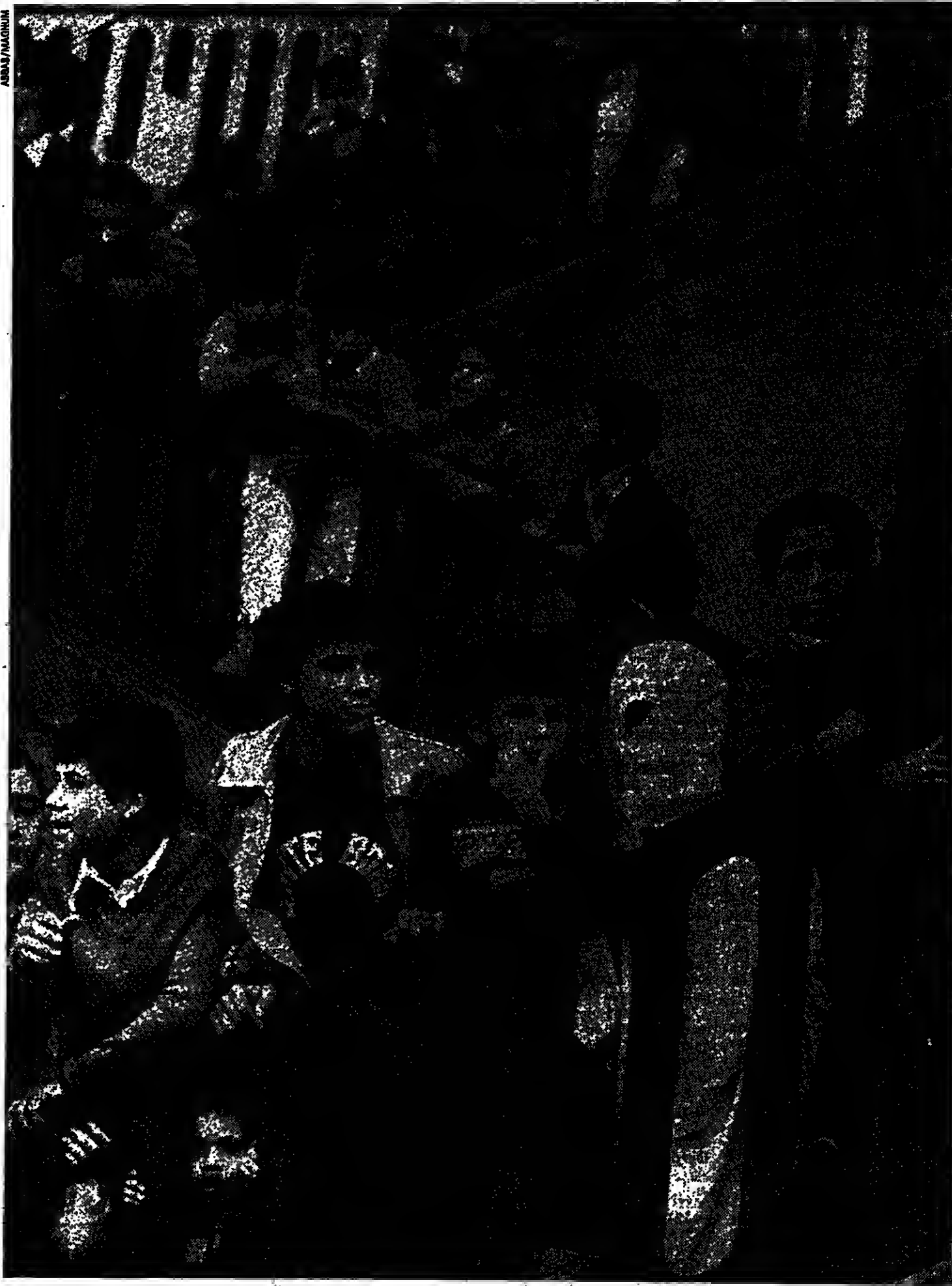
VI LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 15-LUNDI 16 DÉCEMBRE 1985

ALGER

DEUX MÉMOIRES MOINS UNE

par Bruno Frappat

Voyage dans le passé et le présent d'Alger. Voyage dans une ville qui se souvient sans vouloir se souvenir. Tout y est inscrit ; presque tout y est effacé. Demain, une autre Alger.



C E jour-là, c'était Alger la grise. Toute la nuit, un vent d'une grande violence avait balayé la baie et les collines sur lesquelles est bâtie la ville. Les palmiers tournoyaient comme une tornade verte. Des eucalyptus avaient perdu quelques branches. Des nuages lourds barraient tous les horizons. La menace était partout.

Alger sans cesse prise et reprise au cours des siècles. Alger conquise, reconquise. Alger, jeune capitale, mais vieille ville de souvenirs resurgis. Alger, qui fut française et tente, près d'un quart de siècle après, de le faire oublier. Ville mais mythe aussi. Apprise et désapprise. Heureuse, insouciante, déchirée, violente puis algérienne et devenue islamique.

Capitale des fantasmes enfouis. Cette ville, pour un Français qui se souvient, charrie — dans les noms des quartiers, la topographie, l'architecture, les odeurs, jusqu'à la couleur des volets et la ciselure des balcons — un mélange superbe et infernal de souvenirs cruels, de regrets peut-être, de remords. Boulevard de la mauvaise conscience. Front de mer et avenue de la sale guerre. Port des abandonnés, forum des illusions, rue des massacres, hauteurs de sang et de plaisir.

Alger, pour la mémoire, est comme Alger pour l'ingénieur :

jamais plate, nullement indifférente, ni terne ni neutre. Elle offre, par son plan impossible et par l'effet de ses courbes de niveau, des sortes de circonvolutions, comme dans un cerveau humain trop compliqué. Pour un peu, on y trouverait le siège de la honte française, le rocoin de la « pacification » ratée, mille lieux pour les crimes, la terreur, les lâchetés et les erreurs accumulées en cent trente-deux ans de présence française.

En l'absence, si l'on peut dire, de cette présence qui mit tant d'ardeur et d'avengement à tenter de se maintenir qu'elle en fut chassée trop brutalement, on en cherche les traces. Visite orientée. Des chocs à chaque coin de rue. Des noms de rue oubliés par les jeunes. Notre guide, qui a vingt ans, n'avait jamais entendu parler de la rue d'Isly. Un autre, attaché de presse, ignorait qu'il s'était produit dans cette ville, le 13 mai 1958, des événements qui avaient marqué l'histoire de la France et forcément celle de l'Algérie.

On ne peut complètement réinventer une ville, sauf après un cataclysme. Dans l'Alger de 1985, le visiteur sensible au passé peut faire le parcours du combattant de la mémoire, hors des musées d'hier et des ministères d'aujourd'hui.

Descendons pour remonter dans le temps. Cette longue rue sinueuse qui joint une corniche à la Grande Poste fut la célèbre rue Michelet, aujourd'hui rue Didouche-Mourad. Les enseignes des magasins sont entièrement rédigées en arabe, et l'on ne tarde pas, en cherchant la croix verte que c'est un croissant vert qui signale ici les officines. Changement des signes, sinon du réel : dans une pharmacie, précisément, on vous rend ainsi la monnaie, sur 100 dinars : « 8 000 et 2 000 qui font 10 000. » Manière de parler en anciens francs qui rappelle celle des commerçants titus de la campagne française.

Une certaine rue d'Isly

Voici le parc de la Liberté, puis le palais du Peuple et là, à gauche, ce petit magasin est le centre d'information de l'Organisation de libération de la Palestine. Place Maurice-Audin — nom d'un Français qui aida les « rebelles » algériens, — on constate que les façades sont fraîchement repeintes, comme dans toutes les rues du centre. Le tunnel des facultés a perdu la grande inscription qui, il y a quinze ans encore, en barrait le fronton : « Vive l'Algérie française ! ». Le temps et les hommes effacent tout.

Devant la Grande Poste, un panneau signale l'emplacement du futur métro : « Métro d'Alger. Construction de la ligne 1. Lot n° 1 ». Vraiment, on en est au tout début...

Sur la gauche, voici une belle et longue rue piétonne, la rue Larbi-Ben-M'hidi. Il faudra interroger un vieil homme qui, lui, se souvient pour s'assurer qu'il s'agit bien là de l'ancienne rue d'Isly, de triste mémoire pour les pieds-noirs : en 1962 — ce n'est pas si ancien, — des dizaines d'entre eux périrent au cours d'une fusillade.

Qui s'en souvient encore ? Des milliers d'hommes, des centaines d'enfants, déambulant lentement ou courant en tous sens, remontrant vers la Casbah ou en redescendant. La rue Larbi-Ben-M'hidi a été transformée en rue piétonne sur plusieurs centaines de mètres. En ce vendredi matin — jour de repos, — la flânerie est générale. À la terrasse du Milk Bar — où eut lieu naguère un attentat très meurtrier, et dont une vieille inscription signale encore qu'il a été « équipé par Frigidaire », — on siroto des petits cafés (les « cacous ») en regardant la fière statue de l'émir Abdelkader. Un peu plus loin, à gauche, des adolescents sont agglutinés devant une affiche de

cinéma qui annonce : « Aujourd'hui, Choc, avec Alain Delon et Catherine Deneuve ». Présence française.

Présence aussi, d'un autre ordre, dans la vitrine d'une librairie, en haut de la rue : un assortiment de la « Petite Collection Maspero », chère au cœur des révolutionnaires francophones, et aussi, curieusement, d'un vieux livre de M. Georges Marchais intitulé *L'Espoir au présent*. C'était quand, déjà ?

Le moudjahid de la libération

Ce qui fut le fameux « GG » du temps des Français, le « gouvernement général », au pied duquel s'assemblaient les foules de l'Algérie française, a légèrement changé de teinte. Il était tout blanc naguère. On l'a repeint dernièrement dans des tons tirant sur le jaune. Le grand escalier qui conduisait au Forum n'est plus accessible : des policiers intraitables en interdisent l'entrée. Le balcon du « Je vous ai compris ! », on ne le verra que de biais.

En contrebas, dans les jardins qui descendent vers le port, l'ancien monument français aux morts de toutes nos guerres a été modifié. Plus d'inscription, nulle liste de soldats morts pour la patrie. L'Algérie a réutilisé le

grus œuvre comme un socle neutre. On y a seulement placé, à l'est, un grand bas-relief dans les tons gris où l'on voit deux gigantesques mains se libérant de leurs chaînes. A l'ouest, côté Forum, on voit émerger de la pierre une tête de combattant et la visière de sa casquette : le moudjahid (nous disions fellagha...), un héros de la libération de l'Algérie. Ce monument qui accueillait tant de dépôts de gerbes tricolores, qui entendit tant de proclamations, de serments et d'émotions collectives, nul Français n'aura de raison de le fleurir.

Une rue contourne le palais, en corniche. En contrebas commence la Casbah. On voit encore des barbelés très vieux, rouillés, qui durent servir naguère à isoler le quartier indigène du siège — et symbole — de la domination française. Les a-t-on laissés subsister, ces barbelés, par négligence ou comme témoignage du passé ?

Au bout de cette rue, nouvelle preuve de la présence française : un panneau Decaux. Ici, pas de publicité. Ces panneaux servent à supporter le plan de la ville et différentes informations ou proclamations civiques. On en voit dans de nombreux quartiers. Mêmes panneaux, divers usages : seul le support est neutre. Un contrat est un contrat.

Voici le parc de la Liberté, puis le palais du Peuple et là, à gauche, ce petit magasin est le centre d'information de l'Organisation de libération de la Palestine. Place Maurice-Audin — nom d'un Français qui aida les « rebelles » algériens, — on constate que les façades sont fraîchement repeintes, comme dans toutes les rues du centre. Le tunnel des facultés a perdu la grande inscription qui, il y a quinze ans encore, en barrait le fronton : « Vive l'Algérie française ! ». Le temps et les hommes effacent tout.



R. MASSON/REUTERS



M. PUCHET/WA



La Casbah d'Alger, le port et, à droite, le monument édifié en 1982 à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance sur une hauteur dominant la ville : « Makam el Chahid », le sanctuaire du martyr.

Si la plupart des rues ont perdu leur nom d'origine, il y a des exceptions tenaces. Près de la rue Larbi-Ben-M'hidi, une ruelle montant vers la gauche ; à l'entrée, une plaque sur fond bleu fut, après l'indépendance, recouverte de peinture blanche pour effacer le nom de la rue, pourtant insignifiant. Comme il y a très longtemps qu'on n'a pas repassé de peinture, le nom ancien réapparaît sous la craquelure, comme un clin d'œil ironique du passé : rue Violette. Qui aurait le cœur d'arracher cette plaque fleurie ? Alger a sûrement d'autres soucis que d'en finir avec cette obstination minuscule.

Voici El Biar et la place Kennedy, du nom d'un président américain qui — comme Lincoln — trouve grâce aux yeux du peuple algérien, car il comprit son combat. Prudence : à chaque tour de roue surgit un ballon de football venu d'un ne sait où. Ici, tout ce qui n'a pas vingt ans passe des heures de loisir à taper dans un ballon ou dans tout ce qui peut en tenir lieu. Pleuvent les balles sur les capots. Il faut condnre comme on toré : avec feintes et évitements. Ça ne suffit pas toujours : les accidents de la route sont nne des plaies du pays. Comme les terrains de sport manquent et que les rues sont en pente, on joue au football dans les

virages en épingle à cheveux : c'est ce qui se rapproche le plus de l'horizontalité.

Corniche boueuse qui s'élève dans les collines au nord de la baie, au-dessus de Bab-el-Oued. Sur les côtés s'entassent des immondices, les traces de ferrailles, de pierres et de papiers, que laisse sur ses bords une ville trop peuplée, surabondante en toutes choses. Voici sur son éminence Notre-Dame d'Afrique, qui fut chère au cœur des pieds-noirs catholiques, et le reste sans doute, mais de loin. Trapue sous sa coupole argentée et ses balbes orientales, elle est entourée d'une ceinture de mosaïques géométriques bleues, qui se détachent sur sa pierre jaune. Sur l'esplanade qui l'entoure on joue au football. Il y a des touristes : une famille soviétique qui prend des photos de la baie et de l'église fermée. Les eucalyptus frissonnent sous la brise. Deux gamins se battent à coups de branches tombées.

Direction Bab-el-Oued

Notre-Dame d'Afrique paraît figée. Le cardinal Lavignier est toujours là, un peu rouillé. Il tourne le dos à l'édifice, regarde la ville. Sur son socle, on lit malaisément une inscription : « L'Alge-

rie au cardinal Lavignier, premier archevêque d'Alger — Centenaire : 1825-1925 ». En aura-t-il vu, de là-haut, en soixante ans, des tragédies ! On aimerait l'interviewer.

Depuis la plate-forme du téléphérique — rééquipé récemment de cabines bleues par la société française Pomagalski, — on peut voir tout Alger, immense tache blanche, qui rejette la verdure vers les hauteurs. En bas, une tache verte beaucoup trop verte pour être bonnête : la « pelouse » du stade Boulouirim — toujours le foot... — est synthétique, une immense moquette criarde.

Près de l'entrée de la basilique, à l'extérieur, une statue du Christ fait front à la mer sous cette inscription, acte de foi : « Resurgens non moritur ». Il y a comme une nostalgie dans son regard de pierre dirigé abstinément vers l'an-dé-là de la Méditerranée.

Direction Bab-el-Oued par des rues tortueuses. Soudain, sur la gauche, un portail de fer entrouvert : un cimetière européen. Le plus ancien d'Alger. Immense nécropole où une dizaine de milliers d'enfants attendent vainement d'impossibles visiteurs. On leur doit bien, à ces familles irrémédiablement jointaines, de faire visite en leur nom. Qu'elles sachent que le cimetière est mieux entretenu qu'on ne le pré-

tend souvent en France. Inégalement, bien sûr : les allées principales sont mieux nettoyées que les carrés périphériques où les herbes folles signent à profusion la revanche de la nature sur le pauvre désir de durer. Cimetière boisé : pins et thuyas. Le sol est jonché d'aiguilles de pin, tapis moelleux où s'étouffe le bruit des pas. Les oiseaux pépient joyeusement. Tandis que défilent les croix dressées vers le ciel parviennent, au-delà des murs d'enceinte, les appels lancinants d'un muezzin, transmis par haut-parleur. C'est la prière du vendredi, en ville. Ici, enclavée chrétienne, mais muette.

Reposoir nostalgique. Photos ovales et de couleur bistre. Promesses de fidélité et d'amour. Serments du souvenir gravés dans la pierre, le marbre, la céramique. Voici la famille Garcia, les Giorgietti, les Pagano, la « famille Alphonse Tabuteau » et Joseph Martinez, né en 1898 et qui mourut ici en 1961. Encore un an et il serait mort en France, sans doute. Promenade pathétique. Tout est arrêté ici depuis un quart de siècle. Sous la photo d'une jeune fille au lit : « Offert par les élèves ». A qui ? Le nom est indéchiffrable. Reste le visage juvénile et souriant. Famille Cardona : « A notre Mammy chérie, pour la vie ».

Voici la chapelle de la famille Botella. On y avait placé une sta-

tue de la Vierge. Le vent, sans doute, l'a fait choir. Elle est cassée en deux, la tête à part. Dans la chapelle de la famille Batsère-Barrière, on voit, par la porte entrouverte, un prie-Dieu au canage tout gris, passé. Le velours de l'accoudoir est incolore. Prierai-je jamais là-dessus ?

Et, parfois, dans le fouillis des entrelacs végétaux, une belle surprise. Chez la famille P. Gaucher, on avait pris soin de laisser quelques géraniums, en souvenir. Ils sont toujours là. Ils ont 2 mètres de haut et portent des dizaines de fleurs. Effet du climat doux que cette vitalité défiant le temps et l'oubli.

Une nouvelle ville blanche

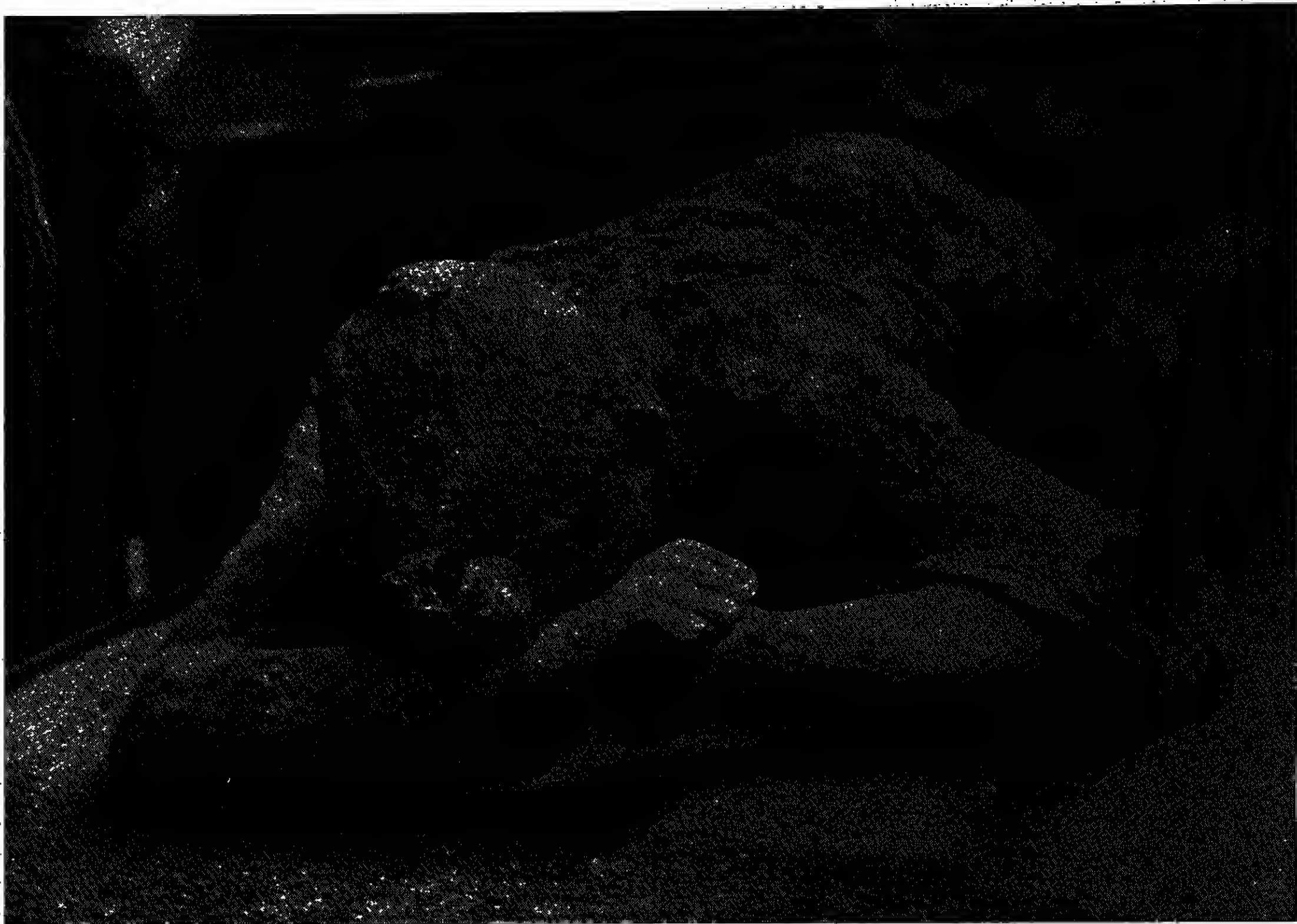
Ces pieds-noirs sont, en quelque sorte, morts deux fois : à la fin de leur vie et en 1962. Indifférence au-delà des murs. Dans le stade voisin, on entend des cris et des rires : un joueur de l'équipe MBT — une équipe « venue de la montagne » — a mis un but contre son camp. Et les supporters locaux de se taper sur les cuisses et de rire... On les laissera à 3-2 sans attendre la fin.

Dans Bab-el-Oued, symphonie de couleurs : toutes les fenêtres sont ornées de grands rideaux qui pendent par-dessus les balcons,

recouvrant les rambardes. Au pied des immeubles les hommes, par grappes, attendent que le temps s'écoule. Ils parlent, parlent, parlent.

Sur le front de mer (boulevard des Martyrs), le célèbre hôtel Aletti s'appelle l' « hôtel Es Safir ». On y loge les députés. Après avoir repéré au passage quelques ministères, on traverse le quartier Belcourt, puis celui de la Hamma (la Fièvre), qui n'est plus qu'un champ de ruines. La rénovation bat son plein, et ce quartier surpeuplé qui jouxte le « jardin d'essai » — aux trois mille essences d'arbres — est pour l'heure un immense terrain vague. Voici atteint le début du nouvel âge d'Alger dans ce quartier du sud : de la mer jusqu'aux plus hautes collines, l'État rêve — et entreprend — une transformation du paysage urbain, une opération de grand prestige baptisée « le parc de la Victoire », qui, sur des centaines d'hectares, marquera l'irruption urbanistique des temps nouveaux. Cela se visite aussi, mais dans cet Alger du futur il n'y a plus, pour le visiteur de l'Alger des souvenirs, où poser de regard nostalgique. Ici naît une ville pour une autre mémoire : celle des Algériens.

VOLCANS



M. FOLCAULT/RAPHIC

7 h 30 : quatrième nuée ardente, deux mille morts.

POMPÉI, 24 AOÛT 79...

L'éruption du Vésuve, qui tua quelque quinze mille personnes en 79 de notre ère, est toujours présente dans la mémoire de l'humanité et aussi — malheureusement — dans les feuilletons télévisés. Le désastre volcanique qui vient de faire vingt-cinq mille morts en Colombie vivra-t-il encore dans le cœur des hommes en l'an 3891 ?

L'ÉRUPTION du Vésuve, en 79 de notre ère, a probablement commencé tôt dans la matinée du 24 août et sa phase la plus meurtrière n'a guère duré que quarante-huit heures. La chronologie vraisemblable du phénomène a pu être reconstituée à partir de diverses sources.

La première source, connue depuis toujours : les lettres de Pliny le Jeune qui, pendant la catastrophe, était chez son oncle Pliny l'Ancien. Celui-ci, amiral de la flotte romaine basée au cap Misène (à une trentaine de kilomètres à l'ouest du Vésuve) et naturaliste éminent, mourut le 25 août à Stabies (à 15 kilomètres au sud-est du volcan). Cette mort n'est probablement pas due à l'asphyxie comme on l'a cru longtemps, mais plutôt à une crise cardiaque générée par l'anxiété et la tension nerveuse affectant un homme fragile, obèse, et conscient de ses responsabilités.

La deuxième source a été trouvée, au cours des dernières années, dans l'étude très détaillée des différentes strates des produits volcaniques émis par le Vésuve et la comparaison de ces données avec celles recueillies sur 14000, avant Jésus-Christ à nos jours, le Vésuve a connu huit phases d'activité, explosive ou effusive (15000, 13000, 11400, 8500, 3500 avant notre ère, 79, 47, 1631 à 1944 après Jésus-Christ). Ce qui explique qu'en 79 les ha-

tants de la région n'avaient guère conscience de vivre au-dessous d'un volcan.

Une première alerte survint le 5 février 62 de notre ère dans cette région bénie des dieux. Un très violent séisme démolit en grande partie les villes proches du Vésuve mais on ne peut dire si cette très forte secousse était ou non un séisme prémonitoire de l'éruption de 79.

Le 24 août 79, tôt le matin, se produisent de faibles explosions responsables de la chute de la mince première couche de cendres volcaniques gris clair. Ces explosions, dites phréatomagmatiques, sont dues à la surchauffe de l'eau contenue dans le sol par la montée du magma.

Vers 13 heures commence la phase dite « plinienne » (1) de l'éruption. Les débris — des ponceuses blanches — qui tombent sont plus gros. Le nuage-pin parasol est vu du cap Misène, et Plinius l'Ancien décide de partir avec des bateaux pour voir de plus près ce phénomène extraordinaire et pour, éventuellement, porter secours aux populations voisines du Vésuve.

La chute de ponces blanches dure probablement sept heures pendant lesquelles ces débris s'accumulent sur les toits de Pom-

de Pline le Jeune, qui en a connu la première description) est caractérisée par de très violentes explosions. Celles-ci projettent, parfois à quelques dizaines de kilomètres d'altitude, des débris de magma juvénile. Ce magma montre que la cheminée du volcan s'est débouchée. Le nuage ainsi formé prend l'aspect d'un pia parasol, dont la partie supérieure, entraînée par le vent de haute altitude, laisse tomber des pluies de débris volcaniques, les plus fins étant transportés plus loin.

pi à une vitesse de 12 à 15 centimètres à l'heure. En conséquence, vers 17 ou 18 heures, les toits commencent à s'effondrer, écrasant les habitants qui avaient cru trouver dans leurs maisons un abri contre ce déluge de pierres chaudes. D'autres personnes, fuyant à l'air libre, ont été violemment tuées par la chute de débris atteignant parfois la grosseur du poing. Vers 20 heures, les ponces deviennent grises et tombent de plus en plus.

Jusqu'alors c'est la région située au sud-est du Vésuve qui est affectée par les chutes de ponces.

L'Apocalypse à répétition

Le 25 août, à 1 heure du matin, l'activité du Vésuve devient apocalypique. A partir de ce moment-là, le volcan émet une série de coulées pyroclastiques (2) qui dévalent les flancs de la montagne jusqu'à la plaine ou à la mer. La première coulée déboule en quelques minutes sur Herculannum, située à 7 kilomètres du cratère. Sur la ville encore pratiquement indemne, le choc est tellement violent qu'il arrache les toits, remplit tout de débris pyroclastiques et tue tous les êtres vivants quasi instantanément.

(2) Les coulées pyroclastiques sont dues à des explosions partant à l'horizontale. Un volcan surgit en un instant, gaz très chaud (une « déferlante ») chargée de débris fins qui dévalent la pente à des vitesses allant de 200 à 600 ou 700 kilomètres à l'heure. La « déferlante » précède une « onde arénaire », un peu moins rapide, mélange de gaz très chauds et de débris plus gros, et d'autres très nombreux et de tailles variées. Après son dépôt on observe parfois épaisseurs de plusieurs mètres, tout ou partiellement volcanique peut se souder en refroidissant et devient alors dur comme un béton (ce qui est le cas à Herculanum).

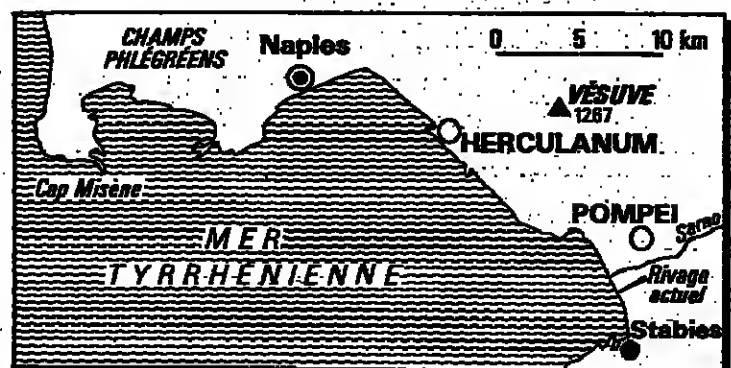
Dans les thermes subarbaîns, M. Umberto Pappalardo, qui a été responsable des fouilles d'Herculaneum, nous a montré une énorme vasque de marbre qui avait été renversée et projetée à quelques mètres. Remise sur son pied, la vasque a laissé une empreinte sous la forme d'une calotte sphérique faite du matériau volcanique qui l'avait remplie en entrant par le fenêtre. Celle-ci s'ouvrait pourtant vers la mer et non vers le volcan.

La chaleur du matériel volcanique est, telle qu'elle carbonise

par Yvonne Rebeyrol

puis cinquième coulée pyroclastique, qui engloutissent Pompéi et tuent quelque deux mille habitants essayant de courir sur l'épaisse couche de ponces. Ce sont ces victimes-là dont les corps, disparus au cours des siècles, ont laissé, dans le matériau pyroclastique rapidement consolidé, des vides moulant exactement les attitudes et les vêtements des mourants.

Pour Herculaneum, on sait maintenant que les restes des habitants sont enfouis tout en bas, dans la première couche de pro-



les objets en bois (poutres, portes, meubles, etc.), qui, du coup, sont conservés jusqu'à nos jours. Elle a aussi porté à ébullition l'eau des piscines et des bassins.

A 2 heures arrive une deuxième coulée pyroclastique d'un volume triple de celui de la première. Ils sont détruits les murs encore debout d'Herculanium.

Troisième coulée pyroclastique à 6 h 30, qui s'arrête au mur nord de Pompéi. A 7 h 30, quatrième puis cinquième coulée pyroclasti-

duits pyroclastiques qui, avec toutes les coulées successives, se sont parfois accumulés sur 15 ou 20 mètres d'épaisseur.

Après la sixième coulée pyroclastique — la plus grosse, — survenue à 8 heures, le Vésuve s'est calmé peu à peu. Sans doute a-t-il eu encore, pendant quelques jours ou quelques semaines, des hoquets qui ont produit des chutes de ponces ou des coulées pyroclastiques. De toute façon, il n'y avait plus rien à détruire ni à tuer dans une zone couvrant 300 kilomètres carrés.

APRÈS M

[illegible]

COMMI

[illegible]

APRÈS MOI LE VÉSUVÉ

HERCLANUM et Pompéi : les deux villes englouties par l'éruption du Vésuve de 79 après Jésus-Christ ont été redécouvertes et identifiées à la fin du dix-septième siècle et ont été fouillées dès la première moitié du dix-huitième siècle. La date officielle du début des dé fouillages étant fixée à 1738 pour Herculaneum et 1748 pour Pompéi. L'intérêt qu'ont suscité ces fouilles a été extraordinaire dès le début et a déclenché le goût marqué de la fin du dix-huitième siècle pour l'Antiquité.

Malheureusement, la préoccupation majeure des premières générations de fouilleurs était de trouver des œuvres d'art qui allaient immédiatement orner les musées royaux, celui de Portici puis celui de Naples. Ainsi les statues et autres « beaux » objets étaient-ils démenagés, les mosaïques enlevées de leur emplacement original et même des parties de peintures murales découpées. Et, bien entendu, les fouilles étaient faites sans aucun souci d'études stratigraphiques fines. Nul ne s'est préoccupé, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, de protéger les murs exhumés, que ceux-ci soient peints ou non. An mieux, on mettait, au-dessus des murs peints auxquels on reconnaissait un certain intérêt, un petit auvent fait de quelques tuiles ou d'une grande ardoise, qui ne protégeait guère les peintures.

Exposés aux intempéries et au soleil, les décors de stuc, de fresques ou de mosaïques ont rapidement disparu. A l'heure actuelle, plus des trois quarts de ces décors, sortis intacts de leur gangue, de produits volcaniques, ont disparu, et il n'en subsiste que les descriptions, les dessins ou les photographies qui avaient été faits peu de temps après la mise au jour de ces restes uniques pour la connaissance du monde antique. Quant aux objets plus humbles, ceux de la vie quotidienne, jugés indignes de figurer dans un musée, ils ont été récupérés, certes, mais pour

être entassés, sans indication d'origine, dans des magasins de stockage.

Les murs eux-mêmes, faits de briques et de pierres couvertes à l'origine d'un épais mortier et d'un enduit, ont été rapidement mis à nu. L'eau de pluie venue du ciel et l'eau montant du sol ont peu à peu imbibé les briques et y provoquent de désastreux phénomènes de désagrégation.

Nul ne songeait à la conservation. De toute façon « l'argent ne devait pas être gaspillé » (souligné dans le texte) pour ces fouilles, il fallait le réserver pour les fouilles de la ville et le dé foulement d'autres maisons, selon la formule de M. Stefano De Caro, qui a été directeur des fouilles de Pompéi de 1977 à 1984, dans l'article « Le mal pompéien, ses causes... ses remèdes », qu'il a publié en français dans la Gazette des beaux-arts de septembre 1983.

Un premier changement des mentalités eut lieu vers la fin du dix-neuvième siècle. Peintures et mosaïques ne sont plus enlevées et celles des « belles maisons » sont protégées par des toits modernes heureusement inspirés des couvertures antiques. Les objets particulièrement beaux ou intéressants — et faciles à voler — sont entreposés dans un antiquarium construit spécialement pour cela à l'entrée des fouilles et destiné à servir d'introduction à la visite.

Fer, ciment et ruine

Mais les premières restaurations ou consolidations furent faites au début du vingtième siècle avec du fer et du ciment, matériaux qui se dégradent assez vite, contribuant ainsi à la ruine de ce qu'ils sont censés sauver.

Entre les deux guerres furent pratiqués, enfin, les premiers sondages stratigraphiques qui livrèrent de très riches informations sur l'histoire des deux villes.

1980 : un violent séisme sur la Campanie interdit 70 % des rues de Pompéi aux visiteurs. Le temple d'Apollon n'est pas touché par la secousse.



Après la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle disparaissent sous les bombes plusieurs pâtés de maisons de Pompéi (les insulae), dans l'euphorie du retour de la paix et du miracle économique, les fouilles reprennent sur une très grande échelle. Et une nouvelle fois le dé foulement des ruines — au bulldozer ! — n'est pas accompagné d'une sérieuse documentation écrite et n'est suivi pratiquement d'aucune restauration ou consolidation pour lesquelles, d'ailleurs, manquent les crédits. Il faut attendre 1960 pour que l'on comprenne — enfin — qu'on devait arrêter les fouilles importantes tant que n'auraient pas été résolus les problèmes de sauvegarde générale. Depuis plus de vingt ans, les quelques travaux

de dé foulement qui sont faits à Pompéi sont suivis de la restauration et de la préservation des ruines mises au jour.

En outre, l'urbanisation accélérée menace sans cesse davantage les sites archéologiques. Enfin, parallèlement, les crédits ont diminué pendant des décennies. Actuellement les crédits ordinaires donnés par le ministère des biens culturels ne sont que de quelques centaines de millions de lires (quelques millions de francs). Ce qui ne suffit même pas pour l'entretien des surfaces herbeuses.

L'opinion publique s'est alarmée, et en 1975 le Parlement italien a voté la première des deux lois spéciales pour Pompéi et Herculaneum.

Le 23 novembre 1980, une nouvelle catastrophe s'est abattue sur Pompéi et Herculaneum : les deux villes ont été très endommagées par un violent séisme. Il a fallu fermer aux visiteurs 70 % des rues de Pompéi et 20 % de celles d'Herculaneum. On a alors compris que le risque sismique devait être inclus dans les projets de restauration comme l'étaient les effets néfastes du soleil et de la pluie. Des sociétés mécènes (Mobil, Tntal, le Touring-Club italien, American Express) ont donné quelques dizaines de millions de lires. Ce qui a permis de faire des relevés photogrammétriques, de payer des publications, et de consolider des peintures de la maison de Méandre.

En 1982 et 1983, un autre problème a surgi. On a en effet découvert près des thermes suburbains d'Herculaneum un bateau en bois et cinquante-trois squelettes dans des niches (nous dirions des garages à bateaux) aménagées dans la falaise de roches volcaniques anciennes qui était, avant l'éruption du Vésuve de 79 après Jésus-Christ, située en bordure de la mer. Ces squelettes sont très intéressants. D'une part, ils représentent un échantillon de la population romaine du premier siècle de notre ère d'autant plus rare que les usages de l'époque étaient d'incinérer les morts. D'autre part, cette découverte met fin à l'opinion antérieure selon laquelle tous les habitants d'Herculaneum avaient eu le temps de fuir avant l'engloutissement de la ville.

La conservation des squelettes a été étudiée par une anthropologue américaine. Mais celle du bateau, toujours en place, n'est pas encore assurée, non pas par manque d'argent mais à cause de problèmes techniques.

Avec l'aide d'ingénieurs et d'architectes militaires, les archéologues ont fait l'inventaire et le calcul du coût des travaux nécessaires pour remédier aux ravages du temps et à ceux du séisme. Il fallait 800 milliards de lires (4 milliards de francs). En juin 1984 a été donnée pour deux ans une première tranche de 36 milliards de lires (180 millions de francs) venant pour la plupart de prêts à bas taux d'intérêt consentis par la Banque européenne des investissements. Mais 6 milliards de lires seulement ont été utilisés et des problèmes politiques et administratifs sont survenus, si bien que pourrait être retardée l'attribution des 70 milliards de lires pourant déjà programmés.

Il semble ainsi que les phénomènes naturels se combinent aux responsabilités humaines pour menacer la survie de Pompéi et d'Herculaneum.

Y. R.

COMMERCE ET VILLÉGIATURE

TOUTE la Campanie est une région très fertile — en raison des terres volcaniques qui la recouvrent. Le petit fleuve côtier Sarnus (actuellement Sarno) était une voie navigable par laquelle le vin, produit par les très nombreuses vignes, et la laine des moutons de la montagne étaient apportés à Pompéi. La ville était ainsi, depuis son origine au neuvième ou au huitième siècle avant Jésus-Christ, un carrefour commercial important. En outre, la beauté du paysage et le fraicheur — très relative — des étés ont attiré de riches Romains, qui venaient là en villégiature estivale dans les villas, somptueuses ou plus modestes, qu'ils s'y étaient fait construire.

Herculaneum, au contraire, située juste au pied du Vésuve, n'avait pas d'arrière-pays agricole, ni de fleuve côtier. Elle était donc un marché d'intérêt local, habité par des pêcheurs, des artisans, des commerçants, et aussi des vacanciers. C'est à Herculaneum ou dans ses environs immédiats, en effet, que l'on trouve les villas les plus riches en objets d'art, notamment la villa des Papyrus.

On sait, par des vases trouvés dans des tombes, que la région de Pompéi était habitée par des populations italiques de l'âge du fer, dès le neuvième ou le huitième siècle avant notre ère. Vers 775 avant Jésus-Christ, des

Grecs venus de l'île d'Eubée fondent leur premier comptoir dans l'île d'Ischia (juste devant Naples), puis ils établissent, vers 750, leur première colonie non loin de là, à Cumès. Ainsi l'écriture alphabétique grecque arrive-t-elle en Italie. On ne sait trop si Pompéi, qui ne figure jamais dans les listes de villes grecques d'Italie et où on n'a pas trouvé d'inscription grecque, a été fondée par les Grecs ou les Etrusques (qui y ont laissé des inscriptions).

En tout cas, dès le septième ou le sixième siècle, la ville semble avoir existé, enfermée dans une enceinte entourant une superficie de 63,5 hectares. L'extension de la zone urbanisée est ainsi prévue par les Etrusques, pour lesquels Pompéi est déjà une ville précieuse pour leur politique militaire et commerciale. La muraille archaïque est reconstruite à plusieurs reprises, toujours sur la même emplacement.

Dès sixième et cinquième siècles, on sait peu de chose, mais la culture locale est indéniablement gréco-étrusque. A la fin du cinquième siècle, des Samnites — population italique des montagnes issues de celle de l'âge du fer, qui parle l'osque, une langue proche du latin — descendent vers la côte par une émigration en général progressive et « douce ». Très vite, la plupart des villes côtières sont samnites. Les nouveaux arri-

vants ont, en effet, tiré parti de la rivalité des Grecs et des Etrusques en Campanie.

Dès le sixième siècle, les Romains s'étendent de plus en plus vers le sud, imposant peu à peu leur hégémonie sur toute la Campanie. Certaines villes deviennent des colonies romaines ou latines, tandis que Naples et Pompéi (à la fin du deuxième siècle) ne sont que des villes « alliées » de Rome.

A ce moment-là, Pompéi est une villa dont l'administration civile est samnite et la langue l'osque. Mais les Samnites de la côte se sont en partie « grecisés ».

Les riches aristocraties locales, pratiquant le grand commerce, sont romanophiles. Et d'autant plus qu'elles ne sont pas en concurrence avec l'aristocratie romaine, qui pense que commercer est déroger. Toutefois, celle-ci se mettra peu à peu à pratiquer le commerce, elle aussi. Pompéi et d'autres cités italiques « alliées » continuent donc à s'enrichir. Elles commercent, notamment, avec l'Espagne, l'Orient hellénistique et l'Égypte, ce qui explique la construction, vers la fin du deuxième siècle avant notre ère, du temple dédié à Isis, un des rares sanctuaires reconstruits à la suite du tremblement de terre de 62 après Jésus-Christ.

De 150 à 100 avant notre ère, Pompéi est à son apogée. L'urbanisation de cette époque trans-

forme la ville en cité grecque hellénistique. Les enfants sont élevés à la grecque ; la palestra est grecque ; le premier style pompéien est grec. Mais l'osque est toujours la langue nationale. Le grec est parlé pour le commerce et le latin pour les relations avec les Romains. De cette période datent les maisons les plus riches, celle du Faune (la plus vaste, qui couvre une insula complète, soit 2940 mètres carrés), celle de Pausanias, celle du Labyrinthe, notamment.

Des terres pour les vétérans

Cette richesse de Pompéi donne envie à l'aristocratie locale de participer au pouvoir politique romain, et la ville, comme d'autres cités de Campanie, réclame donc la citoyenneté romaine qui est accordée en 90 avant notre ère à toutes les villes italiques. Mais Pompéi choisit le mauvais camp. Au cours de la guerre sociale, elle prend parti contre Rome. En 89, Sylla, conquérant la ville qui, à l'époque, jouissait d'une certaine prospérité, devient une colonie romaine sous le nom de « Colonia Cornelia Veneria Pompeianorum ». Des terres, confisquées aux Pompéiens d'origine, sont attribuées aux vétérans de

Sylla. L'administration urbaine n'est plus samnite mais romaine, et les nouveaux premiers magistrats (édiles et duovirs) sont romains. Le latin devient langue officielle. Les poids et mesures sont conformes au système romain. Un Capitole (temple dédié à la triade romaine Jupiter-Juno-Minerve) est installé dans le temple samnite dédié à Jupiter. Les problèmes nés, logiquement, de cette brusque colonisation s'apaisent vers 30-20 avant Jésus-Christ : les noms samnites réapparaissent parmi les magistrats de la ville ; les deux populations se mélangent par les mariages.

La conquête romaine, violente mais non destructrice, n'arrête pas l'urbanisation et l'embellissement de Pompéi dont l'activité économique repart très vite. Et d'autant plus que la ville échappe aux guerres civiles nées de la rivalité qui oppose Antoine à César puis à Octave (le futur empereur Auguste).

De nouveaux malheurs frappent Pompéi en 59 de notre ère. Une rixe dans l'amphithéâtre de la ville entre habitants de Pompéi et de Nucérie, une cité voisine, dont le prétexte est mal connu, fait de nombreux morts et blessés. Le Sénat romain réagit immédiatement : il ferme l'amphithéâtre pour dix ans et déclare tous les clubs illégaux. Trois ans plus tard, Néron montre qu'il en veut toujours à Pompéi. Contrairement à

l'habitude, il n'envoie aucun secours après le tremblement de terre très destructeur qui, en 62, a réduit à l'état de ruines la majeure partie de Pompéi.

Herculaneum, très éprouvée elle aussi par le séisme, reçoit quelque aide impériale. Quant à l'histoire d'Herculaneum, elle suit d'assez près celle de Pompéi. A côté près qu'elle a été fondée, selon la légende, par Héraklès et que son sous-sol ne comporte aucun reste grec. En l'état actuel des connaissances, elle semble avoir été créée par des Italiens vers le quatrième siècle avant notre ère et être devenue cité alliée de Rome en même temps que Pompéi et ville romaine en 89 avant notre ère après avoir été conquise par Titus Didius, un des lieutenants de Sylla.

A l'évidence, Herculaneum a un rythme de vie moins fastueux et moins large que Pompéi. Ainsi les pavages de ses rues ne sont pas creusés d'ornières par les roues des chars. Les transports, dans la ville, étaient donc assurés par des animaux de bât (âne, mulet, cheval) ou à dos d'homme. Mais il faut rappeler que nous ne connaissons qu'à peine 5 hectares de la ville et que les maisons dégoûtées, plus petites certes que les grandes villas de Pompéi, sont ornées parfois de décors plus beaux.

Y. R.

REVUE

« MASQUES » POUR TOUS

par Josyane Savigneau

L'époque est à la séduction. Les revues qui affichent bien haut leurs ambitions culturelles se multiplient. Masques, trimestriel homosexuel, devient mensuel. Il abandonne ses références militantes et part à la conquête d'un nouveau lectorat.

MASQUES, nouvelle revue mensuelle, n'est dans les kiosques que depuis deux semaines. Le titre, pourtant, n'est pas inconnu. Depuis six ans, la revue trimestrielle *Masques, revue des homosexualités*, était un label de plus en plus apprécié, gage de sérieux et de professionnalisme. Forte de cette expérience, la petite équipe regroupée autour de Jean-Pierre Joecker, qui n'aime ni s'installer ni se répéter, a décidé de prendre un nouveau pari, celui de réaliser un mensuel. « Cela reste cependant une revue », précise Jean-Pierre Joecker, « ce n'est pas un magazine d'actualité culturelle, même si l'on est moins décalé de cette actualité qu'avec un trimestriel ».

Dans cette mutation, *Masques* a perdu son bandeau « revue des homosexualités ». « Nous avons pris la décision de faire un mensuel en février dernier », explique Jean-Pierre Joecker, « au moment où nous avons mis en route le numéro spécial *Années 80 de la revue*, qui faisait le bilan des homosexualités. En dix ans, les choses ont beaucoup changé. Quand a commencé le Gai Pied, on avait besoin d'affirmer une identité homosexuelle. Maintenant, on peut refuser l'étiquetage. Nous voulons casser les catégories. La presse homosexuelle qui existe s'est enfermée dans la sexualité. *Masques* se veut une revue de dévoilement. Il faut enlever les masques, désormais, jeter les clichés ».

Masques souhaite donc quitter le ghetto, ce dont on ne manquera pas de lui faire reproche. « Certains nous désapprouvent violemment, mais nous tenons à être une sorte de pont entre les années où il fallait se revendiquer et la liberté. Les gens devraient ne plus avoir à se dire « Je lis cette revue parce que je suis homosexuel ». Nous nous adressons à une partie de la population qui est pleine d'interrogations et à des homosexuels qui ont envie de découvrir qu'ils ne se réduisent pas à ce choix-là ».

Le projet de *Masques* semble clair : donner droit de cité à des interrogations, à des émotions qui échappent à un particularisme et à des étiquettes, prononcer pour les homosexuels la fin de l'assignation à résidence, à définition (donc à finition). La revue ne se veut ni militante ni prosélyte, mais esthétique — même si Jean-

Pierre Joecker affirme refuser l'esthétisme, il entend proposer « un « bel objet ». Ce désir de faire un objet beau est aussi une manière de montrer que la séduction est au-delà des genres, au-delà de la partition masculin-féminin. Pour *Masques*, le temps est passé des revendications, du combat contre. Il ne faut plus seulement se battre contre l'exclusion mais être une force de proposition ».

Il reste à savoir si le premier numéro répond à ces pétitions de principe. Pour ce qui est du bel objet, la réussite est totale, bien que l'équipe n'ait pas en les moyens financiers de fabriquer un numéro zéro pour tester la formule. Les photos, toutes en noir et blanc, sont de qualité, tant celles réalisées par les photographes attirés du « nouveau *Masques* », Irneli Jung et Emmauelle Barbaras, que celles de Gérard Depardieu (qui fait la couverture) par Pierre-Olivier Deschamps ou celles de Catherine Deneuve sur le tournage du dernier film de Téchiné, par Jean-Jacques Lapeyronnie. La maquette, malgré les inévitables erreurs du premier numéro, est, elle est aussi, tout à fait honorable.

Paradoxalement, c'est sans doute pour la réflexion sur le contenu qu'un numéro zéro aurait été indispensable. Si les sujets sur Depardieu — un bon entretien hors du conformisme habituel des interviews de stars — on sur Deneuve manifestent la volonté d'ouverture de *Masques*, le souci de déplacement, beaucoup d'autres articles sont trop attendus : « Le western et la virilité », « Un désir nommé Brando ». D'une manière générale, l'ensemble sur « Les mille séducteurs » étale sans excès de regard critique les phantasmes masculins des plus traditionnels.

En outre, dans certains entretiens, on hésite entre le « tu » post-soixante-huitard et la mise à distance que semblait vouloir imposer maquette et photos. La première tendance produit des interviews comme celle du peintre Luis Caballero (accompagnée de fort belles reproductions) dont la dernière question est « tout simplement » « Comment tu vois et ressens ta peinture dans l'avenir ? » Quant au court texte qui légende la photo d'Arielle Dombasle, il vaut mieux n'en rien dire avant que le lecteur ne juge par lui-même.



Mais tout cela n'est pas très grave et fait partie des reproches inévitables à adresser à un premier numéro. L'équipe elle-même n'a pas manqué de se faire les plus sévères remarques. Plus importante est l'interrogation sur la cohérence du projet, à laquelle on espère trouver une réponse dans le numéro 2 (il ne paraîtra qu'en février, pour que « le numéro 1 puisse, pendant deux mois, bénéficier de l'accueil des lecteurs et des annonceurs »).

Si l'on supprime le bandeau « revue des homosexualités », on ne peut pas avancer « masqué », revenir, façon chic et années 80, au clandestin de l'homosexualité. Puisque la séduction était un des thèmes dominants du numéro, il fallait se donner les moyens de ses ambitions, sans raccourci, ce qui n'est pas toujours le cas. Les concepteurs de *Masques* ont tort de croire que de la seule juxtaposition va naître l'idée de diversité et d'absence d'étiquette. Si peuvent coexister dans une même revue la *Chronique/citoyen* de Philippe Boucher, consacrée à l'éloge de l'Etat, et les photos de *Narcisses inquiets* de Patrick Scatzi, il ne faut pas que ce soit parce qu'aux yeux d'un certain public l'une fait passer l'autre et inversement. Cette juxtaposition doit entrer dans une conception globale qui n'apparaît pas encore.

Ces questions, ces erreurs, sont certainement un des intérêts de ce nouveau mensuel, la preuve que le désir d'un nouveau mode de communication, d'expression, mis en avant par Jean-Pierre Joecker et son équipe, n'est pas un argument publicitaire, une manière de se lancer, mais une vraie recherche, avec ses tâtonnements, ses inversions, ses ratages ; bref, les risques de toute aventure, dont le péril n'est pas le moindre des attrait.



Afin de contribuer au lancement de la nouvelle formule, Gérard Depardieu a passé une journée avec les journalistes de *Masques*. Catherine Deneuve, à la lecture du premier numéro, a donné son accord pour un entretien à paraître.

Masques, mensuel, format 24 x 34. Photos noir et blanc. 35 F.

L'équipe de la revue continue d'assurer la publication d'un trimestriel, les *Cahiers Masques*, revue de réflexion à partir de l'homosexualité. Le premier numéro paraîtra en janvier (50 F). La publication des *Albums Masques*, consacrés à un sujet unique, continue également (80 F).

MÉCÉNAT-BÉNÉVOLAT

« Chaque numéro revient à 250 000 francs », explique Jean-Pierre Joecker. Pour l'instant, nous n'avons pas beaucoup de moyens financiers, mais une équipe solide, qui a fait ses preuves avec le trimestriel. Il nous faut vendre dix mille exemplaires en moyenne pour être rentables. Pour le premier numéro, nous avions peu de publicité, mais nous attendions d'avoir un produit à présenter pour faire des démarches systématiques.

» Nous n'avons pas de mécène à proprement parler, mais je suis très sensible à la forme de mécénat des gens qui ont accepté de prendre ce pari

avec nous. Pour ce premier numéro, Gérard Depardieu a donné son accord au vu d'un embryon de maquette. Il a passé une journée avec nous lorsque nous sommes allés l'interviewer. Après avoir reçu le premier numéro Catherine Deneuve a donné son accord pour un entretien. Les rédacteurs, les photographes, ne sont pas bénévoles, mais ils seront très peu payés, au moins pendant les trois premiers numéros. Le mécénat ne passe pas nécessairement par un don d'argent, mais par une autre forme de don, de participation, qui peut être plus féconde. »

RENCONTRE

CRITIQUE ET JANSÉNISTE

entretien avec Georges Poulet

Voici un critique,
historien de la littérature,
qui affiche un dégoût du verbalisme
et de l'écriture tonitruante.
« C'est à voix basse qu'on enchante. »
C'est à voix basse que Georges Poulet
explique le sens
de ses dernières recherches.

Le voyageur éprouve un soulagement indéfinissable en entrant dans le parc Orangerie. Au milieu de ce cadre paisible, sur les hauteurs de Nice, surgit une villa aux délicieuses couleurs rose saumon. Une petite porte s'ouvre sur des escaliers en bois. Au premier étage, l'hôte de la maison, Georges Poulet, nous accueille sur le palier et nous introduit dans son bureau.

Habillé de gris, le visage creusé par la fatigue mais rayonnant, les yeux cherchant à se cacher derrière des lunettes épaisses, Georges Poulet, assis près de la fenêtre, évoque quelques moments de sa vie avec un rien de réserve et d'impudence dans la voix, comme s'il avait hâte d'en finir avec les détails biographiques.

Jetant un regard sur le parc, il rappelle son enfance solitaire à Chénée, près de Liège, où il est né en 1902.

Ses ambitions littéraires se confirment lorsque, étudiant, il fit paraître des articles critiques très appréciés dans des revues belges telles que *Créer*, *Sélection* et *Nord*. Parallèlement à cette collaboration, Georges Poulet entreprit une thèse sur Balzac qui portait sur le problème de la forme. Après avoir achevé ce travail, il publia un roman chez Émile Paul : « *A part quelques initiés, nul ne sait que j'en suis l'auteur. Je ne pouvais le signer de mon nom, car je voulais absolument garder mon titre, la Poule aux œufs d'or. Il a donc paru sous le pseudonyme de Georges Thillet* ». Les oreilles des lecteurs se dressent déjà : « *Un roman que Georges Poulet aurait écrit à vingt-quatre ans ? Quelle audace !* » Et même l'antocritique du romancier : « *C'est probablement très mauvais, je n'ai jamais voulu le relire* » — ne les dissuadera pas. Pendant des journées entières, ils sillonnèrent le Paris des bouquinistes, ils battoient le pavé des quais de la Seine, ils remuèrent ciel et terre dans les bibliothèques... Las ! le livre est absolument introuvable. Avis à un éditeur curieux...

Ne s'étant jamais senti à l'aise dans son pays natal, Georges Poulet devait bientôt s'exiler, parcourir le monde.

Edimbourg l'accueillit et, pendant quinze ans, il travailla sur le premier volume des *Études sur le temps humain*, qui fut publié en

1949 dans la série des ouvrages universitaires de la ville écossaise, puis réédité chez Plon en 1950.

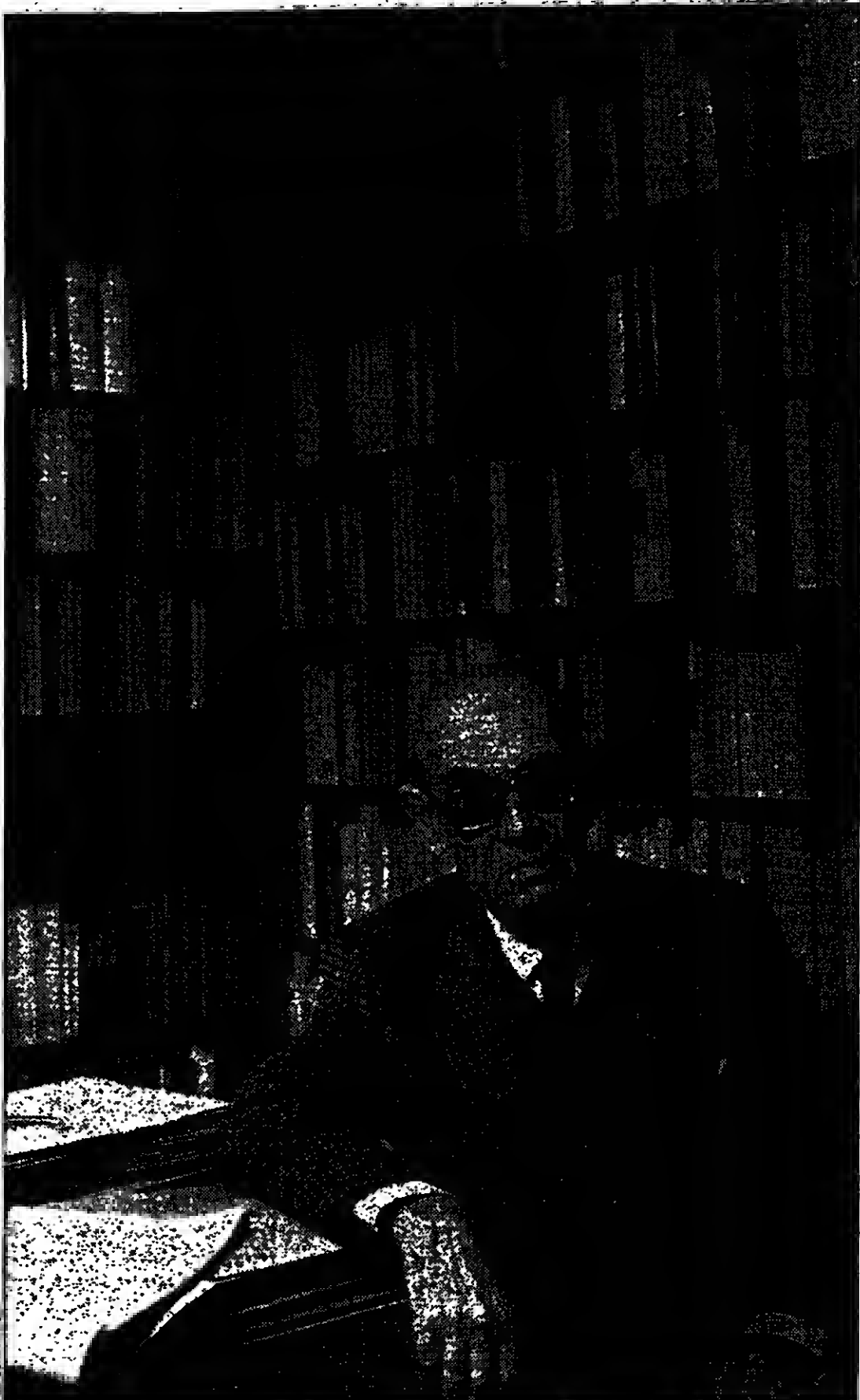
Après vingt-cinq années de professorat en Écosse, Georges Poulet fut reçu, en 1952, de l'université Johns Hopkins à Baltimore. Une petite porte s'ouvrit sur des escaliers en bois. Il n'apprécia pas l'existence, « *excentrique* » et agitée, que l'on menait en Amérique, mais il eut le plaisir de faire la connaissance de Leo Spitzer, grande figure de la critique allemande.

Ce fut encore à l'étranger, et cette fois-ci au bord du Léman, que Georges Poulet eut l'heur de rencontrer les critiques qui forment l'école de Genève : Jean Rousset, Jean Starobinski et Marcel Raymond. « *Staro* » devint son disciple : « *Je le débauchai. Il était médecin et pensait qu'il ne pourrait faire de la littérature qu'en ses temps perdus. J'arrangeai les choses pour qu'il vint me rejoindre en Amérique. Il est comme un fils pour moi* ». Une longue amitié, scellée par une abondante et émouvante correspondance (1), se noua aussi entre Marcel Raymond et Georges Poulet. Fasciné par la Suisse, celui-ci accepta en 1956 une chaire à Zürich, avant de s'installer à Nice en 1970.

Sartre et la rive gauche

Le chapitre sur sa vie à peine refermé, Georges Poulet se tourne vers les livres, ses trésors, qui tapissent les murs de la petite pièce. Il nous montre d'une main tremblante et fière les *Essais de morale* de Nicole et se dit très satisfait de posséder l'œuvre complète du janséniste. Amiel, qu'il a grandement contribué à faire connaître de nouveau, occupe également une place de choix.

Georges Poulet avoue sa répugnance pour Nietzsche, comme pour Byron, et son ambivalence à l'égard de Cioran. Freud l'exaspère, à cause du caractère pseudo-scientifique de la psychanalyse. Sartre, qu'il rencontra une fois sur la rive gauche — « *ça n'avait pas mordu* », commente-t-il malicieusement — força son admiration avec la *Nausée*, mais il détesta les *Mais* : « *Tout verbalisme m'agace. Accorder une telle importance à cette sorte de métaphysique des mots me choque. J'eus beaucoup de peine à admettre profondément Flaubert, à cause de son verbalisme, de son culte du roman* ».



Plus encore que son amour inépuisable des mots, le guesclier que préconisait Flaubert indispose Georges Poulet. A la littérature tonitruante, celle de Malraux par exemple, il oppose cette simple devise : « *C'est à voix basse qu'on enchante* ».

Retiré du monde, il ignore ainsi la littérature contemporaine. A l'instar de Julien Gracq, dans *En lisant en écrivain*, il s'exclame : « *Mon siècle, c'est le dix-neuvième : à condition de déplacer les quatre matras : Valéry, Gide, Claudel et Proust* ». Au vingtième siècle, il a le sentiment d'une « *diminution de la phalange romanciers par rapport à la phalange poètes* ». Il ne s'intéresse guère au roman contemporain et cite à peine quelques noms : « *Peut-être ai-je lu Robbe-Grillet, je ne me souviens plus. Quant à Le Clézio, je n'ai pas lu une ligne de lui* ».

Pour Georges Poulet, critique baudelairien, le livre ne s'apparente en rien à un instrument sans âme, entre les mains de je ne sais quel lecteur distrait : « *Il est d'abord une réalité subjective de l'intérieur d'un premier esprit, celui de l'auteur, puis devient une chose verbale, purement extérieure, qui ne prend vie qu'en entrant de nouveau comme réalité subjective dans un autre esprit, celui du lecteur, celui du critique. Telle est la trajectoire d'un livre* ».

Quant à Le Clézio, je n'ai pas lu une ligne de lui.

Le rejet du corps

Dès le départ, avant même que ne s'élaboré sa théorie critique, Georges Poulet avait acquis une certitude : son horizon des formes et des barrières qui séparent les genres. La littérature se présentait à lui comme un flux de pensée désordonnée qui le fascinait.

Cette répugnance vis-à-vis de la forme n'a d'égal que son rejet du corps, qui n'est qu'une « *vieille casserole attachée à la queue d'un cabot et dont il ne parvient pas à se débarrasser* ». Dans ses lettres à Marcel Raymond, le janséniste qu'est Georges Poulet répète inlassablement son dégoût devant le corps, cet « *élément impur, obtus, obscur, et opaque par excellence* ».

Marcel Raymond, qui ne voyait pas une haine mortelle au corps, relançait souvent la « *vieille querelle* » sur l'importance de la forme et de la structure. Georges Poulet, qui admirait un des ouvrages les plus connus de Raymond, *De Baudelaire au surréalisme*, lui reprochait d'être obsédé par les formes, qui « *sont faites pour être suées. Dès qu'on en a exprimé le jus, la vie, il faut jeter l'écorce* ».

La critique de Georges Poulet, qui aime pointer par la pensée de l'auteur, au point de négliger, à l'occasion, la forme, naît d'une conviction qu'il raconte dans *La Conscience critique* (2) : « *N'importe quelle œuvre littéraire (littérature) est acte de conscience de soi par celui qui l'écrit* ». De même que l'esprit transcende le corps, le cogito transcende l'œuvre. Cette conscience, tapée dans l'œuvre, et qui est « *préconscience catégorielle* », ne doit, de toute évidence, pas être confondue avec l'auteur en tant qu'individu.

La critique cherche à créer une relation intersubjective entre deux consciences, celle qui habite l'œuvre et celle du lecteur. Georges Poulet pratique une critique d'identification, « *par réaction très nette contre la critique structuraliste des années 70, pour des raisons de pur tempérament, et à cause d'une certaine hostilité contre ce qui peut avoir un caractère scientifique* ».

Sa critique ne s'arrête pas aux formes particulières, mais elle y entre finalement une percée, pour aborder la conscience qui s'y exprime : la conscience l'originalité de Georges Poulet. Il tente, en s'appuyant sur les catégories du temps (3) et celles de l'espace (4), de saisir le cogito dans sa réalité ambiante. Quand il écrit, qu'il lit, il se prépare à la question qui suit : « *Quel est le sens de ce que j'écris ?* », posée dans son nouveau livre, *La Pensée indéterminée*.

« *L'opposition de la forme et de l'informe, du déterminé et de l'indéterminé est devenue très importante pour moi* », confie Georges Poulet. Choisir le déterminé, c'est-à-dire le fixer, le figer, c'est toujours mauvais. Il faut plutôt aller dans la direction du déterminé, mais, au-delà du déterminé, chercher de trouver un sens.

Dans un siècle comme le nôtre, où le rationnel et le déterminé sont réclamés à coups de cynisme, quel soulagement le lecteur éprouvera-t-il pas en se plongeant avec Georges Poulet dans les profondeurs de l'indétermination ?

ROLAND JACCARD.
« *La Pensée indéterminée*, PUF, 302 p., 145 F.

(1) Marcel Raymond - Georges Poulet, *Correspondance, 1950-1977*, Côté (1981).

(2) *La Conscience critique*, Côté (1979).

(3) *Études sur le temps humain*, Côté (1950).

(4) *Les Métamorphoses du cercle*, Plon (1961).

RÉVERIE « 18 »

Le dix-huitième siècle est l'âge où l'on voit, pour la première fois, l'homme reconnaître l'indéterminé au moins partielle du monde. Il compose, non sans plaisir, avec sa propre ignorance. Il sait d'avance qu'il lui faudra tenir compte des mille lacunes qu'il découvre dans toutes les tentatives d'explication dont jadis, il se contentait si facilement.

Il commence à se défaire des généralisations toutes faites. Ainsi l'on voit la pensée de Condillac comme celle d'Hévélius témoigner de leur intérêt pour des expériences précises, attestées par l'observation et nuancées par l'analyse. A l'intérieur des limites définies, il leur devient possible d'établir quelques rapports satisfaisants mais partiels. Tout autour continue de s'étendre une région indéterminée, sans points de repère fixes, et avec laquelle on ne peut avoir que des relations extrêmement vagues. C'est ce qu'on appelle le pays du *Je-ne-sais-quoi*.

On le traverse pour passer du monde de la précision à son contraire : le monde du sentiment, du rêve, de la rêverie. Personne n'a écrit sur ce monde avec autant de profondeur, de sincérité, de puissance poétique, que Jean-Jacques Rousseau. Il fut non le premier en date, mais le plus généralement doué pour sentir, pour pressentir, tout ce que ce monde mystérieux avait à la fois de secret et d'universel.

Mais l'exploration par Rousseau de cet univers presque inconnu et cependant si familier est restée ce que restent toutes les explorations du monde intérieur : un ensemble d'aperçus discontinus sur la profondeur des lieux auxquels ils donnent accès, mais au seuil desquels ils ne peuvent que nous mener, sans nous procurer le fil d'Ariane grâce auquel nous pourrions nous y aventurer sans nous perdre.

GEORGES POULET.

ROUSSEAU CONTRE DESCARTES

Au moment où Descartes affirmait triomphalement la détermination du moi à travers la pensée, quels écrivains osèrent s'engager au-delà des limites de la raison et du réel ? Le Rochetoucauld fut-il le seul dissident, le seul moraliste à franchir, sinon allègrement, du moins timidement, les frontières du pays cartésien ? En tout cas, le siècle des Lumières compte parmi ses troupes dociles un rebelle, un héritier de l'angoisse pécorienne et de l'égarement racinien : Jean-Jacques Rousseau.

Avec ce promeneur solitaire, la conscience malheureuse et brumeuse, le sentiment, la rêverie, le culte de l'informe, renvoyèrent la pensée déterminée au doute, jetèrent la certitude

tranquille aux orties. L'indétermination acquit ainsi ses lettres de noblesse.

Qu'est-ce que l'indétermination, quels furent ses destructeurs et ses défenseurs ? Georges Poulet y répond dans la *Pensée indéterminée*. A l'habitude du pays du « *Je-ne-sais-quoi* », comme aux pourfendeurs des rêveries romantiques, ce dernier livre de Georges Poulet offre une rencontre exceptionnelle avec des écrivains — Senancour, Corneille, Chateaubriand et Schelling... — qui flirtèrent avec l'indéterminé du monde et qui éprouvèrent jusqu'au vertige la sensation de la liberté.

R. J.

Washington et les alliés de Moscou

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.

Washington et les alliés de Moscou. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient. Les deux camps se font face, se regardent, se méfient.